

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 85

[C — 2006/31640]

14 DECEMBRE 2006. — Ordonnance modifiant les ordonnances du 19 juillet 2001 et du 1^{er} avril 2004 relatives à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au droit à la fourniture minimale d'électricité et l'ordonnance du 11 mars 1999 établissant des mesures de prévention des coupures de gaz à usage domestique (1)

TITRE I. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

TITRE II. — Modifications à l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale

Art. 2. A l'article 2, 7^o de l'ordonnance du 19 juillet 2001, relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, les mots « d'installations de cogénération de qualité ou » sont insérés entre les mots « au départ » et « des sources d'énergie ».

Art. 3. A l'article 2 de la même ordonnance, un point 7^o*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« 7^o*bis*. Biomasse : la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture (comprenant les substances végétales et animales), de la sylviculture et d'industries connexes, ainsi que de la fraction biodégradable des déchets industriels et ménagers. »

Art. 4. L'article 2, 22^o de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 22^o règlement technique du réseau : règlement organisant les relations entre le gestionnaire du réseau, les détenteurs d'accès au réseau, les utilisateurs du réseau et les gestionnaires d'autres réseaux et contenant les prescriptions techniques et administratives visant à assurer le bon fonctionnement du réseau, de ses interconnexions et de l'accès à celui-ci. »

Art. 5. L'article 2, 26^o de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 26^o Service : le service de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement chargé de l'énergie; ».

Art. 6. L'article 2 de la même ordonnance est complété comme suit :

« 26^o*bis* Commission : la commission de régulation pour le gaz et l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, instituée par l'article 30*bis*;

26^o*ter* chargé de mission : membre du personnel de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement chargé par le Gouvernement des missions prévues par la présente ordonnance auprès de la Commission; ».

Art. 7. A l'article 2, 28^o de la même ordonnance, le mot « exclusivement » est supprimé.

Art. 8. A l'article 2, le point 29^o est remplacé par le texte suivant :

« 29^o client résidentiel : client raccordé au réseau qui achète l'électricité pour l'usage principal de son ménage et dont la facture est établie à son nom propre; ».

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 85

[C — 2006/31640]

14 DECEMBER 2006. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnances van 19 juli 2001 en van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van de ordonnantie van 11 juli 1991 met betrekking tot het recht op een minimumlevering van elektriciteit en de ordonnantie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de maatregelen ter voorkoming van de schorsingen van de gaslevering voor huishoudelijk gebruik (1)

TITEL I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in Grondwet

TITEL II. — Aan de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 2. van de ordonnantie van 19 juli 2001. organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij ordonnantie betreffende de organisatie van de gasmarkt Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegenisretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de de elektriciteitsmarkt in het Brussels Gewest, worden de woorden « kwaliteitswarmtekrachtkoppelinginstallaties of door ingevoegd « voortgebracht door » en de woorden « energiebronnen ».

Art. 3. van dezelfde ordonnantie wordt een ingevoegd, luidend als volgt :

« 7^o*bis*. Biomassa : de biologisch afbreekbare fractie afvalstoffen en residuen van de landbouw plantaardige en dierlijke stoffen), de bosbouw aanverwante bedrijfstakken, alsmede de biologisch fractie van industrieel en huishoudelijk afval.

Art. 4. Artikel 2, 22^o van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 22^o technisch reglement : reglement dat de betrekkingen netbeheerder, de toegangshouders tot het net, de beheerders van andere netten organiseert van technische en administratieve voorschriften goede werking van het net, de koppelingen toegankelijkheid ervan mogelijk maken. »

Art. 5. Artikel 2, 26^o van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 26^o de Dienst : de dienst van het Brussels Instituut voor Milieubeheer die belast is met de energie; ».

Art. 6. Artikel 2 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld als volgt :

« 26^o*bis* Commissie : de Commissie voor de regulering gas en elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgericht door artikel 30*bis*;

26^o*ter* opdrachthouder : lid van het personeel van het Brussels Instituut voor Milieubeheer dat door de Regering de Commissie belast wordt met de opdrachten zoals bedoeld in deze ordonnantie; ».

Art. 7. In artikel 2, 28^o van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « uitsluitend » geschrapt.

Art. 8. Artikel 2, punt 29 wordt vervangen als volgt :

« 29^o huishoudelijke afnemer : de op het net aangesloten afnemer die elektriciteit aankoopt voor hoofdzakelijk huishoudelijk gebruik en waarvan de factuur wordt opgemaakt op zijn eigen naam; ».

Art. 9. L'article 2 de la même ordonnance est complété comme suit :

« 30° ménage: soit une personne physique isolée client final résidentiel, soit un ensemble de personnes physiques, unies ou non par des liens familiaux, qui vivent habituellement ensemble dans le même logement et dont un des membres est un client final résidentiel;

31° client protégé: client final résidentiel raccordé au réseau et reconnu comme protégé;

32° immeuble collectif avec chaudière commune: immeuble équipé d'un système de chauffage centralisé alimentant plusieurs logements en chauffage ou en eau chaude sanitaire;

33° fournisseur vert: tout fournisseur, titulaire d'une licence de fourniture d'électricité verte, qui vend au moins 50 % d'électricité sous forme d'électricité verte produite en Région de Bruxelles-Capitale;

33°bis électricité verte: électricité produite en Région de Bruxelles-Capitale et qui reçoit un label de garantie d'origine;

34° fournisseur local: toute personne physique ou morale titulaire d'une licence de fourniture locale au sens de l'article 21;

35° interconnexion: ensemble des équipements pour connecter les réseaux de transport régional et le réseau de distribution;

36° réseau privé: ensemble des installations d'un terrain privé sur lequel est située une source de production locale d'électricité verte et qui alimente à une tension inférieure à 11 kV plusieurs clients éligibles situés sur ce réseau privé, sans être raccordés au réseau de transport régional ou au réseau de distribution;

37° client raccordé au réseau privé: client final raccordé à un réseau privé et ayant cédé sa faculté d'éligibilité au gestionnaire du réseau privé;

38° gestionnaire de réseau privé: personne physique ou morale qui dispose conjointement :

- du droit de propriété ou d'usage ou de gestion sur un réseau privé;
- de la faculté d'éligibilité des clients raccordés à ce réseau privé;

39° C.P.A.S.: centre public d'action sociale visé à l'accord de coopération conclu le 21 septembre 2006 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège réuni de la Commission communautaire commune. »

Art. 10. Dans l'article 3, § 3 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 11. Dans l'article 4 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 12. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 1° de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 1° l'amélioration, le renouvellement et l'extension éventuelle du réseau et de ses interconnexions avec le réseau de transport fédéral et le réseau de distribution dans le cadre du plan d'investissements visé à l'article 12, et ce globalement, en vue de garantir une capacité adéquate pour rencontrer les besoins; ».

Art. 13. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 4° de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 4° la conduite du réseau et la gestion des flux d'électricité, y compris l'utilisation à cette fin des interconnexions. Cette utilisation se fait en coopération avec le gestionnaire du réseau de transport et le gestionnaire du réseau de distribution; ».

Art. 14. Dans l'article 5, § 6 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 15. Dans l'article 5, § 7 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission » et les mots « au Service » sont remplacés par les mots « à la Commission ».

Art. 16. Dans l'article 6, § 4 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 9. Artikel 2 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld als volgt :

« 30° gezin: hetzij een alleenstaande natuurlijke persoon die huishoudelijke eindafnemer is, hetzij een geheel natuurlijke personen, al dan niet verenigd door familiale banden, die gewoonlijk samenleven in dezelfde woning en waarvan een van de leden een huishoudelijke afnemer is;

31° beschermde afnemer: de op het net aangesloten huishoudelijke eindafnemer die erkend werd als zijnde beschermd;

32° gemeenschappelijk gebouw met gemeenschappelijke verwarmingsketel: gebouw uitgerust met een centraal verwarmingssysteem dat meerdere woningen voorziet van verwarming of sanitair warm water;

33° groene leverancier: elke leverancier die titularis is van een groene leveringsvergunning en die ten minste 50 % elektriciteit verkoopt in de vorm van groene elektriciteit opgewekt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

33°bis groene elektriciteit: elektriciteit opgewekt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die een label van garantie van oorsprong krijgt;

34° lokale leverancier: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die beschikt over een lokale leveringsvergunning in de zin van artikel 21;

35° koppeling: geheel van uitrustingen om de gewestelijke transmissienetten en het distributienet te verbinden;

36° privé-net: geheel van inrichtingen van een privéterrein waarop zich een bron van lokale productie van groene elektriciteit bevindt en die aan een spanning lager dan 11 kV verschillende in aanmerking komende klanten, gesitueerd op dit privé-gebied, bevoorraadt zonder op het transmissienet of op het distributienet aangesloten te worden;

37° afnemer aangesloten op het privé-net: eindafnemer die op een privé-net aangesloten is en zijn mogelijkheid om in aanmerking te komen heeft afgestaan aan de beheerder van het privé-net;

38° beheerder van het privé-net: natuurlijke persoon of rechtspersoon die gelijktijdig beschikt over :

- het eigendoms-, het gebruiks- of beheersrecht op een privé-net;
- de mogelijkheid van de afnemers die zijn aangesloten op dit privé-net om in aanmerking te komen;

39° O.C.M.W.: openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bedoeld in het samenwerkingsakkoord afgesloten op 21 september 2006 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. »

Art. 10. In artikel 3, § 3 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 11. In artikel 4 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 12. Artikel 5, § 1, tweede lid, 1° van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 1° de verbetering, de vernieuwing en eventueel de uitbreiding van het net en de koppelingen ervan met het federale transmissienet en het distributienet in het kader van het investeringsplan bedoeld in artikel 12, en dit in zijn geheel, met het oog op het waarborgen van een capaciteit die aan de noden voldoet; ».

Art. 13. Artikel 5, § 1, tweede lid, 4° van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 4° het besturen van het net en het beheer van de elektriciteitsstromen met inbegrip van het gebruik van de koppelingen daarvoor. Dit gebruik gebeurt in samenwerking met de transmissienetbeheerder en de distributienetbeheerder; ».

Art. 14. In artikel 5, § 6 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 15. In artikel 5, § 7 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « van de Dienst » vervangen door de woorden van de Commissie » en worden de woorden « aan de Dienst » vervangen door de woorden « aan de Commissie ».

Art. 16. In artikel 6, § 4 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 17. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, 1° de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 1° l'amélioration, le renouvellement et l'extension du réseau et de ses interconnexions avec le réseau de transport fédéral et le réseau de transport régional dans le cadre du plan d'investissements visé à l'article 12, en vue de garantir une capacité adéquate pour rencontrer les besoins et d'assurer l'alimentation de tous les clients; ».

Art. 18. A l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la même ordonnance, les mots « y compris l'utilisation à cette fin des interconnexions » sont remplacés par les mots « en ce compris d'assurer le bon fonctionnement et l'utilisation à cette fin des interconnexions; cette utilisation se fait en coopération avec le gestionnaire du réseau de transport et le gestionnaire du réseau de transport régional; ».

Art. 19. A l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, 6° de la même ordonnance, le mot « au » est remplacé par les mots « à son »

Art. 20. A l'article 7, § 1^{er}, l'alinéa 2, 7° de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 7° la pose, l'entretien et le relevé des compteurs et le traitement des données de comptage. »

Art. 21. Dans l'article 7, § 4 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 22. L'article 7, § 5 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Le gestionnaire du réseau de distribution est chargé des obligations et missions de service public visées à l'article 24, 24bis, 24ter et au chapitre IVbis »

Art. 23. Dans l'article 7, § 6 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission » et les mots « au Service » sont remplacés par les mots « à la Commission ».

Art. 24. Dans l'article 8 de la même ordonnance, il est inséré un nouveau § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut s'engager dans des activités de fourniture d'électricité si ce n'est pour les cas visés au Chapitre IVbis de la présente ordonnance. » .

Art. 25. L'article 9 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution remplit ses obligations et missions visées aux articles 7, 24, 24bis, 24ter et au chapitre IVbis, dans le respect des principes ci-après :

1° il assure les relations avec les régulateurs et les pouvoirs publics ainsi que la tenue de sa comptabilité, la gestion de ses comptes bancaires et de son financement en totale indépendance à l'égard des personnes visées à l'article 8, § 1^{er};

2° les sommes qui lui sont dues sont versées sur des comptes bancaires qui lui sont propres;

3° il dispose d'un système informatique indépendant, notamment en ce qui concerne sa gestion, à l'égard des personnes visées à l'article 8, § 1^{er};

4° afin de répondre aux exigences qui précèdent, il se dote, entre autres moyens, d'un personnel qualifié suffisant.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut confier l'exploitation journalière de ses activités, en tout ou en partie, à une ou plusieurs sociétés exploitantes, aux conditions ci-après :

1° les obligations et missions déléguées doivent être exercées dans le respect des principes visés au § 1^{er};

2° le gestionnaire du réseau doit se réserver les moyens d'exercer un contrôle effectif sur l'exercice des obligations et missions déléguées;

3° en ce qui concerne les obligations de service public, les modalités de la délégation par le gestionnaire du réseau de distribution sont soumises à l'approbation du Gouvernement après avis de la Commission;

4° les activités liées à l'accès au réseau, au comptage ainsi qu'aux relations avec les détenteurs d'accès et les utilisateurs du réseau de distribution, en ce compris le système d'information y afférent, ne peuvent être confiées aux personnes visées à l'article 8, § 1^{er};

Art. 17. Artikel 7, § 1, tweede lid, 1° van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 1° de verbetering, de vernieuwing en de uitbreiding van het net en de koppelingen ervan met het federale transmissienet en het distributienet in het kader van het investeringsplan bedoeld in artikel 12, met de bedoeling een voldoende capaciteit te waarborgen om aan de behoeften te voldoen en om de toelevering aan alle afnemers te waarborgen; ».

Art. 18. In artikel 7, § 1, tweede lid, 4° van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « met inbegrip van het gebruik van de koppelingen daarvoor » vervangen door de woorden met inbegrip van het waarborgen van de goede werking en het gebruik met dat doel van de koppelingen. Dit gebruik gebeurt in samenwerking met de beheerder van het transmissienet en de beheerder van het gewestelijk transmissienet; ».

Art. 19. In artikel 7 § 1, tweede lid, 6° van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « tot het » vervangen door de woorden « tot zijn ».

Art. 20. In artikel 7, § 1, tweede lid, wordt punt 7° van dezelfde ordonnantie vervangen als volgt :

« 7° het installeren, het onderhoud van de meters en het opnemen van de meterstanden en de behandeling van meetgegevens. »

Art. 21. In artikel 7, § 4 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 22. Artikel 7, § 5 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 5. De distributienetbeheerder wordt belast met de verplichtingen en opdrachten van openbare dienst zoals bepaald in artikel 24, 24bis, 24ter en in hoofdstuk IVbis. »

Art. 23. In artikel 7, § 6 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « van de Dienst » vervangen door de woorden van de Commissie« en worden de woorden « aan de Dienst » vervangen door de woorden « aan de Commissie ».

Art. 24. In artikel 8 van dezelfde ordonnantie, wordt een § 4. ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De distributienetbeheerder mag geen activiteiten i.v.m. elektriciteitslevering uitoefenen behalve in de in Hoofdstuk IVbis van deze ordonnantie bedoelde gevallen. »

Art. 25. Artikel 9 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. § 1. De distributienetbeheerder komt zijn verplichtingen en opdrachten bedoeld in de artikelen 7, 24, 24bis, 24ter en in hoofdstuk IVbis na, met inachtneming van de principes die hierna volgen :

1° hij zorgt voor de relaties met de reguletoeren en met de overheden, alsook voor het voeren van zijn boekhouding, het beheer van zijn bankrekeningen en zijn financiering, in volledige onafhankelijkheid van de personen bedoeld in artikel 8, § 1;

2° de hem verschuldigde bedragen worden gestort op bankrekeningen geopend op zijn naam;

3° hij beschikt over een informaticasysteem dat, met name wat het beheer ervan betreft, onafhankelijk is van de personen bedoeld in artikel 8, § 1;

4° met het doel te voldoen aan de voorafgaande vereisten, zorgt hij ervoor dat hij, naast andere middelen, over voldoende gekwalificeerd personeel beschikt.

§ 2. De distributienetbeheerder kan de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan één of meer uitbatingbedrijven, onder de hierna volgende voorwaarden :

1° de gedelegeerde verplichtingen en opdrachten moeten uitgeoefend worden met naleving van de principes beschreven in § 1;

2° de netwerkbeheerder moet voor voldoende middelen zorgen om een effectieve controle uit te oefenen op de uitoefening van de gedelegeerde verplichtingen en opdrachten;

3° wat de openbaardienstverplichtingen betreft, dienen de nadere regels van de delegatie door de distributienetbeheerder ter goedkeuring aan de regering te worden voorgelegd na advies van de Commissie;

4° de activiteiten die verband houden met de toegang tot het netwerk, met de metingen evenals met de relaties met de toeganghouders en gebruikers van het distributienet, met inbegrip van het bijhorende informatiesysteem, mogen niet worden toevertrouwd aan personen zoals bedoeld in artikel 8, § 1;

5° sous réserve des conditions qui précèdent, le gestionnaire du réseau de distribution fixe librement les obligations et missions qu'il délègue ainsi que les modalités de cette délégation.

§ 3. Toutefois, le gestionnaire du réseau de distribution établit un plan fixant les étapes nécessaires à la mise en conformité au présent article de la situation existante au 1^{er} janvier 2007.

Pendant la période transitoire, il peut être dérogé au § 2, 4°, du présent article.

Le plan est soumis à l'approbation du Gouvernement avant toute nouvelle délégation.

Les délégations doivent être conformes au présent article au plus tard le 30 juin 2008.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter des mesures complémentaires relatives à l'organisation des services et aux délégations d'exploitation, en vue de garantir l'indépendance du gestionnaire du réseau de distribution à l'égard des personnes visées à l'article 8, § 1^{er}. »

Art. 26. Il est inséré dans le Chapitre II de la même ordonnance, une nouvelle section *IIbis*, rédigée comme suit :

« Section *IIbis*. Accès aux réseaux.

Art. *9bis*. Le gestionnaire du réseau de transport régional d'électricité donne l'accès à son réseau, aux conditions définies par le règlement technique, aux clients raccordés sur le réseau de transport régional et aux producteurs ayant une ou plusieurs installations de production dans la Région de Bruxelles-Capitale raccordées à ce réseau. Il reconnaît aux détenteurs d'accès au réseau de distribution le droit d'accéder au réseau de transport régional, pour fournir en électricité leurs clients raccordés sur le réseau de distribution.

Le gestionnaire du réseau de distribution donne l'accès à son réseau, aux conditions définies par le règlement technique, aux fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture pour la distribution de l'électricité destinée à leurs clients raccordés au réseau de distribution, aux producteurs ayant une ou plusieurs installations de production dans la Région de Bruxelles-Capitale et aux utilisateurs autorisés le cas échéant à introduire une demande d'accès, raccordés à ce même réseau. »

Art. 27. Il est inséré dans le Chapitre II de la même ordonnance une Section *IIter*, rédigée comme suit :

« Section *IIter*. Règlements techniques.

Art. *9ter*. Sur proposition du gestionnaire de réseau de distribution, sur proposition du gestionnaire de réseau de transport régional et sur avis de la Commission, le Gouvernement adopte les règlements techniques pour la gestion du réseau de distribution et du réseau de transport régional.

Avant de rendre son avis, la Commission peut proposer des adaptations aux propositions de règlement technique qui lui sont soumises. Dans ce cas, elle communique ces propositions d'adaptation au gestionnaire de réseau concerné. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter à sa proposition initiale tout ou partie des adaptations proposées. Lorsque celles-ci ne sont pas toutes prises en considération, le gestionnaire de réseau justifie sa position auprès de la Commission dans un avis. La Commission rédige alors un avis complémentaire. L'avis initial et les propositions d'aménagement faites par la Commission, auxquels sont joints la proposition de règlement technique, l'avis du gestionnaire de réseau de distribution justifiant le refus d'adoption de l'une ou l'autre proposition d'aménagement et l'avis complémentaire de la Commission, sont transmis au Gouvernement, qui décide d'adopter ou non le règlement technique proposé.

Ayant identifié, sur la base de plaintes ou à partir de ses propres constatations, un dysfonctionnement ou un fonctionnement peu efficace rapport avec l'exécution de l'un ou l'autre règlement technique, la Commission publie son avis sur son site Internet. Après un délai de soixante jours, la Commission peut se substituer au gestionnaire de réseau concerné dans le cas où il ne fait pas de proposition d'adaptation du règlement technique visé. La proposition de la Commission est alors soumise pour avis au gestionnaire de réseau et ensuite, accompagnée de cet avis, déposée dans le mois suivant l'avis par le gestionnaire de réseau au Gouvernement pour adoption.

5° onder voorbehoud van de voorwaarden die voorafgaan, stelt de distributienetbeheerder vrij de verplichtingen en opdrachten vast die hij delegeert, alsook de nadere regels voor deze delegatie.

§ 3. De distributienetbeheerder stelt echter een plan op met de noodzakelijke fasen om de bestaande situatie op 1 januari 2007 in overeenstemming te brengen met dit artikel.

Gedurende de overgangperiode, kan er afgeweken worden van § 2, 4° van dit artikel.

Het plan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de regering vóór iedere nieuwe delegatie.

De delegaties moeten uiterlijk op 30 juni 2008 overeenstemmen met dit artikel.

§ 4. De regering kan aanvullende maatregelen treffen inzake de organisatie van diensten en beheersdelegaties, teneinde de onafhankelijkheid van de distributienetbeheerder ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 8, § 1. te waarborgen. »

Art. 26. In Hoofdstuk II, van dezelfde ordonnantie, wordt een nieuwe afdeling *IIbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling *IIbis*. Toegang tot de netten

Artikel *9bis*. De gewestelijke transmissienetbeheerder voor elektriciteit verleent toegang tot zijn net aan de afnemers aangesloten op het gewestelijk transmissienet en aan de producenten die één of meerdere productie-installaties hebben, gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die aangesloten zijn op dit net, onder de voorwaarden bepaald door het technisch reglement. Hij erkent aan de toegangshouders tot het distributienet het recht van toegang tot het gewestelijk transmissienet teneinde hun afnemers aangesloten op het distributienet met elektriciteit te bevoorraden.

De distributienetbeheerder verleent, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in het technisch reglement, toegang tot zijn net aan de leveranciers die beschikken over een leveringsvergunning voor de distributie van de elektriciteit die bestemd is voor hun afnemers die zijn aangesloten op het distributienet, aan de producenten die één of meerdere productie-installaties hebben, gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de gebruikers die, in voorkomend geval, gemachtigd zijn om een aanvraag tot toegang in te dienen en die zijn aangesloten op ditzelfde net. »

Art. 27. In Hoofdstuk II, van dezelfde ordonnantie, wordt een Afdeling *IIter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling *IIter*. Technische reglementen

Artikel *9ter*. Op voorstel van de distributienetbeheerder, op voorstel van de beheerder van het gewestelijk transmissienet en na advies van de Commissie, neemt de Regering de technische reglementen voor het beheer van het distributienet en het gewestelijk transmissienet aan.

Alvorens haar advies te geven, kan de Commissie aanpassingen voorstellen aan de voorstellen van technisch reglement die haar worden voorgelegd. In dit geval, deelt zij die voorstellen tot aanpassing mede aan de beheerder van het betrokken net. Deze beschikt over een termijn van één maand om in zijn oorspronkelijk voorstel alle of een gedeelte van de voorgestelde aanpassingen aan te brengen. Wanneer deze niet allemaal in overweging worden genomen, verantwoordt de netbeheerder zijn standpunt ten aanzien van de Commissie in een advies. De Commissie stelt dan een bijkomend advies op. Het oorspronkelijk advies en de voorstellen tot wijziging gedaan door de Commissie, waarbij het voorstel van technisch reglement, het advies van de distributienetbeheerder ter verantwoording van de weigering om een of ander voorstel tot wijziging te aanvaarden, evenals het bijkomend advies van de Commissie worden gevoegd, worden aan de Regering overgemaakt, die beslist om het technisch reglement al dan niet aan te nemen.

Wanneer de Commissie op basis van klachten of op grond van haar eigen waarnemingen, een slechte werking of een weinig efficiënte werking identificeert met betrekking tot de uitvoering van een of ander technisch reglement, publiceert de Commissie haar advies op haar website. Na een termijn van 60 dagen kan de Commissie zich in de plaats stellen van de beheerder van het betrokken net in geval deze geen voorstel doet tot aanpassing van het bedoelde technisch reglement. Het voorstel van de Commissie wordt dan voor advies voorgelegd aan de netbeheerder en vervolgens, vergezeld van dit advies, binnen de maand na het advies door de netbeheerder bij de Regering neergelegd voor aanneming.

Les règlements techniques sont publiés au *Moniteur belge*. Ils définissent notamment :

1° les exigences techniques minimales pour le raccordement au réseau, les dispositions relatives aux limites du réseau et les modalités de mise à disposition d'emplacements et d'infrastructures par les demandeurs d'un raccordement;

2° les conditions d'accès au réseau dont les prescriptions particulières applicables aux clients éligibles finals raccordés à un même réseau privé;

3° les responsabilités respectives des gestionnaires des réseaux et des utilisateurs raccordés à ces réseaux;

4° les règles opérationnelles auxquelles les gestionnaires des réseaux sont soumis dans leur gestion technique des flux d'électricité et dans les actions qu'ils doivent entreprendre en vue de remédier aux problèmes de congestion et aux désordres techniques pouvant compromettre la sécurité et la continuité d'approvisionnement;

5° la priorité à donner aux raccordements des installations de production d'électricité verte;

6° la priorité à donner à l'enfouissement des lignes électriques lors de l'amélioration, du renouvellement et de l'extension du réseau;

7° les services auxiliaires que les gestionnaires des réseaux doivent mettre en place;

8° les informations et données à fournir par les utilisateurs du réseau aux gestionnaires des réseaux;

9° les mesures visant à éviter toute discrimination entre les utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau;

10° les mesures à prendre pour assurer la confidentialité des données personnelles et commerciales dont le gestionnaire du réseau a connaissance dans l'accomplissement de ses missions;

11° les données devant être échangées, notamment pour permettre l'élaboration du plan d'investissements;

12° les informations à fournir par le gestionnaire de réseau aux gestionnaires des autres réseaux électriques avec lesquels ledit réseau est interconnecté, en vue d'assurer une exploitation sûre et efficace, un développement coordonné et l'interopérabilité des réseaux interconnectés;

13° les modalités et conditions de mise à disposition d'installations de l'utilisateur au profit des gestionnaires de réseau afin d'assurer la sécurité de leur réseau;

14° les règles opérationnelles relatives aux réseaux privés visés à l'article 2, 36° de l'ordonnance.

Ils contiennent également :

1° un code de comptage, qui fixe notamment les prescriptions techniques et administratives pour permettre l'organisation du comptage;

2° un code de collaboration, qui fixe notamment les modalités de coopération entre gestionnaires de réseaux et qui détermine entre autres l'échange des données de mesure, la préparation des plans d'investissements, l'organisation des procédures d'exploitation aux points d'interconnexions, le mode de facturation des gestionnaires de réseaux conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs de raccordement aux réseaux de distribution et d'utilisation de ceux-ci, de services auxiliaires fournis par les gestionnaires de ces réseaux et en matière de comptabilité des gestionnaires des réseaux de distribution d'électricité. »

Art. 28. Dans l'article 10, § 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « au Service » sont remplacés par les mots « à la Commission ».

Art. 29. L'article 11 de la même ordonnance est abrogé.

Art. 30. A l'article 12, § 1^{er}, de la même ordonnance, l'alinéa 2. est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le plan d'investissement contient au moins les données suivantes :

1° une description de l'infrastructure existante et de son état de vétusté;

2° une estimation des besoins en capacité, compte tenu de l'évolution probable de la consommation et de ses caractéristiques;

De technische reglementen worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Ze bepalen met name :

1° de minimale technische vereisten voor de aansluiting op het net, de bepalingen betreffende de grenzen van het net en de nadere regels van het ter beschikking stellen van plaatsen en infrastructuur door de aanvragers van een aansluiting;

2° de voorwaarden voor toegang tot het net, waaronder de specifieke voorschriften die van toepassing zijn op de in aanmerking komende eindafnemers die aangesloten zijn op eenzelfde privé-net;

3° de respectievelijke verantwoordelijkheden van de netbeheerders en van de gebruikers die aangesloten zijn op deze netten;

4° de operationele regels waaraan de netbeheerders onderworpen zijn in hun technisch beheer van de elektriciteitsstromen en de maatregelen die ze moeten treffen met het doel de problemen op te lossen inzake congestie en technische storingen die de zekerheid en de continuïteit van de bevoorrading in het gedrang kunnen brengen;

5° de prioriteit die moet worden gegeven aan de aansluitingen van de installaties voor productie van groene elektriciteit;

6° de prioriteit die moet worden gegeven aan de ingraving van de elektrische leidingen bij de verbetering, de vernieuwing en de uitbreiding van het net;

7° de ondersteunde diensten die de netbeheerders moeten voorzien;

8° de informatie en de gegevens die door de netgebruikers moeten worden verstrekt aan de netbeheerders;

9° de maatregelen die tot doel hebben elke discriminatie tussen de netgebruikers of categorieën van netgebruikers te voorkomen;

10° de maatregelen die moeten worden genomen om de vertrouwelijkheid te waarborgen van de persoonlijke en commerciële gegevens waarvan de netbeheerder kennis heeft bij de uitvoering van zijn opdrachten;

11° de gegevens die moeten worden uitgewisseld, met name om de opstelling van het investeringsplan mogelijk te maken;

12° de informatie die door de netbeheerder moet worden verstrekt aan de beheerders van de andere elektriciteitsnetten waarmee dit net is verbonden, om een veilige en efficiënte uitbating, een gecoördineerde ontwikkeling en de wisselwerking tussen de verbonden netten te waarborgen;

13° de regels en de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van installaties van de gebruiker aan de netbeheerders, teneinde de veiligheid van hun net te waarborgen;

14° de operationele regels betreffende de privé-netten bedoeld in artikel 2, 36° van de ordonnantie.

Ze bevatten eveneens :

1° een meetcode die met name de technische en administratieve voorschriften vaststelt om de meting te kunnen organiseren;

2° een samenwerkingscode, die met name de regels voor samenwerking tussen de netbeheerders vaststelt en die onder andere de uitwisseling van meetgegevens, de voorbereiding van de investeringsplannen, de organisatie van de uitbatingprocedures op de koppelpunten, de manier van factureren van de netbeheerders overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven voor aansluiting op de distributienetten en het gebruik ervan, de ondersteunende diensten geleverd door de beheerders van deze netten en inzake de boekhouding van de beheerders van de distributienetten voor elektriciteit bepaalt. »

Art. 28. In artikel 10, § 1 van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 29. Artikel 11 van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel 12, § 1, tweede lid van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Het investeringsplan bevat ten minste de volgende gegevens :

1° een beschrijving van de bestaande infrastructuur en van de staat van veroudering ervan;

2° een raming van de capaciteitsbehoeften, rekening houdend met de waarschijnlijke evolutie van het verbruik en met de kenmerken ervan;

3° une description des moyens mis en oeuvre et des investissements à réaliser pour rencontrer les besoins estimés, y compris, le cas échéant, le renforcement ou l'installation d'interconnexions de façon à assurer la correcte connexion aux réseaux auxquels le réseau est connecté;

4° la fixation des objectifs de qualité poursuivis, en particulier concernant la durée des pannes et la qualité de la tension;

5° la politique menée en matière environnementale;

6° la description de la politique de maintenance;

7° la liste des interventions d'urgence intervenues durant l'année écoulée. »

Art. 31. L'article 12, § 3, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les propositions de plan d'investissements sont transmises à la Commission le 15 septembre de l'année qui précède la première année couverte par le plan. Après avis de la Commission, qui doit aussi tenir compte des relations entre les marchés de l'électricité et du gaz et entre les marchés du gaz naturel pauvre et riche, ces propositions sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

A défaut de décision du Gouvernement au 31 décembre de l'année visée à l'alinéa 1^{er}, ou au plus tard trois mois et demi après le dépôt des propositions de plan d'investissements, les propositions de plan d'investissements sont réputées approuvées et les gestionnaires de réseau sont liés par les investissements.

La Commission peut, dans l'intérêt des utilisateurs et en tenant compte des critères environnementaux, donner injonction au gestionnaire du réseau d'étudier certains investissements alternatifs ou complémentaires dans le plan technique et financier. Ces études doivent être réalisées dans un délai compatible avec les délais d'approbation des plans d'investissements mentionnés à l'alinéa précédent. »

Art. 32. A l'article 12, § 4, de la même ordonnance, les mots « au Service » sont remplacés par les mots « à la Commission » et les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 33. L'article 13, alinéa 3, de la même ordonnance est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement fixe la date à laquelle les clients résidentiels sont éligibles. Les clients raccordés au réseau de distribution ou au réseau de transport régional sont éligibles au plus tard au 1^{er} juillet 2007. Néanmoins, les clients résidentiels ayant fait le choix de se fournir en électricité verte sont immédiatement éligibles. »

Art. 34. Dans l'article 16, alinéa 2 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 35. L'article 18 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Le gestionnaire du réseau de distribution est éligible pour l'achat de l'électricité destinée à couvrir ses pertes de réseau et de transformation et à remplir les missions ou obligations de service public visées aux articles 24 et 24bis et au chapitre IVbis ».

Art. 36. A l'article 20, § 2, l'alinéa 1^{er} de la même ordonnance est complété comme suit :

« Pour être désignée, cette société doit disposer de la licence de fourniture prévue à l'article 21. »

Art. 37. L'article 21 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Les fournisseurs doivent disposer d'une licence de fourniture octroyée par le Gouvernement pour approvisionner en électricité des clients éligibles sur un site de consommation situé en Région de Bruxelles-Capitale.

Ils doivent être titulaires d'une licence de fourniture verte lorsqu'ils sont fournisseurs verts.

Les fournisseurs doivent disposer d'une licence de fourniture locale octroyée par le Gouvernement pour approvisionner en électricité des clients éligibles sur un site de consommation raccordé au réseau de distribution en Région de Bruxelles-Capitale :

- pour la fourniture à l'intérieur d'une même aire géographique restreinte et bien délimitée;

3° een beschrijving van de ingezette middelen en van de investeringen die moeten worden gedaan om tegemoet te komen aan de geraamde behoeften, met inbegrip van, in voorkomend geval, de versterking of de installatie van koppelingen teneinde de juiste verbinding te waarborgen met de netten waarmee het net is verbonden;

4° het vastleggen van de nagestreefde kwaliteitsdoelstellingen, in het bijzonder met betrekking tot de duur van de onderbrekingen en de kwaliteit van de spanning;

5° het gevoerde milieubeleid;

6° de beschrijving van het onderhoudsbeleid;

7° de lijst van interventies in noodgevallen die zich hebben voorgedaan tijdens het voorbije jaar. »

Art. 31. Artikel 12, § 3 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 3. De voorstellen van investeringsplan worden op 15 september van het jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar waarop het plan betrekking heeft aan de Commissie bezorgd. Na advies van de Commissie, dat eveneens rekening moet houden met de relaties tussen de gas- en de elektriciteitsmarkt en tussen de markten van arm en rijk aardgas, worden deze voorstellen ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

Bij gebrek aan een beslissing van de Regering op 31 december van het in lid 1 bedoelde jaar, of uiterlijk drie en een halve maand na de neerlegging van de voorstellen van investeringsplannen, worden de voorstellen van investeringsplan geacht goedgekeurd te zijn, en zijn de netbeheerders gebonden door de investeringen.

De Commissie kan, in het belang van de gebruikers en rekening houdend met de milieucriteria, de netbeheerder het uitdrukkelijke bevel geven om bepaalde vanuit technisch en financieel oogpunt alternatieve of aanvullende investeringen te bestuderen. Deze studies moeten worden uitgevoerd binnen een termijn die rekening houdt met de termijnen voor goedkeuring van de in het bovenstaande lid vermelde investeringsplannen. »

Art. 32. In artikel 12, § 4 van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 33. Artikel 13, derde lid van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt de datum waarop de huishoudelijke afnemers in aanmerking komen. De afnemers aangesloten op het distributienet of op het gewestelijk transmissienet, komen uiterlijk op 1 juli 2007 in aanmerking. De huishoudelijke afnemers die kiezen voor de levering van groene elektriciteit komen onmiddellijk in aanmerking. »

Art. 34. In artikel 16, tweede lid van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 35. Artikel 18 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« De distributienetbeheerder komt in aanmerking voor de aankoop van elektriciteit bestemd om zijn net- en transformatieverlies te dekken en om zijn openbare dienstverplichtingen en -opdrachten bepaald in artikel 24 en 24bis en in hoofdstuk IVbis, te vervullen ».

Art. 36. Artikel 20, § 2, eerste lid, van dezelfde ordonnantie, wordt aangevuld als volgt :

« Om aangeduid te worden, moet die maatschappij beschikken over de in artikel 21 voorziene leveringsvergunning. »

Art. 37. Artikel 21 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« De leveranciers dienen te beschikken over een leveringsvergunning toegekend door de Regering om aan de in aanmerking komende afnemers elektriciteit te leveren voor een verbruikslocatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zij dienen titularis te zijn van een vergunning voorgroene levering wanneer zij groene leveranciers zijn.

De leveranciers dienen te beschikken over een lokale leveringsvergunning toegekend door de Regering om aan de in aanmerking komende afnemers elektriciteit te leveren voor een verbruikslocatie die aangesloten is op het distributienet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

- voor de levering binnen eenzelfde beperkt en goed afgebakend geografisch gebied;

- et/ou pour la fourniture d'électricité verte ou à partir d'une installation de production de cogénération sans utilisation du réseau de transport régional ou du réseau de distribution, et donc par l'utilisation d'un réseau privé.

Les fournisseurs doivent disposer d'une licence de fourniture simplifiée, octroyée par le Gouvernement, pour la fourniture d'une quantité d'électricité plafonnée lorsqu'ils désirent limiter leur garantie financière.

Les critères d'octroi des licences de fourniture peuvent notamment porter sur l'honorabilité et l'expérience professionnelle du demandeur, ses capacités techniques et financières et la qualité de son organisation.

Le Gouvernement arrête les critères et les modalités d'octroi, de renouvellement, de transfert et de retrait de ces différentes licences de fourniture, les modalités relatives à cette fourniture et les droits et les obligations incombant aux fournisseurs.

Le Gouvernement peut retirer la licence d'un fournisseur qui ne se conforme plus aux articles 8 et 9, qui ne remplit plus ses obligations de service public ou qui ne répond plus aux critères fixés en vertu du présent article. Il peut aussi limiter cette licence à la fourniture de certaines catégories de clients. »

Art. 38. Dans l'article 22 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 39. Dans l'article 23, § 1^{er}, alinéa 3 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 40. Dans l'article 23, § 3 de la même ordonnance, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « la Commission ».

Art. 41. L'intitulé du Chapitre IV de la même ordonnance est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre IV. Obligations et missions de service public ».

Art. 42. L'article 24 de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« Art. 24. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution et les fournisseurs sont, chacun pour ce qui les concerne, chargés des obligations de service public définies aux points 1° à 3° ci-dessous :

1° la mise à disposition d'une fourniture minimale ininterrompue d'électricité pour la consommation du ménage, aux conditions définies au Chapitre IVbis;

2° la fourniture d'électricité à un tarif social spécifique aux personnes et dans les conditions définies par la législation fédérale et au Chapitre IVbis;

3° la promotion de l'utilisation rationnelle de l'électricité par des informations, des démonstrations et la mise à disposition d'équipements, des services et des aides financières au bénéfice des communes et des autres clients finals.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution établit annuellement à cette fin, en collaboration avec le Service, un programme triennal d'utilisation rationnelle de l'électricité au bénéfice des communes.

§ 3. Le Service communique annuellement au gestionnaire du réseau de distribution, après approbation du Gouvernement, le programme triennal d'utilisation rationnelle de l'électricité au bénéfice de toutes les autres catégories de clients finals, éligibles et non éligibles. Le Gouvernement peut préciser les missions de service public dans un arrêté. »

Art. 43. Un article 24bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Art. 24bis. Le gestionnaire du réseau de distribution est en outre chargé des missions de service public suivantes :

1° la reprise de l'électricité produite par voie de cogénération de qualité qui n'est ni auto-consommée ni fournie à des tiers, dans les limites de ses besoins propres;

2° la construction, l'entretien et le renouvellement des installations d'éclairage public sur les voiries et dans les espaces publics communaux, dans le respect des prérogatives des communes définies par l'article 135 de la nouvelle loi communale, selon un programme triennal établi de commun accord par chaque commune avec le gestionnaire du réseau de distribution, ainsi que l'alimentation de ces installations en électricité;

3° l'organisation d'un service de suivi auprès des clients transférés chez le fournisseur de dernier ressort;

- en/of voor de levering van groene elektriciteit of vanuit een warmtekraftkoppelingsinstallatie zonder gebruik van het gewestelijk transmissienet of het distributienet, en dus gebruikmakend van een privé-net.

De leveranciers dienen te beschikken over een vereenvoudigde vergunning, toegekend door de Regering, voor de levering van een aan een bovengrens gebonden hoeveelheid elektriciteit wanneer ze hun financiële waarborg wensen te beperken.

De criteria voor toekenning van de leveringsvergunningen kunnen meer bepaald betrekking hebben op de betrouwbaarheid en de beroepservaring van de aanvrager, zijn technische en financiële capaciteiten en de kwaliteit van zijn organisatie.

De Regering stelt de criteria en regels vast voor de toekenning, de hernieuwing, de overdracht en de intrekking van deze verschillende leveringsvergunningen, evenals de nadere regels betreffende deze levering en de rechten en plichten opgelegd aan de leveranciers.

De Regering kan de vergunning intrekken van een leverancier die de artikelen 8 en 9 van deze ordonnantie of die zijn openbaardienstverplichtingen niet meer naleeft of die niet meer beantwoordt aan de door de Regering op grond van het vijfde lid van dit artikel vastgestelde criteria, of deze vergunning beperken tot de levering aan bepaalde categorieën van klanten. »

Art. 38. In artikel 22 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « van de Dienst » vervangen door de woorden « van de Commissie ».

Art. 39. In artikel 23, § 1, derde lid van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 40. In artikel 23, § 3 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 41. Het opschrift van hoofdstuk IV van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk IV. Openbare dienstverplichtingen en -opdrachten ».

Art. 42. Artikel 24 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen als volgt :

« Art. 24. § 1. De distributienetbeheerder en de leveranciers zullen, elkeen wat hen betreft, de openbare dienstverplichtingen hierna bepaald onder de punten 1° tot 3° nakomen :

1° het ter beschikking stellen van een ononderbroken minimumlevering van elektriciteit voor het verbruik van het gezin onder de voorwaarden bepaald onder Hoofdstuk IVbis;

2° de levering van elektriciteit tegen een specifiek sociaal tarief aan personen en volgens de voorwaarden bepaald door de federale wetgeving en in Hoofdstuk IVbis;

3° het promoten van rationeel elektriciteitsgebruik door het geven van informatie en demonstraties, de terbeschikkingstelling van uitrustingen en diensten en het verstrekken van financiële hulp voor rationeel energiegebruik ten voordele van de gemeenten en de andere eindafnemers.

§ 2. De distributienetbeheerder stelt hiervoor jaarlijks, in samenwerking met de Dienst, een driejaarlijks programma op voor rationeel elektriciteitsgebruik ten voordele van de gemeenten.

§ 3. De Dienst deelt jaarlijks aan de distributienetbeheerder, na goedkeuring door de Regering, het driejaarlijks programma mede voor rationeel elektriciteitsgebruik ten voordele van alle andere categorieën eindafnemers, ongeacht of ze in aanmerking komen of niet. De Regering kan de openbare dienstverplichtingen nader bepalen in een besluit. »

Art. 43. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 24bis ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 24bis. De distributienetbeheerder is bovendien belast met de volgende openbare dienstverplichtingen :

1° de overname van de door kwalitatieve warmtekraftkoppeling geproduceerde elektriciteit die noch zelf verbruikt, noch aan derden geleverd wordt, binnen de grenzen van zijn behoeften;

2° de constructie, het onderhoud en de vernieuwing van de installaties van openbare verlichting op het wegennet en in de gemeentelijke openbare ruimten, met inachtneming van de prerogatieven van de gemeenten, vastgelegd in artikel 135 van de nieuwe gemeentewet, volgens een driejaarlijks programma, opgesteld in gemeenschappelijk overleg tussen elke gemeente en de distributienetbeheerder, alsook de bevoorrading van deze elektriciteitsinstallaties;

3° de organisatie van een dienst voor de opvolging van de consumenten overgedragen aan de noodleverancier;

4° l'information des clients résidentiels et professionnels raccordés en basse tension en matière de prix et de conditions de raccordement et de fourniture;

5° la diffusion sur un serveur accessible via Internet des informations relatives aux différentes mesures d'accueil des clients résidentiels prises par le gestionnaire du réseau de distribution dans le cadre de sa mission en tant que fournisseur de dernier ressort;

6° la transmission, chaque année, à la Commission d'un rapport sur la qualité de l'accueil offert aux ménages dans le cadre de sa mission en tant que fournisseur de dernier ressort;

7° la transmission, chaque année, à la Commission d'un rapport relatif au programme des engagements par lesquels le gestionnaire de réseau de distribution garantit l'exclusion de toute pratique discriminatoire. La Commission communique ce rapport au Gouvernement et le publie ».

Art. 44. Un article 24^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Le gestionnaire du réseau de distribution est chargé des obligations de service public visées à l'article 25^{quattuordecies}, § 4. »

Art. 45. L'article 25 de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« Art. 25. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution soumet, en collaboration avec le Service, pour approbation au Gouvernement, avant le 31 octobre de chaque année, son programme d'exécution des obligations et missions de service public pour l'année suivante, et le budget y afférent, auxquels sont joints le budget et le programme d'exécution des actions visées par le « Fonds social de guidance énergétique » visé à l'article 25^{septiesdecies} ainsi que le budget et le programme d'exécution des actions du programme triennal d'utilisation rationnelle de l'électricité au bénéfice de toutes les autres catégories de clients finals visées à l'article 24, § 1^{er}, 3°.

Il soumet en outre au Gouvernement, avant le 30 juin de chaque année, un rapport sur l'exécution de ses obligations et missions pendant l'année précédente ainsi que les comptes y afférents auxquels sont joints les rapports sur l'exécution des missions relatives aux actions visées par le « Fonds social de guidance énergétique » visé à l'article 25^{septiesdecies} et aux actions du programme triennal d'utilisation rationnelle de l'électricité au bénéfice de toutes les autres catégories de clients finals visées à l'article 24, § 1^{er}, 3°.

Après approbation par le Gouvernement, le rapport et les comptes sont transmis au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Le Gouvernement recueille l'avis de la Commission sur le programme du gestionnaire du réseau de distribution et le rapport prévus au § 1^{er}.

La Commission peut faire consulter sur place toutes les pièces comptables ou autres, faire vérifier sur place et par sondage l'effectivité des travaux financés en rapport avec le coût et l'exécution des obligations et missions de service public.

Les chargés de mission effectuant ces consultations et vérifications sont désignés à cette fin par arrêté ministériel. La Commission peut adjoindre un réviseur d'entreprise au chargé de mission pour vérifier les comptes relatifs à l'exécution des obligations et missions de service public du gestionnaire de réseau de distribution.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution organise sa comptabilité de manière à identifier les charges et les produits afférents aux missions de service public qu'il assume.

§ 4. Les montants des budgets prévus au § 1^{er} ne peuvent être dépassés pour les obligations et missions de service public visées à l'article 24, 1° en ce qui concerne le « Fonds social de guidance énergétique » et 3° et à l'article 24^{bis}, 2° pour la construction d'installations d'éclairage public, 3° et 4°.

A partir du second semestre de chaque année et après avis de la Commission, le Gouvernement peut autoriser des adaptations à l'un ou l'autre budget visé au premier alinéa. »

4° het verstrekken van inlichtingen aan residentiële afnemers en aan professionele afnemers, aangesloten op de laagspanning, inzake prijzen en voorwaarden van aansluiting en levering;

5° de verspreiding op een toegankelijke informatiedrager via Internet van de inlichtingen betreffende de diverse maatregelen genomen door de distributienetbeheerders inzake het onthaal van huishoudelijke afnemers in het kader van hun opdracht als noodleverancier;

6° de verzending, elk jaar, bij de Commissie, van een verslag over de kwaliteit van het onthaal geboden aan de gezinnen in het kader van hun opdracht als noodleverancier;

7° de verzending, elk jaar, aan de Commissie, van een verslag over de lijst van verplichtingen waarmee de distributienetbeheerder garandeert dat elke vorm van discriminerende praktijken wordt uitgesloten. De Commissie deelt dit verslag mede aan de Regering en maakt het bekend. ».

Art. 44. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 24^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« De distributienetbeheerder is belast met de openbare dienstverplichtingen bedoeld in artikel 25^{quattuordecies}, § 4. »

Art. 45. Artikel 25 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. § 1. De distributienetbeheerder legt, in samenwerking met de Dienst, jaarlijks aan de Regering, en dit vóór 31 oktober van elk jaar, ter goedkeuring een programma voor met betrekking tot de uitvoering van zijn openbare dienstverplichtingen en -opdrachten, voor het volgend jaar en de daaraan verbonden begroting, waaraan het budget en het programma worden gevoegd van uitvoering van de acties bedoeld door het « Sociaal fonds voor energiebegeleiding » waarvan sprake in artikel 25^{septiesdecies}, evenals het budget en het programma van uitvoering van de acties van het driejaarlijks programma voor rationeel elektriciteitsgebruik ten voordele van alle andere categorieën eindafnemers waarvan sprake in artikel 24, § 1, 3°.

Hij legt daarenboven jaarlijks aan de Regering, en dit vóór 30 juni van elk jaar, een verslag voor over de uitvoering van zijn openbare dienstverplichtingen en -opdrachten tijdens het voorbije jaar, samen met de eraan verbonden rekeningen waarbij de verslagen worden gevoegd over de uitvoering van de taken betreffende de acties bedoeld door het « Sociaal fonds voor energiebegeleiding » waarvan sprake in artikel 25^{septiesdecies} en de acties van het driejaarlijks programma voor rationeel elektriciteitsgebruik ten voordele van alle andere categorieën van eindafnemers waarvan sprake in artikel 24, § 1, 3°.

Het verslag en de rekeningen worden na goedkeuring door de Regering overgemaakt aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

§ 2. De Regering vraagt de Commissie om advies over het programma van de distributienetbeheerder en het verslag bedoeld in § 1.

De Commissie kan bovendien ter plaatse alle boekhoudkundige en andere stukken laten inkijken, en bij wijze van steekproef de daadwerkelijke omvang van de gefinancierde werken in verband met de kostprijs en de uitvoering van de openbare dienstverplichtingen en -opdrachten laten onderzoeken.

De opdrachthouders die deze raadplegingen en controles uitvoeren worden daartoe aangewezen bij ministerieel besluit. De Commissie kan een bedrijfsrevisor toevoegen aan de opdrachthouder, om de rekeningen met betrekking tot de uitvoering van de openbare dienstverplichtingen en -opdrachten van de distributienetbeheerder te onderzoeken.

§ 3. De distributienetbeheerder organiseert zijn boekhouding zo dat de kosten en opbrengsten verbonden aan de openbare dienstverplichtingen die hij vervult, geïdentificeerd worden.

§ 4. De bedragen van de budgetten voorzien in § 1. kunnen slechts worden overschreden voor de openbare dienstverplichtingen en -opdrachten bedoeld in artikel 24, 1° in verband met de « Sociaal fonds voor energiebegeleiding » en 3° en in artikel 24^{bis}, 2° voor de constructie van de installaties van openbare verlichting, 3° en 4°.

Vanaf het tweede semester van elk jaar en na advies van de Commissie, kan de Regering aanpassingen toelaten aan één of ander budget waarvan sprake in lid 1. »

Art. 46. Un article 25bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Au moins une fois par an, avant le 31 mars, sont mises à disposition de la Commission les données statistiques suivantes concernant les ménages et portant sur l'année précédente, ces données étant ventilées chaque fois par commune et par clients protégés et clients non protégés :

1° par le titulaire d'une licence de fourniture :

a) le nombre de raccordements où un rappel a été envoyé au client final;

b) le nombre de raccordements où une mise en demeure a été envoyée au client final;

c) le nombre de plans de paiement autorisés et le montant de paiement moyen devant être payé par mois par le client final;

d) le nombre de plans de paiement non respectés;

e) le nombre de dossiers transmis au C.P.A.S.;

f) le nombre de dossiers transmis à une institution de médiation de dettes;

2° par le gestionnaire du réseau :

a) le nombre de limiteurs de puissance branchés et le nombre de limiteurs débranchés par type de demandeur;

les données relatives à la puissance et/ou au nombre d'augmentation de la puissance du limiteur;

b) le nombre de limiteurs de puissance branchés à nouveau dans les vingt-quatre heures, entre un et sept jours calendrier, entre huit et trente jours calendrier et après plus de trente jours calendrier;

c) le nombre de ménages coupés et les motifs de la coupure;

d) le nombre de ménages raccordés à nouveau dans les vingt-quatre heures, entre un et sept jours calendrier, entre huit et trente jours calendrier et après plus de trente jours calendrier.

La Commission transmet les données précitées avec ses observations éventuelles au Gouvernement avant le 31 mai de chaque année.

Le Gouvernement peut compléter la liste de ces données, fixe les modalités de leur communication et établit des formulaires à cette fin. »

Art. 47. Il est inséré dans la même ordonnance un Chapitre IVbis rédigé comme suit :

« Chapitre IVbis. Obligations de service public relatives à la fourniture d'électricité.

Article 25ter. A tout client qui le lui demande, le fournisseur doit, dans les dix jours ouvrables, faire une proposition raisonnable et non discriminatoire de contrat de fourniture, communiquer les conditions générales de fourniture et notamment, s'il s'agit d'un client résidentiel, les dispositions de la présente ordonnance relatives aux clients protégés.

Toutefois, le fournisseur peut, dans le même délai, refuser par écrit de faire une proposition de contrat de fourniture à un de ses clients ou anciens clients qui n'a pas apuré ses dettes ou qui n'a pas respecté son plan de paiement ou d'apurement.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de cette obligation.

Article 25quater. Les fournisseurs garantissent aux ménages une alimentation minimale ininterrompue d'électricité pour la consommation du ménage à des conditions non discriminatoires. Est considérée comme discriminatoire, toute différence de traitement, non raisonnablement justifiée, fondée notamment sur le statut, le niveau de revenu ou le lieu de résidence. Cette alimentation minimale ininterrompue d'électricité est limitée à une puissance de 1 380 watts.

Cette alimentation n'est pas prévue pour les locaux communs des bâtiments d'habitation, ni pour les secondes résidences, ni pour des habitations inoccupées.

Pour les immeubles à appartements munis d'une chaufferie commune, le Gouvernement arrête les modalités de l'obligation relative à cette alimentation minimale ininterrompue d'électricité.

Sous réserve des délais de résiliation prévus au présent chapitre, les contrats de fourniture sont conclus pour une période fixe de trois ans au moins. Toutefois, un ménage peut toujours y mettre fin moyennant un délai de résiliation de deux mois.

Art. 46. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 25bis ingevoegd, luidende :

« Ten minste één keer per jaar, vóór 31 maart, worden met name de volgende statistische gegevens over de gezinnen en met betrekking tot het voorgaande kalenderjaar ter beschikking gesteld van de Commissie. Deze gegevens worden telkens opgesplitst volgens gemeente en volgens beschermde en niet-beschermde afnemers :

1° door de houder van een leveringsvergunning :

a) het aantal aansluitingen waar een aanmaning aan de eindafnemer werd verstuurd;

b) het aantal aansluitingen waar een ingebrekestelling aan de eindafnemer werd verstuurd;

c) het aantal aanvaarde betalingsplannen en het gemiddelde bedrag van betaling per maand door de eindafnemer;

d) het aantal niet-nageleefde betalingsplannen;

e) het aantal dossiers overgemaakt aan het O.C.M.W.;

f) het aantal dossiers overgemaakt aan een schuldbemiddelingsinstantie;

2° door de netbeheerder :

a) het aantal aangesloten vermogensbegrenzers en het aantal afgesloten begrenzers per type van aanvrager;

de gegevens betreffende het vermogen en/of het aantal gevallen waarin het vermogen van de begrenzer wordt verhoogd;

b) het aantal vermogensbegrenzers dat opnieuw wordt aangesloten binnen de vierentwintig uur, tussen één en zeven kalenderdagen, tussen acht en dertig kalenderdagen en na meer dan dertig kalenderdagen;

c) het aantal gezinnen dat wordt afgesloten en de redenen van afsluiting;

d) het aantal gezinnen dat opnieuw wordt aangesloten binnen de vierentwintig uur, tussen één en zeven kalenderdagen, tussen acht en dertig kalenderdagen en na meer dan dertig kalenderdagen.

De commissie bezorgt de voornoemde gegevens met haar eventuele opmerkingen aan de Regering vóór 31 mei van elk jaar.

De Regering kan de lijst van die gegevens aanvullen, bepaalt de regels voor de mededeling ervan en stelt te dien einde de formulieren op. »

Art. 47. In dezelfde ordonnantie wordt een Hoofdstuk IVbis opgenomen, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IVbis. Openbare dienstverplichtingenbetreffende de levering van elektriciteit

Artikel 25ter. De leverancier moet, aan elke afnemer die erom verzoekt, binnen tien werkdagen een redelijk en niet-discriminerend voorstel van leveringscontract overmaken en hem de algemene leveringsvoorwaarden mee te delen evenals, met name wanneer de afnemer een huishoudelijke afnemer is, de bepalingen van deze ordonnantie die betrekking hebben op de beschermde afnemers.

De leverancier kan evenwel, binnen dezelfde termijn, schriftelijk weigeren een voorstel van leveringscontract te doen aan een van zijn of gewezen afnemers die noch zijn schulden heeft aangezuiverd, noch een betalings- of aanzuiveringsplan is nagekomen.

De Regering kan de modaliteiten van deze verplichting nader bepalen.

Artikel 25quater. De leveranciers waarborgen de gezinnen een minimale ononderbroken levering van elektriciteit voor het verbruik van het gezin tegen niet-discriminerende voorwaarden. Wordt beschouwd als discriminerend, elk verschil in behandeling dat niet redelijk verantwoord kan worden en dat met name steunt op het statuut, het inkomstenniveau of de woonplaats. Deze ononderbroken minimumlevering van elektriciteit is beperkt tot een vermogen van 1 380 watt.

Deze bevoorrading is niet voorzien voor de gemeenschappelijke ruimtes van woongebouwen, noch voor tweede woningen, noch voor woningen die onbewoond zijn.

Voor appartementsgebouwen met een gemeenschappelijke verwarming legt de Regering de regels van de verplichting betreffende deze minimale ononderbroken elektriciteitsbevoorrading vast.

Onder voorbehoud van de in dit hoofdstuk vastgestelde opzeggingstermijnen, worden de leveringscontracten gesloten voor een vaste periode van minimum drie jaar. Een gezin kan ze evenwel altijd opzeggen mits een opzeggingstermijn van twee maanden.

Article 25quinquies. Tout ménage peut demander à son fournisseur par écrit de faire placer un limiteur de puissance de 1 380 watts au moins. Le fournisseur fait placer le limiteur dans les 15 jours suivant la demande.

Article 25sexies. § 1^{er}. En cas de non-paiement du montant facturé relatif à la consommation d'électricité dans les 15 jours suivant l'envoi du rappel, le fournisseur entame la procédure de placement d'un limiteur de puissance.

Les frais réels de placement et d'enlèvement du limiteur de puissance sont à charge du gestionnaire de réseau de distribution.

§ 2. En vue de procéder au placement du limiteur, le fournisseur adresse une mise en demeure par lettre recommandée au ménage, l'avertissant de l'imminence du placement du limiteur et l'informant de son intention de prévenir le C.P.A.S. de la commune où se situe le point de fourniture du ménage.

Cette même lettre informe le ménage qu'il a le droit, dans les dix jours de sa réception, de refuser la communication de son nom au C.P.A.S. par lettre recommandée adressée au fournisseur.

§ 3. Le placement intervient dix jours au moins après le délai de dix jours laissé au ménage pour refuser la communication de son nom au C.P.A.S..

§ 4. Aucune coupure d'électricité destinée à l'utilisation domestique ne peut être effectuée sans l'autorisation du juge de paix.

§ 5. Immédiatement après avoir procédé au placement du limiteur, le fournisseur avertit le C.P.A.S. concerné.

Le C.P.A.S. peut faire réaliser une enquête sociale auprès du ménage dont le nom lui a été communiqué, dans le but de trouver avec lui une solution aux difficultés de paiement qu'il rencontre.

S'il estime que la situation sociale, les conditions techniques de consommation ou la composition de famille du ménage le justifient, le C.P.A.S. peut enjoindre le fournisseur de rétablir, pour une période qu'il détermine et ne pouvant excéder six mois, la puissance initiale dont disposait le ménage, avec un plafond de 4.600 watts.

Cette période est mise à profit pour élaborer, éventuellement avec l'aide d'un service de médiation de dettes, entre le ménage et le fournisseur un plan d'apurement raisonnable des dettes et pour adopter des mesures de guidance.

§ 6. Le ménage peut demander que le limiteur soit retiré dès qu'il a régularisé sa situation ou s'il a déjà remboursé la moitié de la dette en respectant le plan d'apurement. Dans ce cas, le fournisseur fait procéder au retrait du limiteur dans les 15 jours qui suivent la demande.

§ 7. Dans le cas de la négociation d'un plan d'apurement, le fournisseur fait procéder au retrait du limiteur de puissance dans les 15 jours de la réception du plan d'apurement et d'un document certifiant que le C.P.A.S. assure l'accompagnement du ménage.

§ 8. Si le plan d'apurement n'est pas respecté, le fournisseur peut à nouveau faire limiter la puissance à la puissance précédemment limitée.

§ 9. Le Gouvernement peut préciser les modalités des § 1^{er} à 8.

Article 25septies. § 1^{er}. Dès la mise en demeure prévue à l'article 25sexies, § 2, le ménage qui le demande est reconnu comme client protégé s'il remplit une ou plusieurs des conditions énumérées au § 3 du présent article.

Dès qu'il a reçu la preuve que le client est protégé conformément au § 3 du présent article, le gestionnaire du réseau de distribution le fournit en tant que fournisseur de dernier ressort et place un limiteur de 1 380 watts si aucun limiteur de puissance n'est déjà installé. Le fournisseur négocie un plan d'apurement avec son client qui est basé sur la situation arrêtée au moment du transfert. Il communique ce plan au fournisseur de dernier ressort.

§ 2. Immédiatement après avoir reçu du ménage la demande de protection, le fournisseur de dernier ressort avertit celui-ci par lettre recommandée qu'il a l'intention de communiquer son identité au C.P.A.S. de la commune où se situe son point de fourniture.

Cette lettre informe le ménage qu'il a le droit de refuser la communication de son nom au C.P.A.S. par lettre recommandée adressée au fournisseur de dernier ressort dans les dix jours de la réception de ladite lettre.

Artikel 25quinquies. Elk gezin kan een schriftelijke aanvraag indienen aan zijn leverancier om een vermogensbegrenzer van minimum 1 380 watt te laten plaatsen. De leverancier dient de begrenzer te laten plaatsen binnen de 15 dagen die volgen op de aanvraag.

Artikel 25sexies. § 1. In geval van niet-betaling van het bedrag van het elektriciteitsverbruik vermeld op de factuur binnen de 15 dagen na de verzending van de aanmaning, start de leverancier de procedure tot plaatsing van een vermogensbegrenzer.

De reële kosten van de plaatsing en de verwijdering van de vermogensbegrenzer zijn ten laste van de distributienetbeheerder.

§ 2. Met het oog op de plaatsing van de begrenzer richt de leverancier per aangetekend schrijven een ingebrekestelling aan het gezin, waarin hij het gezin verwittigt van de op handen zijnde plaatsing van de begrenzer en informeert over zijn intentie het O.C.M.W. van de gemeente waar het leveringspunt van het gezin zich bevindt, op de hoogte te stellen.

Deze brief stelt het gezin er tevens van op de hoogte dat het gerechtigd is om binnen een termijn van tien dagen na de ontvangst van deze brief te weigeren dat zijn naam wordt doorgegeven aan het O.C.M.W., middels een aangetekende brief gericht tot de leverancier.

§ 3. De plaatsing kan ten vroegste plaatsvinden tien dagen na de termijn van tien dagen waarover het gezin beschikt om te weigeren dat zijn naam wordt meegedeeld aan het O.C.M.W..

§ 4. In geen geval mag elektriciteit die bestemd is voor huishoudelijk gebruik worden afgesloten zonder de goedkeuring van de vrederechter.

§ 5. Onmiddellijk na de plaatsing van de begrenzer, brengt de leverancier het desbetreffende O.C.M.W. op de hoogte.

Het O.C.M.W. kan dan een maatschappelijk onderzoek laten uitvoeren bij het gezin waarvan de naam werd meegedeeld, met het doel samen met het gezin een oplossing te vinden voor de betalingsmoeilijkheden waarmee het kampt.

Indien het O.C.M.W. meent dat de sociale toestand, de technische verbruiksvoorwaarden of de gezinssamenstelling dit rechtvaardigen, kan het O.C.M.W. de leverancier gelasten dat deze, voor een door hem vastgestelde periode die niet langer mag zijn dan zes maanden, het initiële vermogen waarover het gezin beschikte, herstelt met een bovengrens van 4.600 watts.

Deze periode wordt benut om, eventueel met de hulp van de dienst schuldbemiddeling, een redelijk plan op te stellen voor de aanzuivering van de schulden, en om begeleidingsmaatregelen in te voeren.

§ 6. Het gezin kan vragen dat de begrenzer wordt weggenomen zodra zijn situatie geregulariseerd is of wanneer het reeds de helft van de schuld heeft aangezuiverd in naleving van het aanzuiveringsplan. In dit geval zal de leverancier de begrenzer laten weghalen binnen de 15 dagen na de aanvraag.

§ 7. In geval er onderhandeld wordt over een aanzuiveringsplan, laat de leverancier de vermogensbegrenzer weghalen binnen de 15 dagen na ontvangst van het aanzuiveringsplan en van een document waarin wordt gesteld dat het O.C.M.W. het gezin begeleidt.

§ 8. Indien het aanzuiveringsplan niet wordt nageleefd, kan de leverancier het vermogen opnieuw laten beperken tot het voorheen begrensde vermogen.

§ 9. De Regering kan de nadere regels van § 1 tot 8. bepalen.

Artikel 25septies. § 1. Vanaf de ingebrekestelling bedoeld in artikel 25sexies, § 2 wordt het gezin dat erom verzoekt erkend als « beschermd afnemer » indien het één of meerdere van de voorwaarden opgesomd in § 3 van dit artikel vervult.

Zodra hij het bewijs ontvangen heeft dat de afnemer beschermd is, overeenkomstig § 3 van dit artikel, levert de distributienetbeheerder hem als noodleverancier en plaatst hij een begrenzer van 1 380 watt indien nog geen enkele vermogensbegrenzer geplaatst werd. De leverancier onderhandelt met zijn afnemer over een aanzuiveringsplan dat gebaseerd is op de toestand vastgesteld op het ogenblik van de overdracht. Hij deelt dit plan mede aan de noodleverancier.

§ 2. Onmiddellijk nadat de noodleverancier de aanvraag tot bescherming van het gezin ontvangen heeft, brengt hij het gezin via een aangetekende brief ervan op de hoogte dat hij van plan is zijn identiteit bekend te maken aan het O.C.M.W. van de gemeente waar zijn leveringspunt gelegen is.

Deze brief stelt het gezin ervan op de hoogte dat het gerechtigd is om te weigeren dat zijn naam wordt doorgegeven aan het O.C.M.W., middels een aangetekende brief gericht tot de noodleverancier binnen een termijn van tien dagen na de ontvangst van deze brief.

Le C.P.A.S. peut faire réaliser une enquête sociale auprès du ménage dont le nom lui a été communiqué, dans le but de trouver avec lui une solution aux difficultés de paiement qu'il rencontre.

S'il estime que la situation sociale, la composition de famille du ménage ou les conditions techniques de consommation le justifient, le C.P.A.S. peut enjoindre le fournisseur de dernier ressort de rétablir la puissance initiale dont disposait le ménage, avec un plafond de 4 600 watts.

§ 3. Le ménage est reconnu comme client protégé s'il remplit une ou plusieurs conditions suivantes :

- il bénéficie du tarif social spécifique;
- il est engagé dans un processus de médiation de dettes avec un centre de médiation agréé ou de règlement collectif de dettes.

Article 25octies. § 1^{er}. Si le plan d'apurement visé à l'article 25sexies, § 5 n'est pas respecté et que le client n'est pas reconnu comme client protégé conformément à l'article 25septies, § 3, le fournisseur ne peut demander au juge de paix la résiliation du contrat qui le lie au ménage qu'après réalisation de la procédure prévue aux articles 25ter à 25sexies et après maintien de la fourniture sous limiteur pendant une période de 60 jours minimum de façon ininterrompue.

Un mois avant la date du dépôt de la demande de résiliation devant le juge de paix, le fournisseur informe le client par lettre recommandée de son intention de prévenir le C.P.A.S. de la commune où se situe le point de fourniture du ménage.

Cette lettre informe le ménage qu'il a le droit de refuser la communication de son nom au C.P.A.S. par lettre recommandée adressée au fournisseur dans les dix jours de la réception de ladite lettre.

Passé ce délai, la demande de résiliation au juge de paix doit être communiquée par le fournisseur au C.P.A.S. de la commune du domicile du client.

Le fournisseur ne peut opérer de coupure qu'après notification au client du jugement de résiliation du contrat par le juge de paix.

§ 2. Si le plan d'apurement visé à l'article 25sexies, § 5 n'est pas respecté, le C.P.A.S. peut attribuer le statut de client protégé, sur base de l'enquête qu'il a menée pour l'établissement du plan d'apurement et il informe simultanément le gestionnaire du réseau de distribution qui assure une fourniture de dernier ressort.

§ 3. Si le plan d'apurement visé à l'article 25sexies, § 5 n'est pas respecté, le ménage qui ne rentre pas dans les conditions énumérées à l'article 25septies, § 3, peut aussi s'adresser à la Commission pour obtenir ce statut. Les critères d'attribution tiennent compte des revenus et de la composition du ménage. Le Gouvernement précise les revenus à prendre en considération et la procédure à suivre par la Commission pour l'obtention du statut de client protégé. Dès l'obtention de ce statut, la Commission en informe le fournisseur de dernier ressort et le client protégé est fourni par le fournisseur de dernier ressort.

§ 4. Dès que le ménage a fait la preuve qu'il remplit une des conditions énoncées à l'article 25septies, § 3, ou dès la décision du C.P.A.S. ou de la Commission d'attribuer le statut de client protégé, les effets du contrat conclu avec le fournisseur sont, conformément à ce contrat, suspendus et le fournisseur ne peut demander au juge de paix la résiliation du contrat pendant la durée de la suspension du contrat. Le fournisseur et le fournisseur de dernier ressort se communiquent réciproquement et périodiquement l'état de suivi du plan d'apurement signé en vue de l'application du § 5.

Dans le cas où un client est fourni en gaz et en électricité par le même fournisseur, la reconnaissance comme client protégé en électricité entraîne automatiquement la reconnaissance comme client protégé en gaz.

§ 5. Si le client protégé a apuré ses dettes vis-à-vis de son fournisseur, la suspension prend fin et le contrat entre le fournisseur et le client protégé reprend tous ses effets.

Si toutefois il a constitué des dettes à l'égard du fournisseur de dernier ressort, celui-ci peut recouvrer ses dettes par toute voie de droit. Néanmoins, dès qu'il a remboursé la moitié de ses dettes auprès de son fournisseur en respectant le plan d'apurement, le client protégé peut demander que le limiteur soit retiré. Dans ce cas, le fournisseur fait procéder au retrait du limiteur dans les 15 jours qui suivent la demande.

Het O.C.M.W. kan een maatschappelijk onderzoek instellen bij het gezin waarvan de naam meegedeeld werd, met het oog om samen een oplossing te zoeken voor de betalingsmoeilijkheden waarmee het gezin te kampen heeft.

Wanneer het O.C.M.W. van oordeel is dat de maatschappelijke situatie, de samenstelling van het gezin of de technische gebruiksvoorwaarden dat rechtvaardigen, dan kan het O.C.M.W. de noodleverancier gebieden het oorspronkelijke vermogen waarover het gezin beschikte te herstellen, met een bovengrens van 4 600 watt.

§ 3. Het gezin wordt erkend als beschermde afnemer indien het aan één of meerdere van de volgende voorwaarden voldoet :

- het geniet van het specifiek sociaal tarief;
- het is betrokken in een proces van schuldbemiddeling met een erkend bemiddelingscentrum of in een proces van collectieve schulde-regeling.

Artikel 25octies. § 1. Indien het in artikel 25sexies, § 5 bedoelde aanzuiveringsplan niet wordt nageleefd en de afnemer niet is erkend als beschermde afnemer overeenkomstig artikel 25septies, § 3, kan de leverancier de vrederechter slechts vragen om het contract dat hem verbindt met het gezin te verbreken na het doorlopen van de procedure die is voorzien in de artikelen 25ter tot 25sexies, en na handhaving van de levering op een ononderbroken manier met begrenzer gedurende een periode van minimum 60 dagen.

Een maand voor de datum van de indiening van de aanvraag om verbreking bij de vrederechter, brengt de leverancier de afnemer via aangetekende zending ervan op de hoogte dat hij van plan is het O.C.M.W. van de gemeente waar het leveringspunt van het gezin zich bevindt op de hoogte te brengen.

Deze brief stelt het gezin ervan op de hoogte dat het gerechtigd is om te weigeren dat zijn naam wordt doorgegeven aan het O.C.M.W., middels een aangetekende brief gericht tot de leverancier binnen een termijn van tien dagen na de ontvangst van deze brief.

Als deze termijn verstreken is, moet de aanvraag om verbreking bij de vrederechter door de leverancier bekendgemaakt worden aan het O.C.M.W. van de gemeente waar de afnemer zijn woonplaats heeft.

De leverancier kan slechts tot afsluiting overgaan na kennisgeving aan de afnemer van het vonnis tot verbreking van het contract door de vrederechter.

§ 2. Indien het in artikel 25sexies, § 5 bedoelde aanzuiveringsplan niet wordt nageleefd, kan het O.C.M.W. op basis van het onderzoek dat het gedaan heeft voor het opstellen van het zuiveringsplan, het statuut van beschermde afnemer toekennen en het licht tegelijkertijd de distributiebeheerder in die instaat voor een noodlevering.

§ 3. Indien het in artikel 25sexies, § 5 bedoelde aanzuiveringsplan niet wordt nageleefd, kan het gezin dat niet voldoet aan de voorwaarden genoemd in artikel 25septies, § 3 zich ook tot de Commissie wenden om dit statuut te bekomen. De toekenningcriteria houden rekening met de inkomsten en de samenstelling van het gezin. De Regering bepaalt de inkomens die in aanmerking genomen moeten worden en de procedure die door de Commissie gevolgd moet worden voor het bekomen van het statuut van beschermde afnemer. Zodra dit statuut wordt bekomen, brengt de Commissie de noodleverancier ervan op de hoogte en wordt de beschermde afnemer bevoorrad door de noodleverancier.

§ 4. Vanaf het ogenblik dat het gezin het bewijs heeft geleverd dat het één van de voorwaarden genoemd in artikel 25septies, § 3 vervult of van de beslissing van het O.C.M.W. of van de Commissie om het statuut van beschermde afnemer toe te kennen, worden de gevolgen van het contract gesloten met de leverancier, in overeenstemming met dit contract geschorst en de leverancier kan de vrederechter niet vragen het contract te verbreken gedurende de duur van de schorsing van het contract. De leveranciers en de noodleverancier delen wederzijds aan elkaar en periodiek de staat van opvolging mede van het aanzuiveringsplan dat werd ondertekend met het oog op de toepassing van § 5.

Ingeval een afnemer door dezelfde leverancier wordt bevoorrad in gas en elektriciteit, brengt de erkenning als beschermde afnemer voor elektriciteit automatisch de erkenning met zich van de bescherming voor gas.

§ 5. Indien het beschermde afnemer zijn schulden heeft aangezuiverd ten aanzien van zijn leverancier, neemt de opschorting een einde en heeft het contract tussen de leverancier en de beschermde afnemer opnieuw zijn volle uitwerking.

Indien hij evenwel schulden heeft opgebouwd ten aanzien van de noodleverancier, dan kan de noodleverancier zijn schulden met alle rechtsmiddelen terugvorderen. Niettemin kan de beschermde afnemer, zodra hij de leverancier de helft van zijn schulden heeft terugbetaald met inachtneming van het aanzuiveringsplan, vragen dat de begrenzer wordt verwijderd. In dat geval, gaat de leverancier, binnen de 15 dagen volgend op de aanvraag, over tot verwijdering.

Si le client protégé ne respecte pas son plan d'apurement vis-à-vis de son fournisseur tout en payant ses fournitures au fournisseur de dernier ressort, la fourniture par le fournisseur de dernier ressort est, au-delà d'une période de six mois, limitée à une puissance de 1 380 watts. De plus, l'accès au tarif social spécifique étendu prévu à l'article 25*tredecies* est maintenu mais les 500 kWh gratuits annuels sont supprimés.

Si le client protégé reste en défaut de paiement vis-à-vis du fournisseur de dernier ressort, après que celui-ci l'a mis en demeure, ce fournisseur transmet au C.P.A.S. de la commune du point de fourniture d'électricité, le nom et l'adresse du client protégé. Si au plus tard soixante jours après la transmission du nom du client protégé au C.P.A.S., ce dernier n'a pas fait savoir au fournisseur de dernier ressort que ce client bénéficie d'une aide sociale par le C.P.A.S. ou n'a pas transmis au fournisseur de dernier ressort une proposition de plan d'apurement pour toutes les dettes vis-à-vis du fournisseur de dernier ressort, contresignée pour accord par le client, le fournisseur de dernier ressort peut demander devant le juge de paix la résiliation du contrat de fourniture de dernier ressort. Sans préjudice de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, la résiliation du contrat de fourniture de dernier ressort entraîne la résiliation du contrat avec le fournisseur initial.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de ces procédures.

§ 6. Dans tous les cas où il prononce la résiliation d'un contrat de fourniture entre le 1^{er} octobre et le 31 mars, le juge de paix peut ordonner la fourniture à charge du client, limitée ou non, par le fournisseur de dernier ressort, pour le délai qui sépare la résiliation effectuée du contrat du 31 mars.

Entre le 1^{er} octobre et le 31 mars, dans les cas où la dignité humaine est atteinte faute de fourniture d'électricité, le C.P.A.S. peut à tout moment imposer au fournisseur de dernier ressort une fourniture à charge du client, limitée ou non.

Le Gouvernement peut après avis de la Commission arrêter les modalités et conditions complémentaires relatives aux fournitures hivernales du présent paragraphe. Il peut exceptionnellement prolonger la période hivernale au-delà du 31 mars si le climat l'exige.

Article 25*novies*. Pour faciliter la compréhension et la comparaison des offres, quels que soient ses prix et tarifs, le fournisseur indique clairement et séparément dans son offre, le prix unitaire et le prix moyen de chaque kWh facturé selon les quantités vendues et par catégorie tarifaire, les forfaits périodiques, redevances, formules d'indexation, taxes, abonnements et prix des autres services éventuels.

Sur proposition de la Commission, le Gouvernement fixe les normes minimales que doivent respecter les documents de proposition de contrat et de facturation.

Article 25*decies*. En cas de déménagement au sein du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et à la demande du ménage, le fournisseur assure, lorsque c'est techniquement possible, que les ménages puissent bénéficier soit du même contrat, soit des mêmes conditions contractuelles et tarifaires dont ils bénéficiaient jusqu'alors, et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Article 25*undecies*. Le système de protection des articles 25*quinquies* à 25*octies* est rappelé sur chaque rappel de paiement ou mise en demeure d'une facture suivant un modèle défini par le Gouvernement.

La facturation de l'électricité ne peut être confondue avec la facturation du gaz. Le Gouvernement peut fixer les modalités relatives à cette disposition.

Article 25*duodecies*. A chaque changement de fournisseur, les frais de relevé de compteur sont à charge du fournisseur quitté.

Article 25*tredecies*. La protection sociale prévue par l'arrêté ministériel du 15 mai 2003 portant fixation de prix maximaux pour la fourniture d'électricité aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire, est étendue aux clients fournis par le gestionnaire du réseau de distribution en vertu de la présente ordonnance.

Article 25*quattuordecies*. § 1^{er}. Les modalités relatives à l'information des clients finals par les gestionnaires du réseau de distribution, de transport régional et par les fournisseurs, et en particulier sur les incidents et arrêts de fourniture, ainsi que les modalités relatives à la gestion des plaintes, sont fixées par le Gouvernement.

Indien de beschermde afnemer zijn aanzuiveringsplan ten aanzien van zijn leverancier niet nakomt doch zijn aanzuiveringsplan ten aanzien van de noodleverancier betaalt, wordt de levering door de noodleverancier na een periode van zes maanden beperkt tot een vermogen van 1 380 watts. Bovendien, wordt het genot van het uitgebreid specifiek sociaal tarief bedoeld in artikel 25*tredecies* behouden maar worden de jaarlijks kosteloze 500 Kwu hem ontnomen.

Indien de beschermde afnemer in gebreke blijft de noodleverancier te betalen nadat deze hem in gebreke heeft gesteld, bezorgt deze leverancier de naam en het adres van de beschermde afnemer aan het O.C.M.W. van de gemeente van het leveringspunt van elektriciteit. Indien uiterlijk zestig dagen na de overmaking van de naam van de beschermde afnemer aan het O.C.M.W., dit laatste aan de noodleverancier niet heeft laten weten dat deze afnemer geniet van een sociale hulp vanwege het O.C.M.W. of geen voorstel van aanzuiveringsplan voor alle schulden t.a.v. de noodleverancier mede ondertekend voor akkoord door de abonnee, heeft overgemaakt aan de noodleverancier, kan de noodleverancier voor de vrederechter de verbreking vragen van het contract van noodlevering. De opzegging van het contract van noodleverancier brengt, ongeacht het eerste lid van deze paragraaf, de opzegging van het contract met de oorspronkelijke leverancier met zich mee.

De Regering kan de modaliteiten van deze procedures bepalen.

§ 6. In alle gevallen waarin de vrederechter de verbreking van een contract van levering uitspreekt tussen 1 oktober en 31 maart, kan hij de levering bevelen ten laste van de afnemer, beperkt of niet, door de noodleverancier, voor de termijn tussen de effectieve verbreking van het contract en 31 maart.

Tussen 1 oktober en 31 maart, in de gevallen waarbij de menselijke waardigheid aangetast wordt omdat er geen elektriciteit is, kan het O.C.M.W. op ieder moment de noodleverancier verplichten te leveren ten laste van de afnemer, beperkt of niet.

De Regering kan na advies van de Commissie de aanvullende regels en voorwaarden vaststellen met betrekking tot de leveringen in de winter van deze paragraaf. Zij kan uitzonderlijk de winterperiode verlengen tot 31 maart indien het klimaat dat vereist.

Artikel 25*novies*. Om aan de afnemers begrijpelijke en onderling vergelijkbare voorstellen te doen, vermeldt de leverancier, ongeacht zijn prijzen en tarieven, in zijn voorstel, duidelijk en afzonderlijk, de eenheidsprijs en de gemiddelde prijs van elke gefactureerde kWh volgens de verkochte hoeveelheden en per tariefcategorie, de periodieke forfaits, de retributies, indexatieformules, de belastingen, de abonnements- en de prijzen van eventuele andere diensten.

Op voorstel van de Commissie, stelt de Regering de minimumnormen vast waaraan de documenten van voorstellen van contract en de facturatie-documenten moeten voldoen.

Artikel 25*decies*. In geval van verhuizing binnen het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op verzoek van het gezin, zal de leverancier ervoor zorgen, voor zover dit technisch mogelijk is, dat de gezinnen kunnen genieten van hetzelfde contract, hetzelfde contract, hetzelfde contractuele voorwaarden en tariefvoorwaarden als die waarvan zij tot dusver genoten, en dit tot het verstrijken van het lopende contract.

Artikel 25*undecies*. Het systeem inzake bescherming van de artikelen 25*quinquies* tot 25*octies* wordt in herinnering gebracht op elke herinnering tot betaling of ingebrekestelling van een factuur volgens een model bepaald door de Regering.

De elektriciteitsfacturatie mag niet worden verward met de gasfacturatie. De Regering kan de regels hiervoor bepalen.

Artikel 25*duodecies*. Bij elke verandering van leverancier, zijn de kosten van het opnemen van de metermeter ten laste van de leverancier die wordt verlaten.

Artikel 25*tredecies*. De sociale bescherming voorzien door het ministerieel besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit aan de residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie wordt uitgebreid tot de afnemers die worden bevoorrad door de distributiebeheerder krachtens deze ordonnantie.

Artikel 25*quattuordecies*. § 1. De nadere regels met betrekking tot de informatie van de eindafnemers door de distributiebeheerders, de gewestelijke transmissienetbeheerders en de leveranciers, en in het bijzonder betreffende de incidenten en stopzettingen van levering, evenals denadere regels betreffende het klachtenbeheer, worden vastgelegd door de Regering.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, sauf s'ils justifient une situation d'urgence ou une situation d'incidents multiples, les gestionnaires du réseau de distribution et de transport régional informent les utilisateurs du réseau en moyenne et haute tension, ainsi que leur responsable d'équilibre, au minimum dix jours ouvrables à l'avance, du début de l'interruption et de la durée probable de l'interruption. Ce délai est ramené à cinq jours ouvrables s'il s'agit de la régularisation d'une réparation provisoire. Le responsable d'équilibre informe le fournisseur le cas échéant.

§ 3. En plus des informations prévues au § 2, les gestionnaires du réseau de transport, de distribution et de transport régional publient sur leur site Internet la liste, la durée et les causes des interruptions planifiées ou accidentelles qui ont eu lieu sur le réseau en moyenne et haute tension, endéans les 24 heures. Ces éléments d'information sont également notifiés à la Commission.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités relatives à la gestion des plaintes. Les indemnités forfaitaires, selon les catégories de clients ou ménages, sont réglées par le Gouvernement au titre d'obligation de service public.

Article 25quindecies. A l'égard des clients professionnels qui emploient moins de 5 personnes et qui sont raccordés au réseau de distribution ou de transport régional, le fournisseur est tenu d'envoyer un rappel, une lettre de mise en demeure et de négocier ensuite un plan d'apurement avant de pouvoir résilier son contrat de fourniture.

Article 25sexiesdecies. Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités d'obligations de service public en matière de régularité, qualité et facturation des fournitures.

Article 25septiesdecies. § 1^{er}. Il est créé un fonds budgétaire au sens de l'article 8 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant sur les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, intitulé « Fonds social de guidance énergétique » et destiné au financement des obligations de service public relatives à la fourniture d'électricité et de gaz prévues au Chapitre IVbis de la présente ordonnance et au Chapitre Vbis de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. La part du fonds destinée au financement des missions de service public des C.P.A.S. est répartie entre eux au prorata de leur part dans le Fonds spécial de l'Action sociale prévu par l'article 105 de la loi du 8 juillet 1976. organique des centres publics d'action sociale.

Elle est versée annuellement, une première moitié à titre d'avance liquidée au plus tard le 31 mars de l'année considérée et le solde, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, sur présentation d'un rapport décrivant les activités du centre qui se rapportent, pour l'année considérée, aux missions visées au chapitre IVbis de la présente ordonnance et au chapitre Vbis de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004. relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale.

Le Gouvernement arrête les modalités complémentaires nécessaires à l'application du présent paragraphe.

§ 3. La part du fonds destinée aux fournisseurs est octroyée suivant un appel à projet qui comprend au moins :

1° une description triennale des mesures de guidance sociale énergétique d'accompagnement prises ou des plans d'apurement négociés et des résultats qui ont été atteints par les fournisseurs;

2° les modalités de financement;

3° le formulaire de demande de reconnaissance;

4° la date fixée pour la clôture des candidatures.

Le Gouvernement précise la procédure de l'appel à projet.

§ 4. En outre, les fournisseurs communiquent le résultat de la concertation qu'ils ont menée avec les C.P.A.S. en matière de mesures d'accompagnement ou plans d'apurement.

§ 5. Le Service communique annuellement au gestionnaire du réseau de distribution, après approbation par le Gouvernement, les programmes triennaux de guidance sociale énergétique déposés par les fournisseurs. »

Article 25octiesdecies. Les missions attribuées aux C.P.A.S. par et en vertu de la présente ordonnance s'entendent et s'exercent sans préjudice de l'article 109 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et à l'exclusion de toute forme de tutelle

§ 2. Onverminderd § 1, behalve indien kan wordenaangehouden dat het om een noodsituatie of een situatie met verschillende incidenten gaat, informeren de distributienetbeheerders en de gewestelijke transmissienetbeheerders de gebruikers van het midden- en hoogspanningsnet, evenals hun evenwichtsverantwoordelijke, minimum tien werkdagen van tevoren over het begin en de vermoedelijke duur van de onderbreking. Deze termijn wordt herleid tot vijf werkdagen indien het gaat om de regularisering van een voorlopige herstelling. De evenwichtsverantwoordelijke informeert de leverancier in voorkomend geval.

§ 3. Naast de onder § 2 voorziene informatie maken de transmissienetbeheerder, de distributienetbeheerder en de gewestelijke transmissienetbeheerder binnen de 24 uur de lijst, de duur en de oorzaken bekend op hun website van de geplande of incidentele onderbrekingen die hebben plaatsgevonden op het midden- en hoogspanningsnet. Deze informatie wordt eveneens meegedeeld aan de Commissie.

§ 4. De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende het beheer van klachten. De forfaitaire schadevergoedingen, op basis van de categorieën van afnemers of gezinnen, worden door de Regering geregeld als openbare dienstverplichting.

Artikel 25quindecies. Ten aanzien van de professionele afnemers die minder dan 5 personen in dienst hebben en die aan het distributie- of lokale transmissienet verbonden zijn, is de leverancier verplicht om een herinneringsbrief en een aanmaningsbrief te versturen en om daarna een aanzuiveringplan te onderhandelen voordat hij zijn leveringscontract kan verbreken.

Artikel 25sexiesdecies. De Regering kan andere modaliteiten van verplichtingen van openbare dienst bepalen voor wat betreft de regelmatigheid, de kwaliteit en de facturatie van de leveringen.

Artikel 25septiesdecies. § 1. Er wordt een budgettair fonds opgericht in de zin van artikel 8 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 betreffende de bepalingen van toepassing op het budget, de boekhouding en de controle, genoemd « Sociaal fonds voor energiebegeleiding » en bestemd voor de financiering van de openbare dienstverplichtingen met betrekking tot de levering van elektriciteit en gas waarvan sprake is in Hoofdstuk IVbis van dezelfde ordonnantie en in Hoofdstuk Vbis van de ordonnantie van 1 april 2004 houdende organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. Het gedeelte van het fonds voor de financiering van de opdrachten van openbare dienst van de ocmw's wordt onder hen verdeeld volgens hun aandeel in het bijzonder fonds voor maatschappelijk welzijn waarin artikel 105 van de organieke wet van 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voorziet.

Het wordt jaarlijks gestort, de eerste helft als voorschot uiterlijk op 31 maart van het jaar in kwestie en het saldo uiterlijk op 31 maart van het jaar daarna, op voorlegging van een verslag over de activiteiten van het centrum die voor het jaar in kwestie betrekking hebben op de opdrachten bedoeld in hoofdstuk IVbis van deze ordonnantie en hoofdstuk Vbis van de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Regering bepaalt de nodige bijkomende regels voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 3. Het deel van het fonds bestemd voor de leveranciers wordt toegekend volgens een oproep tot indiening van projecten die ten minste het volgende bevat, te weten :

1° een driejarige beschrijving van de maatregelen voor sociale energiebegeleiding en bijstand of van de onderhandelde aanzuiveringsplannen en de resultaten die zijn bereikt door de leveranciers;

2° de wijze van financiering;

3° het formulier voor aanvraag om erkenning;

4° de datum vastgesteld voor de afsluiting van de kandidaatstelling.

De Regering preciseert de procedure voor de oproep tot indiening van projecten.

§ 4. Bovendien delen de leveranciers het resultaat mee van hun overleg met de O.C.M.W.'s inzake begeleidingsmaatregelen en aanzuiveringsplannen.

§ 5. De dienst bezorgt de beheerder van het distributienetwerk, elk jaar, na goedkeuring door de regering, de driejarenprogramma's van de leveranciers voor sociale energiebegeleiding. »

Artikel 25octiesdecies. De opdrachten toevertrouwd aan de O.C.M.W.'s door en krachtens deze ordonnantie moeten worden opgevat en worden uitgevoerd onverminderd artikel 109 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

administrative sur les décisions d'octroi d'aide individuelle et de récupération. » .

Art. 48. L'article 26, § 2, de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Le redevable est exonéré du droit pour la puissance tenue à disposition des clients pour leur réseau de transport ferroviaire, par tramway ou métro. »

Art. 49. L'article 26, § 3, de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, la puissance prise en compte pour le calcul du montant du droit est plafonnée à 5 MVA par an. »

Art. 50. A l'article 26, § 4 de la même ordonnance, les mots « 9,61 et 12,00 kVa : 1,20 euro et 12,01 et 36,00 kVa : 2,40 euros » sont remplacés par les mots : « 9,61 et 13,00 kVa : 1,20 euro; 13,01 et 18,00 kVa : 1,80 euros;

18,01 et 36,00 kVa : 2,40 euros ».

Art. 51. L'article 26, § 7 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. Le produit du droit est affecté au gestionnaire du réseau de distribution, aux C.P.A.S. et aux fournisseurs, en vue de la couverture du coût des missions et obligations de service public visées à l'article 24, 24bis et 24ter et au Chapitre IVbis et au fonds visé à l'article 25septiesdecies selon la répartition suivante :

1° 5 % au « Fonds de guidance énergétique » destinés aux missions exercées par les C.P.A.S., en vertu du Chapitre IVbis de la présente ordonnance et du Chapitre Vbis de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale;

2° 5 % au « Fonds de guidance énergétique » destinés aux obligations de service public exercées par les fournisseurs en vertu de l'article 24 et du Chapitre IVbis de la présente ordonnance et de l'article 18 du Chapitre Vbis de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale;

3° 30 % aux missions de service public exercées par le gestionnaire du réseau de distribution en vertu de l'article 24 en matière d'utilisation rationnelle de l'électricité au bénéfice de toutes les autres catégories de clients finals éligibles et non éligibles;

4° 50 % aux missions de service public exercées par le gestionnaire du réseau de distribution en vertu de l'article 24bis, 2°;

5° 10 % au « Fonds relatif à la politique de l'énergie » dont question à l'article 34, § 1^{er}. »

Art. 52. L'article 26, § 9 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 9. Les coûts liés aux obligations et missions de service public visées aux articles 24, 24bis et 24ter, au Chapitre IVbis de la présente ordonnance et au Chapitre Vbis de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale qui excèdent le montant des droits perçus en vertu du présent article, sont à charge du gestionnaire de réseau de distribution, au titre de coûts d'exploitation. »

Art. 53. L'article 27 de la même ordonnance est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 1^{er}. La production d'électricité verte est soumise à l'octroi d'un certificat de garantie d'origine délivré par site de production. Le certificat de garantie d'origine atteste que les quantités d'électricité verte produites par ce site de production pourront clairement être identifiées et mesurées, que cette électricité pourra être qualifiée et vendue sous le label d'électricité verte garantie d'origine et, le cas échéant, qu'elle donnera droit à l'octroi de certificats verts.

§ 2. Le Gouvernement définit les critères et la procédure d'octroi, de reconnaissance, de révision et de retrait du certificat de garantie d'origine. Ces critères portent notamment sur la capacité à contrôler la quantité d'électricité réellement produite. Les installations de faible puissance peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Le Gouvernement détermine le seuil de puissance sous lequel la procédure simplifiée est applicable. Le certificat de garantie d'origine mentionne la source d'énergie à partir de laquelle l'électricité a été produite, la

en met uitsluiting van elke vorm van administratief toezicht op de beslissingen inzake toekenning van individuele hulp en terugverdring. ».

Art. 48. Artikel 26, § 2, van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bijdrageplichtige zal ontheven worden van de bijdrage voor het vermogen dat ter beschikking wordt gehouden van de afnemers voor hun spoorweg-, tram- of metronet. »

Art. 49. Artikel 26, § 3, van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het vermogen dat voor de berekening van het bedrag van de bijdrage in aanmerking wordt genomen wordt echter begrensd tot 5 MVA per jaar. ».

Art. 50. In artikel 26, § 4 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « 9,61 en 12,00 kVa : 1,20 euro en 12,01 en 36,00 kVa : 2,40 euro » vervangen door de woorden « 9,61 en 13,00 kVa : 1,20 euro; 13,01 en 18,00 kVa :

1,80 euro; 18,01 en 36,00 kVa : 2,40 euro ».

Art. 51. Artikel 26, § 7 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 7. De opbrengst van de bijdrage wordt toegewezen aan de distributienetbeheerder, aan de O.C.M.W.'s en aan de leveranciers, om de kosten van zijn opdrachten en verplichtingen van openbare te dekken zoals bepaald in artikel 24, 24bis, 24ter en in Hoofdstuk IVbis en aan het fonds bedoeld in artikel 25septiesdecies volgens de volgende verdeling :

1° 5 % aan het « Fonds voor sociale energiebegeleiding » bestemd voor de opdrachten uitgevoerd door de O.C.M.W.'s krachtens Hoofdstuk IVbis van deze ordonnantie en van Hoofdstuk Vbis van de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° 5 % aan het « Fonds voor sociale energiebegeleiding » bestemd voor de openbare dienstverplichtingen uitgevoerd door de leveranciers krachtens artikel 24 en Hoofdstuk IVbis van deze ordonnantie en krachtens artikel 18 van Hoofdstuk Vbis van de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° 30 % aan de openbare dienstverplichtingen uitgevoerd door de distributienetbeheerder krachtens artikel 24. inzake rationeel elektriciteitsgebruik ten voordele van alle andere categorieën eindafnemers, ongeacht of ze al dan niet in aanmerking komen;

4° 50 % aan de opdrachten van openbare dienst uitgevoerd door de distributienetbeheerder krachtens artikel 24 en 24bis, 2°;

5° 10 % aan het « Fonds voor energiebeleid » waarvan sprake in artikel 34, § 1. »

Art. 52. Artikel 26, § 9 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen als volgt :

« § 9. De kosten verbonden aan de verplichtingen en opdrachten van openbare dienst bedoeld in artikel 24, 24bis en 24ter en in Hoofdstuk IVbis van deze ordonnantie, in Hoofdstuk Vbis van de ordonnantie van 1 april 2004. betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die het bedrag van de krachtens dit artikel geïnde bijdrage overschrijden, worden gedragen door de distributienetbeheerder, ten titel van exploitatiekosten. »

Art. 53. Artikel 27 van dezelfde ordonnantie wordt hersteld in de volgende lezing :

« § 1. De productie van groene elektriciteit is onderworpen aan de toekenning van een certificaat van garantie van oorsprong, afgeleverd per productielocatie. Het certificaat van garantie van oorsprong bewijst dat de door deze productielocatie geproduceerde hoeveelheden groene elektriciteit duidelijk kunnen worden geïdentificeerd en gemeten, dat deze elektriciteit kan worden bestempeld als en verkocht onder de benaming groene elektriciteit met garantie van oorsprong, en, in voorkomend geval, dat zij recht zal geven op de toekenning van groenestroomcertificaten.

§ 2. De Regering bepaalt de criteria en de procedure voor de toekenning, de erkenning, de herziening en de intrekking van het certificaat van garantie van oorsprong. Deze criteria hebben in het bijzonder betrekking op de mogelijkheid om de daadwerkelijk geproduceerde hoeveelheid elektriciteit te controleren. Voor inrichtingen met laag vermogen kan een vereenvoudigde procedure worden toegepast. De Regering bepaalt de vermogensdrempel beneden dewelke de vereenvoudigde procedure van toepassing is. Het certificaat van

capacité de l'installation, la technologie utilisée et les lieux de production.

Le label de « garantie d'origine » qui accompagne l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité mentionne, quant à lui, la source d'énergie renouvelable à l'origine de la production, les quantités produites, ainsi que les dates et lieu de production.

Le Gouvernement définit à quelles conditions les labels de garantie d'origine délivrés en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent être comptabilisés dans le pourcentage visé à l'article 2, 33° de la présente ordonnance.

§ 3. Si les producteurs visés au paragraphe 1^{er} ne parviennent pas à vendre l'ensemble de leur production, les fournisseurs ayant en charge la fourniture à des clients captifs sont tenus d'acheter, au prix du marché et dans la limite des besoins de leurs clients, l'électricité excédentaire produite conformément au paragraphe 1^{er} par des installations établies sur le territoire qu'ils desservent. Au-delà de ces besoins, l'obligation est reportée sur les autres fournisseurs.

Le Gouvernement peut préciser les critères et procédures de référence au prix du marché dont question à l'alinéa précédent. »

Art. 54. L'article 28 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. En vue d'encourager la production d'électricité verte ainsi que la cogénération de qualité sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, il est établi un système de certificats verts. Après avis de la Commission, le Gouvernement arrête les critères, les conditions et la procédure d'octroi des certificats verts, ainsi que la procédure de certification des installations de production d'électricité verte et des unités de cogénération. Les chargés de mission sont chargés de la délivrance des certificats verts de manière objective et non discriminatoire.

§ 2. Tout fournisseur, à l'exclusion du gestionnaire de réseau de distribution, remet à la Commission un nombre de certificats verts correspondant au produit du quota annuel qui lui est imposé en vertu du présent paragraphe, par le total des fournitures à des clients éligibles établis en Région de Bruxelles-Capitale, exprimées en MWh, qu'il a effectuées au cours de l'année, divisé par 1 MWh.

Le quota est de :

1° 2 % pour l'année 2004;

2° 2,25 % pour l'année 2005;

3° 2,5 % pour l'année 2006.

Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission, les quotas pour les années suivantes, sur la base de l'évolution du marché de l'électricité verte et du fonctionnement du marché libéralisé.

Après avis de la Commission, le Gouvernement détermine les conditions auxquelles des certificats verts émis par d'autres autorités peuvent être remis par les fournisseurs à la Commission ainsi que les modalités pratiques d'exécution du présent paragraphe.

§ 3. En cas d'inexécution totale ou partielle de l'obligation visée au § 2, une amende est imposée par la Commission au fournisseur défaillant conformément à l'article 32 sur la base d'un dossier préparé par les chargés de mission. »

Art. 55. Dans l'article 29 de la même ordonnance, il est inséré un § 3 et un § 4, rédigés comme suit :

« § 3. Les gestionnaires de réseau disposent également du droit exclusif de poser les équipements de raccordement et de comptage constitutifs du branchement.

A moins qu'il n'en soit convenu autrement, les gestionnaires de réseau conservent la propriété des équipements placés conformément au présent article, sans que le propriétaire de l'immeuble dans lequel les équipements sont installés ne puisse se prévaloir du bénéfice de l'accession.

§ 4. Lorsque le gestionnaire de réseau place, conformément aux paragraphes précédents, une cabine de transformation sur un site privatif, ce placement pourra donner lieu à une indemnisation dans les conditions prévues par le règlement technique pour autant que cette cabine ne soit pas, en mode d'exploitation normale, destinée à servir exclusivement à l'alimentation des installations raccordées sur le site en question. »

garantie van oorsprong vermeldt de energiebron waaruit de elektriciteit werd geproduceerd, het vermogen van de inrichting, de gebruikte technologie en de plaatsen van productie.

Het label « garantie van oorsprong » dat bestemd is voor elektriciteit geproduceerd door hernieuwbare energiebronnen en/of kwaliteits-warmtektrachtkoppelingeninstallaties, vermeldt de energiebron die aan de basis ligt van de productie, de geproduceerde hoeveelheden en de datum en de plaats van de productie.

De Regering bepaalt volgens welke voorwaarden de labels van garantie van oorsprong afgegeven buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen worden verrekend in het percentage bedoeld in artikel 2, 33° van de ordonnantie.

§ 3. Indien de onder paragraaf 1 bedoelde producenten er niet in slagen hun hele productie te verkopen, dan zijn de leveranciers die instaan voor de levering aan afhankelijke afnemers verplicht tot aankoop, tegen de marktprijs en binnen de grenzen van de behoeften van hun afnemers, van de elektriciteitsoverschotten die overeenkomstig paragraaf 1 werden geproduceerd door installaties die gevestigd zijn op het grondgebied dat ze van stroom voorzien.

Boven die behoeften wordt de verplichting overgedragen op de andere leveranciers. De Regering kan de criteria en de procedures bepalen inzake referentie naar de marktprijs waarvan sprake in het vorige lid. »

Art. 54. Artikel 28, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 1. Om de productie van groene energie alsook kwalitatieve warmtektrachtkoppeling op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te bevorderen wordt een systeem van groenestroomcertificaten ingevoerd. Na advies van de Commissie, bepaalt de Regering de criteria, de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van groenestroomcertificaten alsook de procedure voor de certificering van de installaties van groene elektriciteit en warmtektrachtkoppeling. De opdrachthouders kennen de groenestroomcertificaten toe op basis van objectieve en niet discriminerende criteria.

§ 2. Iedere leverancier, met uitzondering van de distributienetbeheerder, levert aan de Commissie een aantal groenestroomcertificaten af dat overeenstemt met de in deze paragraaf opgelegde jaarlijkse quota, vermenigvuldigd met het geheel van leveringen, uitgedrukt in MWu, in de loop van het jaar aan in aanmerking komende afnemers gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en gedeeld door 1 MWu.

De quota is van :

1° 2 % voor het jaar 2004;

2° 2,25 % voor het jaar 2005;

3° 2,5 % voor het jaar 2006.

De Regering bepaalt, na advies van de Commissie, de quota voor de volgende jaren op basis van de evolutie van de groene-elektriciteitsmarkt en van de werking van de vrijgemaakte markt.

Na advies van de Commissie, bepaalt de Regering de voorwaarden waaronder de leveranciers door andere overheden uitgegeven groenestroomcertificaten aan de Commissie kunnen afleveren, alsook de praktische uitvoeringsregels van deze paragraaf.

§ 3. In geval van, gehele of gedeeltelijke, niet-uitvoering van de verplichting bepaald in § 2, legt de Commissie op basis van een dossier voorbereid door de opdrachthouders een boete op aan de betrokken leverancier overeenkomstig artikel 32. »

Art. 55. In artikel 29 van dezelfde ordonnantie worden een § 3 en een § 4 toegevoegd :

« § 3. De netbeheerders beschikken eveneens over het alleenrecht voor plaatsing van de aansluitings- en meetuitrustingen waaruit de aansluiting bestaat.

Tenzij anders is overeengekomen, behouden de netbeheerders de eigendom van de overeenkomstig dit artikel geplaatste uitrustingen, zonder dat de eigenaar van het gebouw waarin de uitrustingen geïnstalleerd zijn zich kan beroepen op het recht van natrekking.

§ 4. Wanneer de netbeheerder, in overeenstemming met de voorgaande paragrafen, een transformatorcabine plaatst op een privéterrein, dan zal deze plaatsing aanleiding geven tot een schadeloosstelling onder de voorwaarden voorzien in het technisch reglement, voor zover deze cabine, in normale uitbatingwijze, niet bedoeld is om uitsluitend de installaties die aangesloten zijn op het terrein in kwestie van stroom te voorzien. »

Art. 56. Dans la même ordonnance, il est inséré un Chapitre *Vibis* rédigé comme suit :

« Chapitre *Vibis*. Autorité de régulation.

Article 30*bis*. § 1^{er}. Il est créé une Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale, dénommée « Bruxelles Gaz Electricité », en abrégé « BRUGEL ». Le fonctionnement de la Commission est à charge du budget de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, qui en assure la gestion administrative, financière et comptable.

La Commission est dotée de la personnalité juridique de droit public. Son siège est situé dans la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. La Commission est investie d'une mission de conseil auprès des autorités publiques en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du marché régional de l'énergie, d'une part, et d'une mission générale de surveillance et de contrôle de l'application des ordonnances et arrêtés y relatifs, d'autre part.

La Commission est chargée des missions suivantes :

1° donner des avis, études ou décisions motivés et soumettre des propositions dans les cas prévus par la présente ordonnance et par l'ordonnance susvisée du 1^{er} avril 2004 ou leurs arrêtés d'exécution;

2° d'initiative ou à la demande du Ministre ou du Gouvernement, effectuer des recherches et des études relatives au marché de l'électricité et du gaz;

3° publier annuellement un rapport concernant les résultats du contrôle effectué par les chargés de mission sur les rendements annuels d'exploitation des installations visées à l'article 2, 6^o*bis*;

4° faire des propositions d'adaptation des règlements techniques au Gouvernement, dans les limites et aux conditions prévues à l'article 9*ter* et exercer un contrôle sur leur application;

5° établir les conditions des autorisations délivrées pour la construction de nouvelles lignes directes;

6° réceptionner et traiter les plaintes liées aux obligations de service public visées au Chapitre *IVbis* de la présente ordonnance et au Chapitre *Vbis* de l'ordonnance susvisée du 1^{er} avril 2004;

7° approuver, chaque année, le rapport sur le fonctionnement du marché des certificats verts et des garanties d'origine rédigé par les chargés de mission à l'attention du Gouvernement;

8° coopérer avec les régulateurs régionaux, fédéraux et européens des marchés de l'électricité et du gaz;

9° soumettre chaque année au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale un rapport, préparé par les chargés de mission, sur l'exécution de ses obligations, sur l'évolution du marché régional de l'électricité et du gaz et sur le respect des obligations de service public par le gestionnaire du réseau de distribution et les fournisseurs et spécialement en matière des droits des consommateurs résidentiels. Le Gouvernement veille à la publication du rapport;

10° accomplir toutes les autres tâches qui lui sont confiées par les ordonnances et arrêtés, règlements et décisions du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'organisation des marchés de l'électricité et du gaz;

11° disposer d'un pouvoir de contrôle sur place et faire effectuer ces contrôles par des chargés de missions;

12° publier ses avis, études et décisions, dans un délai de 21 jours, sauf en ce qui concerne les éléments pour lesquels la confidentialité est requise;

13° mettre à disposition des clients des outils d'information sur la situation du marché de l'électricité ainsi que sur les dispositions de la présente ordonnance, notamment sur la base des informations demandées périodiquement aux fournisseurs et gestionnaires de réseau de distribution.

Le Gouvernement peut préciser ces compétences par arrêté.

§ 3. La Commission a le droit de se faire communiquer par un producteur, un gestionnaire de réseau, le titulaire d'une licence de fourniture ou tout acteur du marché de l'électricité ou du gaz les données et informations nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Celui à qui est adressée une demande de communication de données ou d'informations, est tenu de coopérer dans le délai imparti par la Commission. Les données ou informations communiquées par un producteur, un gestionnaire de réseau, le titulaire d'une licence de fourniture ou tout acteur du marché pour toute activité concernant

Art. 56. In dezelfde ordonnantie wordt een Hoofdstuk *Vibis* ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk *Vibis*. Reguleringsautoriteit

Artikel 30*bis*. § 1. Een Reguleringscommissie voor energie wordt opgericht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, genaamd Brussel Gas Electriciteit, afgekort « BRUGEL ». De werking van de Commissie wordt gefinancierd door het budget van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, die zal instaan voor het administratief, financieel en boekhoudkundig beheer ervan.

De Commissie is een publiekrechtelijke rechtspersoon. Haar zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. De Commissie wordt bekleed met een opdracht tot verlening van advies aan de overheid over de organisatie en de werking van de gewestelijke energiemarkt enerzijds, en met een algemene opdracht van toezicht op en controle van de toepassing van de hiermee verband houdende ordonnanties en besluiten anderzijds.

De commissie is belast met volgende opdrachten :

1° het geven van adviezen, studies of gemotiveerde beslissingen, en het indienen van voorstellen in de gevallen die voorzien zijn door deze ordonnantie en door de bovenbedoelde ordonnantie van 1 april 2004 of hun uitvoeringsbesluiten;

2° op eigen initiatief of op vraag van de Minister of de Regering, het uitvoeren van onderzoeken en studies betreffende de elektriciteits- en gasmarkt;

3° het jaarlijks publiceren van een verslag betreffende de resultaten van de controle uitgevoerd door de opdrachthouders over de jaarlijkse rendementen van de uitbatingsinstallaties, bedoeld in artikel 2, 6^o*bis*;

4° voorstellen doen aan de Regering tot aanpassing van de technische reglementen binnen de grenzen en in de voorwaarden voorzien in artikel 9*ter*, en een controle uitoefenen op de toepassing ervan;

5° het opstellen van de voorwaarden voor vergunningen die worden afgeleverd voor de constructie van nieuwe directe lijnen;

6° het in ontvangst nemen en behandelen van de klachten die verband houden met de openbardienstverplichtingen bedoeld in Hoofdstuk *IVbis*, van deze ordonnantie en in Hoofdstuk *Vbis* van de bovenvermelde ordonnantie van 1 april 2004;

7° het goedkeuren, elk jaar, van het verslag over de werking van de markt van de groene certificaten en de garanties van oorsprong dat door de personen belast met een opdracht wordt opgesteld ten behoeve van de Regering;

8° het samenwerken met de gewestelijke, federale en Europese reguleatoren van de elektriciteits- en de gasmarkt;

9° het jaarlijks indienen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van een verslag, opgesteld door de opdrachthouders, over de uitvoering van zijn verplichtingen, de evolutie van de gewestelijke elektriciteits- en gasmarkt en de naleving van de openbardienstverplichtingen door de distributienetbeheerder en de leveranciers, in het bijzonder in het domein van de rechten van de huishoudelijke gebruikers. De Regering zorgt voor de publicatie van het verslag;

10° het vervullen van alle andere taken die haar worden toevertrouwd door de ordonnanties en besluiten, verordeningen en beslissingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de gasmarkt;

11° het beschikken over een controlebevoegdheid ter plaatse en deze controles te laten uitoefenen door opdrachthouders;

12° het publiceren van haar adviezen, studies en beslissingen binnen een termijn van 21 dagen, behalve wat betreft de elementen voor dewelke vertrouwelijkheid vereist is;

13° het ter beschikking stellen aan de afnemers van instrumenten voor informatie over de situatie van de elektriciteitsmarkt en over de bepalingen van deze ordonnantie met name op basis van de informatie die periodiek aan de leveranciers en distributienetbeheerders wordt gevraagd.

De Regering kan deze bevoegdheden nader bepalen in een besluit.

§ 3. De Commissie heeft het recht zich door een producent, een netbeheerder, de houder van een leveringsvergunning of om het even welke actor op de markt de gegevens en informatie te laten meedelen die ze nodig heeft voor de uitvoering van haar taken.

Degene aan wie een aanvraag tot mededeling van gegevens of informatie wordt gericht, is verplicht mee te werken binnen de door de Commissie meegedeelde termijn. De gegevens of informatie die worden meegedeeld door een producent, een netbeheerder, de houder van een leveringsvergunning of elke andere actor van de markt voor

l'exécution de la présente ordonnance ne pourront être utilisées que dans le cadre de la présente ordonnance.

§ 4. A moins qu'une disposition spécifique n'en dispose autrement, lorsque l'avis de la Commission est requis par la présente ordonnance ou ses arrêtés d'exécution, la Commission est tenue de rendre son avis dans un délai de quarante jours à compter de la date à laquelle la demande écrite lui est parvenue. Le défaut d'avis dans le délai susmentionné équivaut à un avis favorable.

Article 30ter. La Commission est composée d'un président et de quatre administrateurs. Ils sont nommés par le Gouvernement.

Article 30quater. La Commission se réunit chaque fois que ses missions l'exigent. Elle se réunit valablement si au moins trois membres sont présents. Elle se prononce à la majorité absolue des membres présents. Le président empêche désigne son remplaçant. A défaut, c'est le membre présent le plus âgé qui préside. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Article 30quinquies. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les conditions de nomination et de révocation des membres de la Commission, ainsi que leur statut, dans le respect des dispositions ci-après.

Le président et les administrateurs sont nommés pour une durée de 5 années.

§ 2. Les membres de la Commission ne peuvent exercer d'autres fonctions susceptibles de compromettre leur indépendance et leur objectivité dans l'exercice de leur mandat.

Sont incompatibles avec le mandat de président ou de membre de la Commission les fonctions de Ministre, de Secrétaire d'Etat, de membre d'un cabinet ministériel ou de membre d'une assemblée parlementaire, ainsi que l'exercice de quelque activité ou mandat que ce soit, rémunéré ou non, au profit d'un producteur, d'un gestionnaire de réseau, d'un fournisseur ou d'un intermédiaire. En outre, il est interdit d'exercer une activité quelconque ou un mandat de quelque nature que ce soit, rémunéré ou non, au profit d'un producteur, d'un gestionnaire de réseau, d'un fournisseur ou d'un intermédiaire dans les deux ans suivant l'expiration du mandat de président ou de membre de la Commission.

§ 3. Avant d'entrer en fonction, les président et administrateurs prêtent, devant le Gouvernement, le serment suivant: « Je jure de m'acquitter fidèlement des devoirs de ma charge. »

§ 4. Le président représente la Commission auprès des instances nationales, internationales et européennes, ainsi que dans les actes judiciaires et extrajudiciaires. Les actions judiciaires, en demandant comme en défendant, sont exercées conformément à la décision de la Commission et en son nom, poursuites et diligences de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

§ 5. Le président ou l'un des administrateurs qu'il désigne assiste avec voix consultative aux réunions du conseil de direction de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement qui portent sur des questions relevant de l'énergie.

§ 6. Le président et les administrateurs de la Commission sont rémunérés par des jetons de présence dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Article 30sexies. La Commission élabore un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Gouvernement.

Article 30septies. § 1^{er}. La Commission est soumise au contrôle du Gouvernement par l'intermédiaire de deux commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par le Gouvernement.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement peuvent à tout moment prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de tous les documents et de toutes les écritures de la Commission. Ils peuvent requérir du président toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qu'ils jugent utiles pour l'exercice de leur mandat. Ils ont le droit d'assister, avec voix consultative, aux réunions de la Commission.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement disposent d'un délai de cinq jours ouvrables pour exercer un recours contre toute décision qu'ils jugent contraire à l'ordonnance, aux arrêtés d'exécution de l'ordonnance ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai prend cours le jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, le jour où ils en ont eu connaissance. Les commissaires exercent leur recours auprès du Gouvernement. Si le Gouvernement n'a pas statué dans un délai de quinze jours ouvrables prenant cours à dater de la suspension, la décision est définitive.

elke activiteit die betrekking heeft op de uitvoering van deze ordonnantie, mogen slechts worden gebruikt in het kader van deze ordonnantie.

§ 4. Tenzij hierover anders wordt beslist in een specifieke bepaling, is de Commissie gehouden, indien deze ordonnantie of de uitvoeringsbesluiten ervan het advies van de Commissie eisen, om haar advies te geven binnen een termijn van veertig dagen vanaf de datum van ontvangst van de schriftelijke aanvraag. Indien ze geen advies geeft binnen de bovenvermelde termijn, wordt ze geacht een gunstig advies te hebben gegeven.

Artikel 30ter. De Commissie bestaat uit een voorzitter en vier bestuurders. Ze worden benoemd door de Regering.

Artikel 30quater. De commissie komt bijeen telkens haar opdrachten dat vereisen. Zij komt geldig bijeen indien ten minste drie leden aanwezig zijn. Zij spreekt zich uit bij absolute meerderheid van de aanwezige leden. De verhinderde voorzitter duidt zijn vervanger aan. Anders neemt het aanwezige oudste lid in jaren het voorzitterschap waar. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Artikel 30quinquies. § 1. De regering bepaalt de voorwaarden voor de benoeming en de afzetting van de leden van de commissie, alsook hun statuut, met naleving van de navermelde bepalingen.

De voorzitter en de bestuurders worden benoemd voor een periode van 5 jaar.

§ 2. De leden van de Commissie mogen geen andere functies uitoefenen die de onafhankelijke en objectieve uitoefening van hun mandaat op het spel zouden kunnen zetten.

Zijn onverenigbaar met het mandaat van voorzitter of van lid van de Commissie, de functies van Minister, Staatssecretaris, lid van een ministerieel kabinet of lid van een parlementaire vergadering, alsook van om het even welke, al dan niet bezoldigd, activiteit of mandaat ten voordele van een producent, een netbeheerder, een leverancier of een tussenpersoon. Bovendien is het verboden om een activiteit of een mandaat uit te oefenen, al dan niet bezoldigd, ten voordele van een producent, een netbeheerder, een leverancier of een tussenpersoon binnen de twee jaar na het aflopen van het mandaat van voorzitter of van lid van de Commissie.

§ 3. Alvorens hun ambt op te nemen, leggen de Voorzitter en de bestuurders de volgende eed af: « Ik zweer dat ik trouw de mij opgedragen plichten zal nakomen. »

§ 4. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie bij de nationale, internationale en Europese instanties, alsook in de gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen. De rechtsvorderingen, als eiser en verweerder, worden ingesteld conform de beslissing van de Commissie, in haar naam, ten verzoeken van het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

§ 5. De voorzitter of een van de bestuurders van de Commissie die hij aanwijst woont met raadgevende stem de vergaderingen van de directieraad van het Brussels Instituut voor Milieubeheer bij wanneer deze betrekking hebben op vragen betreffende energie.

§ 6. De voorzitter en de drie bestuurders van de Commissie worden vergoed met zitpenningen waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald.

Artikel 30sexies. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

Artikel 30septies. § 1. De Commissie is onderworpen aan de controle van de Regering via twee regeringscommissarissen, die door de Regering worden benoemd en uit hun ambt onttent.

§ 2. De regeringscommissarissen kunnen op ieder ogenblik, zonder verplaatsing, kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en in het algemeen van alle documenten en geschriften van de Commissie. Zij kunnen de voorzitter of de alle toelichtingen of informatie vragen en alle controles uitvoeren die zij nuttig achten voor de uitoefening van hun mandaat. Zij hebben het recht de vergaderingen van de Commissie bij te wonen met raadgevende stem.

§ 3. De Regeringscommissarissen beschikken over een termijn van vijf werkdagen om beroep aan te tekenen tegen elke beslissing die zij strijdig achten met de ordonnantie, de uitvoeringsbesluiten van de ordonnantie of het algemeen belang. Het beroep is schorsend. Deze termijn begint te lopen de dag van de vergadering tijdens dewelke de beslissing werd genomen, voor zover de regeringscommissaris op de voorgeschreven wijze werd opgeroepen, en, in het andere geval, de dag dat zij van de beslissing in kennis zijn gesteld. De commissarissen tekenen hun beroep aan bij de Regering. Indien de Regering geen uitspraak heeft gedaan binnen een termijn van vijftien werkdagen

L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement à la Commission.

Article 30*octies*. § 1^{er}. Le Gouvernement charge, avec leur accord et celui de la Commission, des membres statutaires ou contractuels du personnel de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement d'une mission auprès de la Commission.

§ 2. Le Gouvernement détermine le nombre de chargés de mission.

§ 3. Pendant la durée de la mission, le chargé de mission soumis au statut des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale est placé en congé.

Le statut de ces chargés de mission est fixé par le Gouvernement, sur proposition de la Commission.

§ 4. Le contrat du membre du personnel contractuel de l'Institut qui accepte d'exercer une mission est suspendu pendant la durée de celle-ci.

§ 5. Pendant la durée de leur mission, les chargés de mission exécutent les tâches qui leur sont dévolues sous l'autorité hiérarchique de la Commission, qui est chargée de leur évaluation.

§ 6. Le chargé de mission dont la mission s'est achevée se trouve à nouveau à la disposition de l'Institut.

§ 7. Outre son traitement, le chargé de mission peut bénéficier d'une allocation de mission dont le montant est fixé par le Gouvernement, sur proposition de la Commission.

Il obtient tous les avantages auxquels il aurait pu prétendre s'il était resté affecté à l'Institut.

§ 8. La gestion administrative et pécuniaire des dossiers des chargés de mission continue à être assurée par l'Institut.

§ 9. Les chargés de mission sont investis des tâches suivantes :

1° contrôler les rendements annuels d'exploitation des installations visées à l'article 2, 6^o*bis* et soumettre à ce sujet un rapport à la Commission;

2° contrôler le respect par les gestionnaires des réseaux des dispositions des articles 3 à 9*ter* de la présente ordonnance, des articles 4 à 10 de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 et de leurs arrêtés d'exécution;

3° contrôler le respect par les gestionnaires de réseaux des plans d'investissement visés à l'article 12 de la présente ordonnance et à l'article 10 de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004;

4° contrôler le respect des conditions à remplir pour être reconnu fournisseur vert;

5° contrôler l'exécution des obligations de service public visées au Chapitre IV*bis* de la présente ordonnance et au Chapitre V*bis* de l'ordonnance susvisée du 1^{er} avril 2004;

6° octroyer le label de garantie d'origine et la certification des installations d'énergie verte et rédiger un rapport sur le fonctionnement du marché des certificats verts et des garanties d'origine;

7° gérer le fonds social de guidance énergétique visé à l'article 25*septiesdecies* de la présente ordonnance;

8° rédiger un rapport sur l'exécution des obligations de la Commission et l'évolution des marchés régionaux de l'électricité et du gaz;

9° accomplir toutes les autres tâches qui leur sont confiées par les ordonnances et arrêtés, règlements et décisions du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'organisation des marchés de l'électricité et du gaz;

10° consulter sur place toutes les pièces comptables ou autres, en rapport avec les injonctions de la Commission et en rapport avec les points 1° à 6.

§ 10. Avant chaque réunion de la Commission, les chargés de mission préparent, avec le président de la Commission, les dossiers qui sont traités lors des réunions de la Commission. A cette fin, ils informent le président de la Commission des décisions urgentes, exécutent les recherches préalables et effectuent toutes autres tâches prévues au règlement d'ordre intérieur dont question à l'article 30*sexies*. »

vanaf de datum van de schorsing, is de beslissing definitief. De Regering stelt de Commissie in kennis van de nietigverklaring van de beslissing.

Artikel 30*octies*. § 1. De regering kan, met hun akkoord, en met het akkoord van de Commissie, de statutaire of contractuele personeelsleden van het Brussels Instituut voor het Beheer van het Milieu belasten met een opdracht bij de Commissie.

§ 2. De Regering bepaalt het aantal opdrachthouders.

§ 3. Gedurende de duur van de opdracht wordt de opdrachthouder, onderworpen aan het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, op verlof gesteld.

Het statuut van deze opdrachthouders wordt, op voorstel van de Commissie, door de Regering bepaald.

§ 4. Het contract van het contractueel personeelslid van het Instituut dat aanvaardt de opdracht uit te oefenen, wordt geschorst tijdens de duur van deze laatste.

§ 5. Tijdens de duur van de opdracht, voeren de opdrachthouders de taken uit die hen zijn toegekend onder het hiërarchische gezag van de Commissie, die belast wordt met hun evaluatie.

§ 6. De opdrachthouder wiens opdracht is beëindigd, wordt opnieuw ter beschikking gesteld van het Instituut.

§ 7. Bovenop zijn bezoldiging kan de opdrachthouder genieten van een opdrachttoelage waarvan het bedrag bepaald wordt door de Regering op voorstel van de Commissie.

Hij verkrijgt alle voordelen waarop hij aanspraak had kunnen maken indien hij tot het Instituut was blijven behoren.

§ 8. De administratieve en geldelijke behandeling van de dossiers van opdrachthouders blijft bij het Instituut.

§ 9. De opdrachthouders zullen bekleed worden met de volgende taken :

1° het controleren van de jaarlijkse rendementen van de uitbating van de installaties bedoeld in artikel 2, 6^o*bis* en het indienen van een verslag hierover bij de Commissie;

2° het controleren van de naleving door de netbeheerders van de bepalingen voorzien in de artikelen 3 tot 9*ter* van deze ordonnantie, in de artikelen 4 tot 10 van de ordonnantie van 1 april 2004 en in de uitvoeringsbesluiten van deze ordonnanties;

3° het controleren van de naleving door de netbeheerders van de investeringsplannen bedoeld in artikel 12 van deze ordonnantie en in artikel 10 van de ordonnantie van 1 april 2004;

4° het controleren van de naleving van de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om te worden erkend als groene leverancier;

5° het controleren van de uitvoering van de openbardienstverplichtingen bedoeld in Hoofdstuk IV*bis* van deze ordonnantie en in Hoofdstuk V*bis* van bovenbedoelde ordonnantie van 1 april 2004;

6° het toekennen van het label van garantie van oorsprong en de certificatie van groene energie-installaties, en het opstellen van een verslag over de werking van de markt van de groene certificaten en van de garanties van oorsprong;

7° het beheren van het sociaal fonds voor energiebegeleiding bedoeld in artikel 25*septiesdecies* van deze ordonnantie;

8° het opstellen van een verslag over de uitvoering van de verplichtingen van de Commissie en de evolutie van de gewestelijke elektriciteits- en gasmarkten;

9° het vervullen van alle andere taken die hen toevertrouwd worden door de ordonnanties en besluiten, verordeningen en beslissingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de gasmarkt;

10° het ter plaatse raadplegen van alle boekhoudkundige of andere stukken in verband met de bevelen van de Commissie en in verband met de punten 1° tot 6.

§ 10. Voor elke vergadering van de Commissie bereiden de opdrachthouders, samen met de voorzitter van de Commissie, de dossiers voor die worden behandeld tijdens de vergaderingen van de Commissie. Hiervoor informeren zij de voorzitter van de Commissie over dringende beslissingen, voeren zij voorbereidende werken uit die voorzien zijn in het huishoudelijk reglement waarover sprake is in artikel 30*sexies*. »

Art. 57. L'article 31, § 1^{er}, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Est puni d'une peine d'emprisonnement d'un mois et d'une amende de 1,20 à 495 euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui fait obstacle aux vérifications et investigations de la Commission et du Gouvernement exécutées en vertu de la présente ordonnance;

2° celui qui refuse de fournir à la Commission ou au Gouvernement les informations qu'il est tenu de donner en vertu de la présente ordonnance, ou qui leur donne sciemment des informations inexacts ou incomplètes;

3° celui qui contrevient aux dispositions des articles 21, alinéa 1^{er}, 29 et 30. »

Art. 58. Dans l'article 31, § 2 de la même ordonnance, les mots «vingt mille francs» sont remplacés par les mots « 495 euros ».

Art. 59. L'article 32 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sans préjudice des autres mesures prévues par la présente ordonnance ou ses arrêtés d'exécution, la Commission peut enjoindre à toute personne physique ou morale de se conformer aux dispositions de la présente ordonnance ou de ses arrêtés d'exécution dans le délai qu'elle détermine. Si cette personne reste en défaut à l'expiration du délai, la Commission peut lui infliger une amende administrative. Cette amende ne peut, par jour calendrier, être inférieure à 1.239 euros ni supérieure à 99.157 euros. L'amende totale ne peut excéder 1.983.148 euros ou trois pour cent du chiffre d'affaires que la personne en cause a réalisé sur le marché régional de l'électricité au cours du dernier exercice clôturé, si ce montant est supérieur.

Le présent article ne trouve pas à s'appliquer en cas de litige relatif au paiement du droit visé à l'article 26.

Aucune amende administrative ne peut être infligée pour des faits déjà jugés en dernier ressort sur la base de l'article 31.

§ 2. Préalablement à la fixation de l'amende, la Commission informe la personne concernée par lettre recommandée et l'invite à lui transmettre un mémoire contenant ses moyens de défense.

La lettre recommandée contient la mention des griefs retenus, la sanction envisagée et le fait que le dossier peut être consulté, à l'endroit et selon les horaires qu'elle indique, pendant toute la durée du délai prévu à l'alinéa 3. du présent paragraphe. Elle reproduit intégralement le présent article.

Le mémoire doit être notifié à la Commission par lettre recommandée dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre visée à l'alinéa 1^{er}.

La Commission informe la personne concernée de la date de l'audition préalable ainsi que du lieu où et des heures pendant lesquelles le dossier peut être consulté.

Celui-ci peut être consulté dans les dix jours qui précèdent l'audition préalable. La notification se fait par lettre recommandée.

L'audition préalable se déroule au plus tôt le vingtième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée visée à l'alinéa précédent. La personne concernée peut s'y faire assister par un avocat ou par les experts de son choix. La Commission dresse un procès-verbal de l'audition et invite la personne concernée à le signer, le cas échéant après qu'elle y a consigné ses observations.

La Commission prend l'affaire en délibéré après la dernière audition. Elle détermine l'amende administrative par une décision motivée et en informe la personne concernée dans les trente jours de la dernière audition, par lettre recommandée. Passé ce délai, elle est réputée renoncer définitivement à toute sanction fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau.

La notification de la décision fait mention des recours prévus par la loi et la présente ordonnance et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés.

§ 3. En ce qui concerne l'amende administrative visée à l'article 28, § 3, son montant est fixé, par certificat man quant, à 75 euros pour les années 2004, 2005, 2006, et à 100 euros pour les années suivantes.

Art. 57. Artikel 31, § 1 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand en een boete van 1,20 tot 495 euro, of met één van deze straffen :

1° al wie zich verzet tegen de controles en onderzoeken van de Commissie en van de Regering krachtens deze ordonnantie;

2° al wie weigert de Commissie en de Regering de inlichtingen te verschaffen die hij gehouden is te geven krachtens deze ordonnantie, of wie hun opzettelijk onjuiste of onvolledige inlichtingen verschaft;

3° al wie de bepalingen van de artikelen 21, eerste lid, 29. en 30 niet naleeft. »

Art. 58. In artikel 31, § 2 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « twintigduizend frank » vervangen door de woorden « 495 euro ».

Art. 59. Artikel 32 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 1. Onverminderd de andere maatregelen bepaald in deze ordonnantie of de uitvoeringsbesluiten ervan, kan de Commissie elke natuurlijke of rechtspersoon gelasten zich te houden aan de bepalingen van deze ordonnantie of de uitvoeringsbesluiten ervan binnen de termijn die de Commissie bepaalt. Als deze persoon in gebreke blijft na het verstrijken van de termijn, kan de Commissie hem een administratieve boete opleggen. Deze boete mag, per kalenderdag, niet lager zijn dan 1.239 euro en niet hoger dan 99.157 euro. De totale boete mag niet meer bedragen dan 1.983.148 euro of drie procent van de omzet die de betreffende persoon gerealiseerd heeft op de gewestelijke markt voor elektriciteit in de loop van het laatste afgesloten boekjaar, indien dit bedrag hoger zou liggen.

Dit artikel is niet van toepassing in het geval van een geschil dat betrekking heeft op de betaling van de bijdrage vermeld in artikel 26.

Er mag geen enkele administratieve boete worden opgelegd voor feiten waarvoor al een vonnis is geveld in laatste instantie op basis van artikel 31.

§ 2. Vooraleer het bedrag van de boete te bepalen, informeert de Commissie de betrokken persoon per aangetekend schrijven, en nodigt hem uit de Commissie een nota te bezorgen met betrekking tot zijn verdedigingsgronden.

Het aangetekend schrijven bevat de vermelding van de weerhouden grieven, de overwogen sanctie en de melding dat het dossier kan worden ingekeken, de plaats en de uren waarop dit kan, en dit gedurende de hele termijn bepaald in het derde lid van deze paragraaf. Deze paragraaf zal er ook in vervat zijn.

De nota dient de Commissie per aangetekend schrijven te worden overgemaakt, binnen de dertig dagen na ontvangst van het schrijven vermeld in het eerste lid.

De Commissie informeert de betrokken persoon over de datum van het voorafgaand verhoor, alsook de plaats en de uren waarop het dossier kan worden ingekeken. Dit laatste kan gebeuren tijdens de tien dagen die het verhoor voorafgaan.

Deze kennisgeving wordt per aangetekend schrijven verzonden.

Het voorafgaand verhoor vindt plaats ten vroegste op de twintigste dag na de verzending van het aangetekend schrijven vermeld in vorig lid. De betrokken persoon mag zich laten bijstaan door een advocaat of door deskundigen naar keuze. De Commissie stelt een proces-verbaal op van het verhoor, en verzoekt de betrokken persoon deze te tekenen, desgevallend nadat deze er zijn opmerkingen aan heeft toegevoegd.

De Commissie neemt de zaak in beraad na het laatste verhoor. Hij bepaalt de administratieve boete middels een gemotiveerde beslissing en informeert de betrokken persoon binnen de dertig dagen na het laatste verhoor, per aangetekend schrijven. Na deze termijn wordt de Commissie geacht definitief af te zien van elke sanctie gebaseerd op de aan de betrokken persoon ten laste gelegde feiten, behalve indien zich nieuwe elementen zouden voordoen.

De kennisgeving van de beslissing vermeldt de mogelijkheden tot beroep bepaald door de wet en door deze ordonnantie, alsmede de termijn waarbinnen het kan worden ingesteld.

§ 3. Wat betreft de administratieve boete bedoeld in artikel 28, § 3, wordt het bedrag per ontbrekend certificaat vastgesteld op 75 euro voor de jaren 2004, 2005, 2006, en op 100 euro voor de daaropvolgende jaren.

Chaque année, la Commission avise par lettre recommandée, sur la base des informations qui lui sont communiquées, le fournisseur défaillant du montant total de l'amende administrative due pour non-respect de l'obligation visée à l'article 28, § 2.

Ledit fournisseur peut, dans les quinze jours de cet avis, faire valoir ses observations auprès de la Commission.

Après examen des observations formulées le cas échéant par le fournisseur défaillant, la Commission lui notifie sa décision motivée d'imposer une amende.

§ 4. Dans les quinze jours à compter de la réception de la décision prise par la Commission en vertu des paragraphes précédents, la personne concernée peut introduire un recours auprès du Gouvernement, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le recours suspend la décision contestée.

Dans les trente jours qui suivent l'introduction du recours, le Gouvernement communique à la personne concernée les lieu, jour et heure de l'audition au cours de laquelle elle sera entendue. Cette communication se fait par lettre recommandée.

La procédure d'audition préalable prévue au § 2, alinéa 5, s'applique à l'audition auprès du Gouvernement.

Le Gouvernement prend l'affaire en délibéré après la dernière audition. Il peut soit confirmer, soit réduire, soit annuler l'amende infligée par la Commission.

Si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision dans les trois mois qui suivent l'introduction du recours, l'amende administrative est annulée.

§ 5. L'amende administrative doit être payée dans les trente jours de la notification de la décision du Gouvernement.

La Commission peut, sur demande de la personne concernée, accorder un sursis de paiement pour un délai qu'elle détermine.

Si la personne concernée reste en défaut de payer l'amende administrative, celle-ci est recouvrée par voie de contrainte. Le Gouvernement désigne les agents qui sont chargés de procéder aux sommations et de les déclarer exécutoires. La contrainte est signifiée par exploit d'huissier avec ordre de payer. »

Art. 60. A l'article 33, § 2, de la même ordonnance, les mots « d'obligations et » sont insérés entre les mots « en matière de protection des consommateurs » et les mots « de missions de service public », et les mots « la fourniture et » sont insérés entre les mots « rationnelle de l'énergie dans » et les mots « la distribution d'électricité et de gaz ».

A l'article 33, § 3, de la même ordonnance, les 1° et 2° sont remplacés par le texte suivant :

« 1° deux membres représentant le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° deux membres représentant le Conseil de l'environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, ».

Art. 61. L'article 34, § 1^{er}, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Il est créé un fonds budgétaire, au sens de l'article 8. de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant sur les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, dénommé "Fonds relatif à la politique de l'énergie". »

Art. 62. A l'article 34, le § 2 de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Une partie du produit du droit perçu en vertu de l'article 26. »

Art. 63. Dans l'article 34, § 3 de la même ordonnance, les mots », assurer le fonctionnement de la reconnaissance des clients protégés prévus à l'article 25octies, § 3, et celui de la Commission » sont insérés après les mots « en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie ».

Art. 64. L'article 35 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La Commission peut requérir des gestionnaires de réseau, des fournisseurs et des utilisateurs des réseaux qu'ils lui procurent, dans le délai qu'il fixe, toutes les données et informations nécessaires à l'exercice de sa mission à l'exclusion des données relatives aux clients résidentiels.

§ 2. Les agents du Service, les membres de la Commission et les chargés de mission ne peuvent révéler les données confidentielles, les

Elk jaar deelt de Commissie, bij aangetekend schrijven, op basis van de inlichtingen die hem werden verstrekt, aan de betrokken leverancier het totaal bedrag van de administratieve boete mee die verschuldigd is voor de niet-naleving van de verplichting bepaald in artikel 28, § 2.

Deze leverancier kan, binnen vijftien dagen na dezemededeling, zijn opmerkingen aan de Commissie bezorgen.

Na onderzoek van de eventuele opmerkingen van de betrokken leverancier, deelt de Commissie hem zijn met redenen omklede beslissing inzake het opleggen van een boete mee.

§ 4. Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de door de Commissie genomen krachtens de voorgaande paragrafen beslissing, kan de betrokken persoon beroep instellen bij de Regering, per aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst. Het beroep schort de betwiste beslissing op.

Binnen de dertig dagen na het instellen van het beroep, deelt de Regering de betrokken persoon de plaats, dag en uur mee van het verhoor waar hij zal worden gehoord. Deze mededeling wordt per aangetekend schrijven betekend.

De voorafgaande verhoorprocedure vermeld in § 2, vijfde lid, is van toepassing op het verhoor door de Regering.

De Regering neemt de zaak in beraad na het laatste verhoor. Zij kan de door de Commissie opgelegde boete hetzij bevestigen, hetzij verminderen, hetzij opheffen.

Indien de Regering binnen de drie maanden na het instellen van het beroep geen uitspraak heeft gedaan, vervalt de administratieve boete.

§ 5. De administratieve boete dient te worden betaald binnen de dertig dagen na de uitspraak van de Regering.

De Commissie kan, op verzoek van de betrokken persoon, uitstel van betaling verlenen voor een door haar te bepalen termijn.

Indien de betrokken persoon in gebreke blijft wat betreft de betaling van de administratieve boete, zal deze worden geïnd door middel van een dwangbevel. De Regering stelt de agenten aan die worden belast met het indienen van aanmaningen en het bevel tot tenuitvoerlegging ervan. De tenuitvoerlegging wordt betekend door een deurwaarders-exploot met bevel tot betaling. »

Art. 60. In artikel 33, § 2 worden de woorden « openbare-dienstverplichtingen » vervangen door de woorden « openbare-dienstverplichtingen en -opdrachten » en de woorden « bij de levering en » worden ingevoegd na de woorden « het rationeel gebruik van energie » en de woorden « bij de elektriciteitsen gasdistributie ».

In artikel 33, § 3 van dezelfde ordonnantie, 1° en 2° wordt vervangen als volgt :

« 1° twee leden die de Economische en Sociale Raad van Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigen;

2° twee leden die de Milieuraad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigen, ».

Art. 61. Artikel 34, § 1 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Er wordt een begrotingsfonds opgericht, in de zin van artikel 8 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 betreffende de bepalingen van toepassing op het budget, de boekhouding en de controle, genoemd. Het fonds krijgt de benaming « Fonds inzake energie-beleid ». »

Art. 62. Artikel 34, § 2 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Een gedeelte van de opbrengst van de bijdrage geïnd krachtens artikel 26. »

Art. 63. In artikel 34, § 3 van dezelfde ordonnantie worden de woorden », om de werking van de erkenning van beschermde afnemers bedoeld in artikel 25octies, § 3 en de werking van de Commissie » vervangen door de woorden « ter bevordering van een rationeel energiegebruik ».

Art. 64. Artikel 35 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Commissie kan de netbeheerders, de leveranciers en de gebruikers van de netten verzoeken, hem alle gegevens en informatie die nodig zijn voor de uitoefening van zijn functie, te verschaffen, binnen een door hem vastgestelde termijn, met uitsluiting van de gegevens betreffende de huishoudelijke afnemers.

§ 2. De ambtenaren van de Dienst, de leden van de Commissie en de opdrachthouders mogen de vertrouwelijke gegevens, de gegevens die het mogelijk maken de identiteit te kennen van de afnemers en de

données permettant l'identification des clients ou les données commercialement sensibles dont ils ont connaissance dans le cadre de leurs fonctions hormis les cas où ils sont appelés à témoigner en justice et sans préjudice du § 3 et de l'échange d'informations avec des autorités belges ou européennes expressément prévu et autorisé par des dispositions légales ou réglementaires.

Toute infraction à l'alinéa 1^{er} est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

§ 3. La Commission peut communiquer aux autres instances de régulation belges les données visées au § 2 qui leur sont nécessaires pour exercer leur compétence, pour autant que ces instances soient soumises à la même obligation de confidentialité assortie des mêmes sanctions ».

Art. 65. L'article 37 de la même ordonnance est abrogé.

Art. 66. Un article 38*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Les clients finals raccordés aux réseaux de distribution et aux réseaux de transport régional établis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale sont exonérés de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus des communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité, dont question à l'article 6 § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 9^o*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'exonération est octroyée à dater du 1^{er} janvier 2004, pour les années 2004, 2005 et 2006. »

TITRE III. — Modifications à l'ordonnance du 1^{er} avril 2004. relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale

Art. 67. L'article 3, 14^o de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, est abrogé.

Art. 68. L'article 3, 19^o de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 19^o Service : le service de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement chargé de l'énergie. »

Art. 69. L'article 3 de la même ordonnance est complété comme suit :

« 20^o chargé de mission : membre du personnel de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement chargé par le Gouvernement des missions prévues par la présente ordonnance auprès de la Commission;

21^o commission : la commission de régulation pour le gaz et l'électricité à Bruxelles, visée par le Chapitre VI*bis* de l'ordonnance du 19 juillet 2001, relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale;

22^o ménage : soit une personne physique isolée client final résidentiel, soit un ensemble de personnes physiques, unies ou non par des liens familiaux, qui vivent habituellement ensemble dans le même logement et dont un des membres est un client final résidentiel;

23^o client protégé : client final résidentiel raccordé au réseau et reconnu comme protégé;

24^o client résidentiel : client raccordé au réseau qui achète le gaz pour l'usage principal de son ménage et dont la facture est établie à son nom propre;

25^o immeuble collectif avec chaudière commune : immeuble équipé d'un système de chauffage centralisé alimentant plusieurs logements en chauffage ou en eau chaude sanitaire;

26^o C.P.A.S. : centre public d'action sociale visé à l'accord de coopération conclu le 21 septembre 2006 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège réuni de la Commission communautaire commune. »

Art. 70. Dans l'article 2, 13^o de la même ordonnance, le mot « exclusivement » est supprimé.

commercieel gevoelige gegevens waarvan ze kennis hebben in het kader van hun functie niet vrijgeven, behalve in de gevallen waar ze opgeroepen worden om in rechte te getuigen, onverminderd § 3, en de uitwisseling van informatie met de Belgische en Europese autoriteiten waarin uitdrukkelijk voorzien wordt in wettelijke of verordenende bepalingen.

Elke inbreuk op het eerste lid wordt bestraft met de straffen waarin voorzien in het artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 3. Voor zover deze instanties tot dezelfde vertrouwelijkheid gehouden zijn en daarop dezelfde sancties rusten, kan de Commissie aan de andere Belgische reguleringsinstanties de in § 2 bedoelde gegevens meedelen die hun noodzakelijk zijn teneinde hun bevoegdheid uit te oefenen ».

Art. 65. Artikel 37 van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven.

Art. 66. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 38*bis* ingevoegd, luidende :

« De eindafnemers die aangesloten zijn op de distributienetten en op het gewestelijk transmissienetten op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vrijgesteld van de federale bijdrage die bedoeld is als compensatie voor het inkomensverlies van de gemeenten ten gevolge van de vrijmaking van de elektriciteitsmarkt, waarvan sprake in artikel 6, § 1, VIII, lid 1, 9^o*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

De vrijstelling wordt toegekend vanaf 1 januari 2004. voor de jaren 2004, 2005 en 2006. »

TITEL III. — Wijzigingen in de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegenisretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001. betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 67. Artikel 3, 14^o van de ordonnantie van 1 april 2004. betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegenisretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

Art. 68. Artikel 3, 19^o van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 19^o Dienst : de dienst van het Brussels Instituut voor Milieubeheer die belast is met de energie. »

Art. 69. Artikel 3, van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld als volgt :

« 20^o opdrachthouder : lid van het personeel van het Brussels Instituut voor Milieubeheer dat door de Regering bij de Commissie belast wordt met de opdrachten zoals bedoeld in deze ordonnantie;

21^o commissie : de Reguleringscommissie voor gas en elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijke Gewest bedoeld in hoofdstuk VI*bis* van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

22^o gezin : hetzij een alleenstaande natuurlijke persoon die huishoudelijke eindafnemer is, hetzij een geheel van natuurlijke personen, al dan niet verenigd door familiale banden, die gewoonlijk samenleven in dezelfde woning en waarvan één van de leden een huishoudelijke eindafnemer is;

23^o beschermde afnemer : de op het net aangesloten huishoudelijke eindafnemer die erkend werd als zijnde beschermd;

24^o huishoudelijke afnemer : de op het net aangesloten afnemer die gas aankoopt, hoofdzakelijk voor het gebruik in zijn gezin en waarvan de factuur opgemaakt wordt op zijn eigen naam;

25^o gemeenschappelijk gebouw met gemeenschappelijke verwarmingsketel : gebouw uitgerust met een centraal verwarmingssysteem dat meerdere woningen voorziet van verwarming of sanitair warm water;

26^o O.C.M.W. : openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bedoeld in het samenwerkingsakkoord afgesloten op 21 september 2006 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. »

Art. 70. In artikel 2.13^o van dezelfde ordonnantie wordt het woord « uitsluitend » geschrapt.

Art. 71. Dans l'article 4, § 3 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 72. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 4^o la conduite du réseau et la gestion des flux de gaz, y compris l'utilisation à cette fin des interconnexions. Cette utilisation se fait en coopération avec le gestionnaire du réseau de transport fédéral; ».

Art. 73. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« 7^o la pose, l'entretien et le relevé des compteurs et le traitement des données de comptage; ».

Art. 74. L'article 5, § 5, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Après avis de la Commission, le Gouvernement peut déterminer les informations ou les plans à fournir annuellement par le gestionnaire du réseau à la Commission, en vue de garantir, en toutes circonstances, la continuité de la fonction de gestionnaire du réseau. »

Art. 75. L'article 7 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution remplit ses obligations et missions visées aux articles 5, 18 et au chapitre *Vbis*, dans le respect des principes ci-après :

1^o il assure les relations avec les régulateurs et les pouvoirs publics ainsi que la tenue de sa comptabilité, la gestion de ses comptes bancaires et de son financement en totale indépendance à l'égard des personnes visées à l'article 6, § 1^{er};

2^o les sommes qui lui sont dues sont versées sur des comptes bancaires qui lui sont propres;

3^o il dispose d'un système informatique indépendant, notamment en ce qui concerne sa gestion, à l'égard des personnes visées à l'article 6, § 1^{er};

4^o afin de répondre aux exigences qui précèdent, il se dote, entre autres moyens, d'un personnel qualifié suffisant.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut confier l'exploitation journalière de ses activités, en tout ou en partie, à une ou plusieurs sociétés exploitantes, aux conditions ci-après :

1^o les obligations et missions déléguées doivent être exercées dans le respect des principes visés au § 1^{er};

2^o le gestionnaire du réseau doit se réserver les moyens d'exercer un contrôle effectif sur l'exercice des obligations et missions déléguées;

3^o en ce qui concerne les obligations de service public, les modalités de la délégation par le gestionnaire du réseau de distribution sont soumises à l'approbation du Gouvernement après avis de la Commission;

4^o les activités liées à l'accès au réseau, au comptage ainsi qu'aux relations avec les détenteurs d'accès et les utilisateurs du réseau de distribution, en ce compris le système d'information y afférent, ne peuvent être confiées aux personnes visées à l'article 6, § 1^{er};

5^o sous réserve des conditions qui précèdent, le gestionnaire du réseau de distribution fixe librement les obligations et missions qu'il délègue ainsi que les modalités de cette délégation.

§ 3. Toutefois, le gestionnaire du réseau de distribution établit un plan fixant les étapes nécessaires à la mise en conformité au présent article de la situation existante au 1^{er} janvier 2007.

Pendant la période transitoire, il peut être dérogé au § 2, 4^o, du présent article.

Le plan est soumis à l'approbation du Gouvernement avant toute nouvelle délégation.

Les délégations doivent être conformes au présent article au plus tard le 30 juin 2008.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter des mesures complémentaires relatives à l'organisation des services et aux délégations d'exploitation, en vue de garantir l'indépendance du gestionnaire du réseau de distribution à l'égard des personnes visées à l'article 6, § 1^{er}.

§ 5. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut s'engager dans des activités de fourniture de gaz autres que celles nécessitées par ses obligations, en tant que fournisseur pour la fourniture de dernier ressort, régies au Chapitre *IVbis* de la présente ordonnance. »

Art. 71. In artikel 4, § 3 van dezelfde ordonnantie worden dewoorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 72. Artikel 5, § 1, tweede lid, 4^o van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 4^o het bestuur van het net en het beheer van de gasstromen, met inbegrip van het gebruik met dat doel van de koppelingen. Dit gebruik gebeurt in samenwerking met de beheerder van het federaal transmissienet; ».

Art. 73. Artikel 5 § 1, tweede lid, 7^o van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 7^o het installeren, het onderhoud en het opnemen van de meters en de verwerking van de meetgegevens; ».

Art. 74. Artikel 5, § 5 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen als volgt :

« § 5. Na advies van de Commissie, kan de Regering bepalen welke inlichtingen of plannen jaarlijks door de netbeheerder aan de Commissie dienen te worden bezorgd om, in alle omstandigheden, de continuïteit van de functie van netbeheerder te waarborgen. »

Art. 75. Artikel 7 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Artikel 7. § 1. De distributienetbeheerder komt zijn verplichtingen en opdrachten bedoeld in de artikelen 5, 18, en in hoofdstuk *Vbis* na met inachtneming van de principes die hierna volgen :

1^o hij zorgt voor de relaties met de reguletoeren en met de overheden, alsook voor het voeren van zijn boekhouding, het beheer van zijn bankrekeningen en zijn financiering, in volledige onafhankelijkheid van de personen bedoeld in artikel 6, § 1;

2^o de hem verschuldigde bedragen worden gestort op bankrekeningen geopend op zijn naam;

3^o hij beschikt over een informaticasysteem dat, met name wat het beheer ervan betreft, onafhankelijk is van de personen bedoeld in artikel 6, § 1;

4^o met het doel te voldoen aan de voorafgaande vereisten, zorgt hij ervoor dat hij, naast andere middelen, over voldoende gekwalificeerd personeel beschikt.

§ 2. De distributienetbeheerder kan de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan één of meer uitbatingsbedrijven, onder de hierna volgende voorwaarden :

1^o de gedelegeerde verplichtingen en opdrachten moeten uitgeoefend worden met naleving van de principes beschreven in § 1;

2^o de netwerkbeheerder moet voor voldoende middelen zorgen om een effectieve controle uit te oefenen op de uitoefening van de gedelegeerde verplichtingen en opdrachten;

3^o wat de openbaredienstverplichtingen betreft, dienen de nadere regels van de delegatie door de distributienetbeheerder ter goedkeuring aan de regering te worden voorgelegd na advies van de Commissie;

4^o de activiteiten die verband houden met de toegang tot het netwerk, met de metingen en met de relaties met de toeganghouders en gebruikers van het distributienet, met inbegrip van het bijbehorende informaticasysteem, mogen niet worden toevertrouwd aan personen zoals bedoeld in artikel 6, § 1;

5^o onder voorbehoud van de voorwaarden die voorafgaan, stelt de distributienetbeheerder vrij de verplichtingen en opdrachten vast die hij delegeert, alsook de nadere regels voor deze delegatie.

§ 3. De distributienetbeheerder stelt evenwel een plan op met de noodzakelijke fasen om de bestaande situatie op 1 januari 2007 in overeenstemming te brengen met dit artikel.

Gedurende de overgangperiode kan afgeweken worden van § 2, 4^o, van dit artikel.

Het plan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering voor iedere nieuwe delegatie.

De delegaties moeten overeenstemmen met dit artikel uiterlijk op 30 juni 2008.

§ 4. De Regering kan aanvullende maatregelen treffen inzake de organisatie van diensten en beheersdelegaties, teneinde de onafhankelijkheid van de distributienetbeheerder ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 6, § 1, te waarborgen.

§ 5. De distributienetbeheerder mag zich niet bemoeien met andere gasleveringsactiviteiten dan die welke noodzakelijk zijn door zijn verplichtingen als leverancier voor de noodlevering geregeld in Hoofdstuk *IVbis* van deze ordonnantie. »

Art. 76. Dans l'article 8 de la même ordonnance, les mots « au Service » sont remplacés par les mots « à la Commission ».

Art. 77. L'article 9 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Sur proposition du gestionnaire de réseau de distribution et après avis de la Commission, le Gouvernement adopte le règlement technique pour la gestion du réseau de distribution.

Avant de rendre son avis, la Commission peut proposer des adaptations aux propositions de règlement technique qui lui sont soumises. Dans ce cas, elle communique ces propositions au gestionnaire du réseau de distribution. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter à sa proposition initiale tout ou partie des adaptations proposées. Lorsque celles-ci ne sont pas toutes prises en considération, le gestionnaire de réseau de distribution justifie sa position auprès de la Commission dans un avis. La Commission rédige alors un avis complémentaire. L'avis initial et les propositions d'aménagement faites par la Commission, auxquels sont joints la proposition de règlement technique, l'avis du gestionnaire de réseau de distribution justifiant le refus d'adoption de l'une ou l'autre proposition d'aménagements et l'avis complémentaire de la Commission, sont transmis au Gouvernement qui décidera d'adopter ou non le règlement technique proposé.

Ayant identifié, sur base de plaintes ou à partir de ses propres constatations, un dysfonctionnement ou un fonctionnement peu efficace en rapport avec l'exécution du règlement technique, la Commission publie son avis sur son site Internet. Après un délai de soixante jours, la Commission peut se substituer au gestionnaire de réseau dans le cas où il ne fait pas de proposition d'adaptation du règlement technique visé. La proposition de la Commission est alors soumise pour avis au gestionnaire de réseau et ensuite, accompagnée de cet avis, déposée dans le mois au Gouvernement pour adoption.

Le règlement technique est publié au *Moniteur belge*. Il définit notamment :

1° les exigences techniques minimales pour le raccordement au réseau, les dispositions relatives aux limites du réseau et les modalités de mise à disposition d'emplacements et d'infrastructures par les demandeurs d'un raccordement;

2° les conditions d'accès au réseau;

3° les responsabilités respectives du gestionnaire du réseau et des utilisateurs raccordés à ce réseau;

4° les règles opérationnelles auxquelles le gestionnaire du réseau est soumis dans sa gestion technique des flux de gaz et dans les actions qu'il doit entreprendre en vue de remédier aux problèmes de congestion et aux désordres techniques pouvant compromettre la sécurité et la continuité d'approvisionnement;

5° la priorité à donner à l'enfouissement des canalisations de gaz lors de l'amélioration, du renouvellement et de l'extension du réseau;

6° les services auxiliaires que le gestionnaire du réseau doit mettre en place;

7° les informations et données à fournir par les utilisateurs du réseau aux gestionnaires des réseaux;

8° les mesures visant à éviter toute discrimination entre les utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau;

9° les mesures à prendre pour assurer la confidentialité des données personnelles et commerciales dont le gestionnaire du réseau a connaissance dans l'accomplissement de ses missions;

10° les données devant être échangées, notamment pour permettre l'élaboration du plan d'investissements;

11° les informations à fournir par le gestionnaire de réseau aux gestionnaires des autres réseaux avec lesquels ledit réseau est interconnecté, en vue d'assurer une exploitation sûre et efficace, un développement coordonné et l'interopérabilité des réseaux interconnectés;

12° les modalités et conditions de mise à disposition d'installations de l'utilisateur au profit du gestionnaire du réseau afin d'assurer la sécurité de son réseau.

Il contient également :

1° un code de comptage, qui fixe notamment les prescriptions techniques et administratives pour permettre l'organisation du comptage;

Art. 76. In artikel 8 van dezelfde ordonnantie wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 77. Artikel 9 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Artikel 9. Op voorstel van de beheerder van het distributienet en na advies van de Commissie, neemt de Regering het technisch reglement aan voor het beheer van het distributienet.

Alvorens haar advies te geven, kan de Commissie aanpassingen voorstellen in de voorstellen van technisch reglement die haar worden voorgelegd. In dit geval deelt zij die voorstellen mede aan de distributienetbeheerder. Deze beschikt over een termijn van één maand om in zijn oorspronkelijk voorstel alle of een gedeelte van de voorgestelde aanpassingen aan te brengen. Wanneer deze niet allemaal in overweging worden genomen, verantwoordt de distributienetbeheerder zijn standpunt ten aanzien van de Commissie in een advies. De Commissie stelt dan een bijkomend advies op. Het oorspronkelijk advies en de voorstellen tot wijziging gedaan door de Commissie, waarbij het voorstel van technisch reglement, het advies van de distributienetbeheerder ter verantwoording van de weigering om één of ander voorstel tot wijziging te aanvaarden, alsook het bijkomend advies van de Commissie worden gevoegd, worden verzonden aan de Regering, die zal beslissen om het technisch reglement al dan niet aan te nemen.

Wanneer de Commissie op basis van klachten of van haar eigen waarnemingen, een slechte werking of een weinig efficiënte werking identificeert met betrekking tot de uitvoering van het technisch reglement, publiceert zij haar advies op haar website. Na een termijn van zestig dagen kan de Commissie zich in de plaats stellen van de beheerder van het net in geval deze geen voorstel doet tot aanpassing van het bedoelde technisch reglement. Het voorstel van de Commissie wordt dan voor advies voorgelegd aan de netbeheerder en vervolgens vergezeld van dit advies binnen de maand ter goedkeuring neergelegd bij de Regering.

Het technisch reglement wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Het bepaalt met name :

1° de minimale technische vereisten voor de aansluiting op het net, de bepalingen betreffende de grenzen van het net en de nadere regels van het ter beschikking stellen van plaatsen en infrastructuur door de aanvragers van een aansluiting;

2° de voorwaarden voor toegang tot het net;

3° de respectieve verantwoordelijkheden van de netbeheerder en van de gebruikers die aangesloten zijn op dit net;

4° de operationele regels waaraan de netbeheerder onderworpen is bij zijn technisch beheer van de gasstromen en de maatregelen die hij moet treffen met het doel problemen rond congestie en technische knelpunten op te lossen die de zekerheid en de continuïteit van de energievoorziening in gedrang kunnen brengen;

5° de prioriteit die moet worden gegeven aan de ingraving van gaspijpleidingen bij de verbetering, de vernieuwing en de uitbreiding van het net;

6° de ondersteunende diensten die de netbeheerder moet voorzien;

7° de informatie en de gegevens die door de netgebruikers moeten worden verstrekt aan de beheerders van de netten;

8° de maatregelen die tot doel hebben elke discriminatie te voorkomen tussen de netgebruikers of categorieën van netgebruikers;

9° de maatregelen die moeten worden genomen om de vertrouwelijkheid te waarborgen van de persoonlijke en commerciële gegevens waarvan de netbeheerder kennis heeft bij de uitvoering van zijn opdrachten;

10° de gegevens die moeten worden uitgewisseld, in het bijzonder om de opstelling van het investeringsplan toe te laten;

11° de informatie die door de netbeheerder moet worden verstrekt aan de beheerders van de andere netten waarmee dit net is verbonden, om een veilige en efficiënte uitbating, een gecoördineerde ontwikkeling en de samenwerking tussen de verbonden netten te waarborgen;

12° de regels en de voorwaarden voor terbeschikkingstelling van installaties van de gebruiker aan de netbeheerder, teneinde de veiligheid van zijn net te waarborgen.

Ze bevat eveneens :

1° een meetcode die met name de technische en administratieve voorschriften vastlegt om de meting te kunnen organiseren;

2° un code de collaboration, qui fixe notamment les modalités de coopération entre gestionnaires de réseaux et qui détermine entre autres l'échange des données de mesure, la préparation des plans d'investissements, l'organisation des procédures d'exploitation aux points d'interconnexions, le mode de facturation des gestionnaires de réseaux conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 29 février 2004 relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs et de comptabilité des gestionnaires des réseaux de distribution de gaz naturel actifs sur le territoire belge. »

Art. 78. Un article 9bis est inséré dans la même ordonnance, rédigé comme suit :

« Article 9bis. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution donne l'accès à son réseau, aux conditions définies par le règlement technique, aux fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture pour la distribution du gaz destinée à leurs clients raccordés au réseau de distribution, aux producteurs ayant une ou plusieurs installations de production en Région de Bruxelles-Capitale et aux utilisateurs autorisés le cas échéant à introduire une demande d'accès, raccordés à ce même réseau.

§ 2. Le gestionnaire du réseau établit, en collaboration avec la Commission, un plan d'investissements en vue d'assurer la continuité et la sécurité de l'approvisionnement.

Ce plan couvre une période de cinq ans et est soumis à l'approbation du Gouvernement, après avis de la Commission. Il est adapté chaque année pour les cinq années suivantes.

Le plan d'investissement contient au moins les données suivantes :

1° une description de l'infrastructure existante et de son état de vétusté;

2° une estimation des besoins en capacité, compte tenu de l'évolution probable de la consommation et de ses caractéristiques;

3° une description des moyens mis en oeuvre et des investissements à réaliser pour rencontrer les besoins estimés, y compris, le cas échéant, le renforcement ou l'installation d'interconnexions de façon à assurer la correcte connexion aux réseaux auxquels le réseau est connecté;

4° la fixation des objectifs de qualité poursuivis, en particulier, concernant la durée des pannes;

5° la politique menée en matière environnementale;

6° la description de la politique de maintenance;

7° la liste des interventions d'urgence intervenues durant l'année écoulée. » .

Art. 79. Dans l'article 10, § 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « la Commission ». Dans l'article 10, § 2 de la même ordonnance, les mots « au Service » sont remplacés par les mots « à la Commission ».

Art. 80. L'article 10, § 3, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les propositions de plan d'investissements sont transmises à la Commission avant le 15 septembre de l'année qui précède la première année couverte par le plan. Après avis de la Commission, qui doit aussi tenir compte des relations entre les marchés du gaz et de l'électricité et entre les marchés de gaz naturel pauvre et riche, ces propositions sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

A défaut de décision du Gouvernement au plus tard trois mois et demi après le dépôt des propositions de plan d'investissements, les propositions de plan d'investissements sont réputées approuvées et le gestionnaire de réseau est lié par les investissements.

La Commission peut, dans l'intérêt des utilisateurs et en tenant compte des critères environnementaux, donner injonction au gestionnaire du réseau d'étudier certains investissements alternatifs ou complémentaires dans le plan technique et financier. Ces études doivent être réalisées dans un délai compatible avec les délais d'approbation des plans d'investissements mentionnés à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement peut préciser la procédure de dépôt et d'approbation des propositions de plan d'investissements. »

Art. 81. Dans l'article 11 de la même ordonnance, les mots « Cette date ne peut être ni antérieure au 1^{er} janvier 2007, ni postérieure au 1^{er} juillet 2007 » sont remplacés par les mots « Tous les clients raccordés au réseau de distribution seront éligibles au plus tard au 1^{er} juillet 2007 ».

2° een samenwerkingscode, die met name de nadere regels voor samenwerking tussen de netbeheerders vastlegt en die onder andere de uitwisseling van meetgegevens, de voorbereiding van de investeringsplannen, de organisatie van de uitbatingprocedures op de koppelpunten, de wijze van factureren van de beheerders van de netten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 februari 2004 betreffende de algemene tariefstructuur en de basisbeginselen en procedures inzake de tarieven en de boekhouding van de beheerders van aardgasdistributienetten die actief zijn op het Belgisch grondgebied. »

Art. 78. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 9bis. § 1. De distributienetbeheerder verleent toegang tot zijn net, onder de voorwaarden bepaald door het technisch reglement, aan de leveranciers die houder zijn van een leveringsvergunning voor de distributie van gas dat bestemd is voor hun afnemers die aangesloten zijn op het distributienet, aan de producenten met één of meerdere productieinstallaties in het Brussel Hoofdstedelijk Gewest en aan de gebruikers die, in voorkomend geval, gemachtigd zijn om een aanvraag tot toegang in te dienen en die aangesloten zijn op dit net.

§ 2. De netbeheerder stelt, in samenwerking met de Commissie, een investeringsplan op bestemd om de continuïteit en de veiligheid van de bevoorrading te verzekeren.

Dit plan heeft betrekking op een periode van vijf jaar en wordt, na advies van de Commissie, ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering. Het wordt elk jaar aangepast voor de volgende vijf jaren.

Het investeringsplan bevat tenminste de volgende gegevens :

1° een beschrijving van de bestaande infrastructuur en van de staat van veroudering ervan;

2° een raming van de behoeften aan capaciteit, rekening houden met de waarschijnlijke evolutie van het verbruik en met de kenmerken ervan;

3° een beschrijving van de ingezette middelen en van de investeringen die moeten worden gedaan om te voldoen aan de geraamde behoeften, met inbegrip van, in voorkomend geval, de versterking of de installatie van koppelingen teneinde de juiste verbinding te garanderen met de netten waarmee het net is verbonden;

4° het vastleggen van de nagestreefde kwaliteitsdoelstellingen, in het bijzonder met betrekking tot de duur van de onderbrekingen;

5° het gevoerde milieubeleid;

6° de beschrijving van het onderhoudsbeleid;

7° de lijst van interventies in noodgevallen die zich hebben voorgedaan tijdens het voorbije jaar. »

Art. 79. In artikel 10, § 1, van dezelfde ordonnantie worden de woorden « de Dienst » vervangen door het woord « de Commissie ». In artikel 10, § 2, van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « Dienst 7 » vervangen door het woord « Commissie 7 ».

Art. 80. Artikel 10, § 3 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 3. De voorstellen van investeringsplan worden voor 15 september van het jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar waarop het plan betrekking heeft, aan de Commissie bezorgd. Na advies van de Commissie, dat ook rekening moet houden met de relaties tussen de gas- en de elektriciteitsmarkt en tussen de markten van arm en rijk aardgas, worden deze voorstellen ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

Bij gebrek aan een beslissing van uiterlijk drie en een halve maand na de indiening van de voorstellen van investeringsplan, worden de voorstellen van investeringsplannen geacht goedgekeurd te zijn, en is de netbeheerder gebonden door de investeringen.

De Commissie kan, in het belang van de gebruikers en rekening houdend met de milieucriteria, de netbeheerder het uitdrukkelijke bevel geven om bepaalde vanuit technisch en financieel oogpunt alternatieve of aanvullende investeringen te bestuderen. Deze studies moeten worden uitgevoerd binnen een termijn die rekening houdt met de termijnen voor goedkeuring van de in het bovenstaande lid vermelde investeringsplannen.

De Regering kan de procedure bepalen van indiening en goedkeuring van de voorstellen van investeringsplan. »

Art. 81. In artikel 11 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « Deze datum mag niet eerder zijn dan 1 januari 2007, en niet later dan 1 juli 2007 » vervangen door de woorden « Alle afnemers, aangesloten op het distributienet, zullen uiterlijk op 1 juli 2007 in aanmerking komen ».

Art. 82. Dans l'article 12, les mots « qui lui sont confiées par le présent Titre », sont remplacés par les mots « de service public ».

Art. 83. Dans l'article 14, § 2, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour être désignée, cette société doit disposer de la licence de fourniture visée à l'article 15 de l'ordonnance. »

Art. 84. Dans l'article 15 du texte français de la même ordonnance, le mot « autorisation » est remplacé par le mot « licence ».

Art. 85. L'article 15 de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Les fournisseurs doivent disposer d'une licence de fourniture simplifiée, octroyée par le Gouvernement, pour la fourniture :

- d'une quantité de gaz plafonnée lorsqu'ils désirent limiter leur garantie financière;
- à un nombre limité de clients ou à eux-mêmes ».

Art. 86. Dans l'article 16 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 87. Dans l'article 17, § 1^{er}, alinéa 3 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Commission ». Dans l'article 17, § 3, de la même ordonnance, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « la Commission ».

Art. 88. L'intitulé du Chapitre V de la même ordonnance est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. Obligations et missions de service public ».

Art. 89. L'article 18 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Le gestionnaire du réseau de distribution et les fournisseurs sont, chacun pour ce qui les concerne, chargés des missions et obligations de service public définies aux points 1° à 3° ci-dessous :

1° la mise à disposition d'une fourniture minimale ininterrompue de gaz pour la consommation du ménage, aux conditions définies au Chapitre *Vbis*;

2° la fourniture de gaz à un tarif social spécifique aux personnes et dans les conditions définies par la législation fédérale et au Chapitre *Vbis*;

3° un service gratuit de prévention des risques en matière d'utilisation du gaz naturel, au profit des ménages qui en font la demande. Le Gouvernement arrête le contenu et les conditions d'exercice de cette mission. »

Art. 90. Un article *18bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Le gestionnaire du réseau de distribution est en outre chargé des missions suivantes :

1° l'organisation d'un service de suivi de la relation avec le consommateur et la délivrance d'informations en matière de prix et de conditions de raccordement, au bénéfice des clients résidentiels;

2° la promotion de l'utilisation rationnelle du gaz par des informations, des démonstrations et la mise à disposition d'équipements, des services et des aides financières au bénéfice des communes et des autres clients finals.

Le gestionnaire du réseau de distribution établit annuellement à cette fin, en collaboration avec le Service, un programme triennal d'utilisation rationnelle du gaz au bénéfice des communes.

Le Service communique annuellement au gestionnaire du réseau de distribution, après approbation du Gouvernement, le programme triennal d'utilisation rationnelle de gaz au bénéfice de toutes les autres catégories de clients finals, éligibles et non éligibles;

3° la diffusion sur un serveur accessible via Internet des informations relatives aux différentes mesures d'accueil des clients résidentiels prises par le gestionnaire du réseau de distribution;

4° la transmission, chaque année, à la Commission d'un rapport sur la qualité de l'accueil offert aux ménages;

Art. 82. In artikel 12, worden de woorden « opdrachten die hem door deze titel worden toevertrouwd » vervangen door de woorden « openbardienstverplichtingen ».

Art. 83. In artikel 14, § 2, van dezelfde ordonnantie, wordt tussen het eerste en het tweede lid een volgend lid toegevoegd :

« Om aangesteld te worden, dient deze onderneming te beschikken over de leveringsvergunning bedoeld is in artikel 15 van de ordonnantie. »

Art. 84. In artikel 15 van de Franse tekst van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « autorisation » vervangen door het woord « licence ».

Art. 85. Artikel 15 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« De leveranciers dienen te beschikken over een vereenvoudigde leveringsvergunning die wordt toegekend door de Regering, voor de levering :

- van een begrensde hoeveelheid gas wanneer zij hun financiële waarborg wensen te beperken;
- aan een beperkt aantal afnemers of aan zichzelf ».

Art. 86. In artikel 16 van dezelfde ordonnantie wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 87. In artikel 17, § 1, derde lid van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ». In artikel 17, § 3, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « de Commissie ».

Art. 88. Het opschrift van hoofdstuk V van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk V. Verplichtingen en opdrachten van openbare dienst ».

Art. 89. Artikel 18 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen als volgt :

« De distributienetbeheerder en de leveranciers zullen, elk op hun eigen gebied, de opdrachten en verplichtingen van openbare dienst nakomen die hieronder van 1° tot 3° worden gedefinieerd :

1° het ter beschikking stellen van een ononderbroken minimumlevering van gas voor het verbruik van het gezin tegen de voorwaarden bepaald in Hoofdstuk *Vbis*;

2° de levering van gas tegen een specifiek sociaal tarief aan personen volgens de voorwaarden bepaald door de federale wetgeving en in Hoofdstuk *Vbis*;

3° een kosteloze preventiedienst voor risico's bij het gebruik van aardgas, ten voordele van de gezinnen die erom vragen. De Regering bepaalt de inhoud en voorwaarden voor de uitoefening van deze opdracht. »

Art. 90. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel *18bis* ingevoegd, luidend :

« De distributienetwerkbeheerder is bovendien belast met volgende opdrachten :

1° de organisatie van een dienst voor de opvolging van de relatie met de consument en het geven van inlichtingen inzake prijzen en voorwaarden van aansluiting ten behoeve van huishoudelijke afnemers;

2° het promoten van rationeel gasgebruik door het geven van inlichtingen en demonstraties, het ter beschikking stellen van uitrustingen en diensten en het verstrekken van financiële hulp ten behoeve van de gemeenten en de andere eindafnemers.

De distributienetbeheerder stelt daartoe in samenwerking met de Dienst een driejaarlijks programma op voor rationeel gebruik van gas ten behoeve van de gemeenten.

Na goedkeuring ervan door de Regering deelt de Dienst jaarlijks aan de distributienetbeheerder het driejaarlijks programma mede voor rationeel gebruik van gas ten behoeve van alle andere categorieën eindafnemers, ongeacht of ze al dan niet in aanmerking komen.

3° de verspreiding op een toegankelijke informatiedrager via internet van de inlichtingen betreffende de diverse maatregelen genomen door de distributienetbeheerder inzake het onthaal van huishoudelijke afnemers;

4° de overzending, elk jaar, aan de Commissie van een verslag over de kwaliteit van het onthaal geboden aan de gezinnen;

5° la transmission, chaque année, à la Commission d'un rapport relatif au programme des engagements par lesquels le gestionnaire de réseau de distribution garantit l'exclusion de toute pratique discriminatoire; la Commission communique ce rapport au Gouvernement et le publie. »

Art. 91. L'article 19 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau soumet, en collaboration avec le Service, pour approbation au Gouvernement, avant le 31 octobre de chaque année, son budget et son programme d'exécution des obligations et missions de service public pour l'année suivante, auxquels sont joints le budget et le programme d'exécution du programme triennal d'utilisation rationnelle du gaz au bénéfice de toutes les autres catégories de clients finals pour l'année suivante.

Il soumet au Gouvernement, avant le 30 juin de chaque année, un rapport sur l'exécution de ces missions pendant l'année précédente et les comptes y afférents auxquels est joint le rapport sur les actions du programme triennal d'utilisation rationnelle de gaz au bénéfice de toutes les autres catégories de clients finals visés à l'article 18bis.

Après approbation par le Gouvernement, le rapport et les comptes sont transmis au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. La Commission peut faire consulter sur place toutes les pièces comptables ou autres, faire vérifier sur place et par sondage l'effectivité des travaux financés en rapport avec le coût et l'exécution des obligations et missions de service public.

Les chargés de mission effectuant ces consultations et vérifications sont désignés à cette fin par arrêté ministériel.

La Commission peut adjoindre un réviseur d'entreprise au chargé de mission pour vérifier les comptes relatifs à l'exécution des obligations et missions de service public du gestionnaire de réseau de distribution.

§ 3. Le gestionnaire du réseau organise sa comptabilité de manière à identifier les charges et les produits afférents à chaque obligation et mission de service public qu'il assume. »

Art. 92. Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Au moins une fois par an, avant le 31 mars, sont mises à disposition de la Commission les données statistiques suivantes concernant les ménages et portant sur l'année calendrier précédente, ces données étant ventilées chaque fois par commune et par clients protégés et clients non protégés :

1° par le titulaire d'une autorisation de fourniture :

a) le nombre de raccordements faisant l'objet d'un rappel;

b) le nombre de raccordements faisant l'objet d'une mise en demeure;

c) le nombre de plans de paiement autorisés et le montant de paiement moyen par mois;

d) le nombre de plans de paiement non respectés;

e) le nombre de dossiers transmis aux C.P.A.S.;

f) le nombre de dossiers transmis à une institution agréée de médiation de dettes;

2° par le gestionnaire du réseau :

a) le nombre de ménages coupés et les motifs de la coupure;

b) le nombre de ménages raccordés à nouveau dans les vingt-quatre heures, entre un et sept jours calendrier, entre huit et trente jours calendrier et après plus de trente jours calendrier.

La Commission transmet les données précitées avec ses observations éventuelles au Gouvernement chaque année avant le 31 mai.

Le Gouvernement peut compléter la liste de ces données, fixe les modalités de communication et établit des formulaires à cette fin. »

Art. 93. L'article 20 de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« Les coûts liés aux missions et obligations de service public visées aux articles 18 et 18bis sont à charge du gestionnaire de réseau, au titre de coûts d'exploitation. La répercussion de ces coûts dans les tarifs est réglée par la législation fédérale. »

5° de overzending, elk jaar, aan de Commissie van een verslag over de lijst verplichtingen waarmee de distributienetbeheerder garandeert dat elke vorm van discriminerende praktijken wordt uitgesloten. De Commissie deelt dit verslag mede aan de Regering en maakt het bekend. »

Art. 91. Artikel 19 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De netbeheerder legt, in samenwerking met de Dienst, vóór 31 oktober van elk jaar ter goedkeuring van de Regering, zijn begroting en zijn programma voor met betrekking tot de uitvoering van zijn openbaredienstverplichtingen en -opdrachten voor het volgende jaar samen met de begroting en het programma van uitvoering van het driejaarlijks programma voor rationeel gebruik van gas ten behoeve van alle andere categorieën eindafnemers voor het volgende jaar.

Hij legt eveneens aan de Regering, vóór 30 juni van elk jaar, een verslag voor over de uitvoering van die opdrachten tijdens het voorbije jaar, samen met de eraan verbonden rekeningen vergezeld van het programma van uitvoering van het driejaarlijks programma voor rationeel gebruik van gas ten behoeve van alle andere categorieën eindafnemers bedoeld in artikel 18bis.

Na goedkeuring door de Regering, worden het verslag en de rekeningen overgezonden aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

§ 2. De Commissie kan ter plaatse alle boekhoudkundige stukken of andere laten controleren en door middel van steekproef de effectiviteit van de werken gefinancierd in verhouding tot de kost en de uitvoering van de openbaredienstverplichtingen en -opdrachten laten nagaan.

De opdrachthouders die de raadplegingen en controles uitvoeren, worden daartoe aangewezen bij ministerieel besluit.

De Commissie kan een bedrijfsrevisor toevoegen aan de opdracht-houder, om de rekeningen met betrekking tot de uitvoering van de openbaredienstverplichtingen en -opdrachten van de distributienetbeheerder te onderzoeken.

§ 3. De distributienetbeheerder organiseert zijn boekhouding zo dat de lasten en de opbrengsten verbonden aan de verplichtingen en opdrachten van openbare dienst die hij op zich neemt, geïdentificeerd kunnen worden. »

Art. 92. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 19bis ingevoegd, luidende :

« Ten minste een keer per jaar, vóór 31 maart, worden de volgende statistische gegevens over de gezinnen en met betrekking tot het voorgaande kalenderjaar ter beschikking gesteld van de Commissie. Deze gegevens worden telkens opgesplitst volgens gemeente en volgens beschermde en niet-beschermde afnemers :

1° door de houder van een leveringsvergunning :

a) het aantal aansluitingen waar een aanmaning werd verstuurd;

b) het aantal aansluitingen waar een ingebrekestelling werd verstuurd;

c) het aantal aanvaarde betalingsplannen en het gemiddelde bedrag van de betaling per maand;

d) het aantal niet-nageleefde betalingsplannen;

e) het aantal dossiers overgemaakt aan de O.C.M.W.'s;

f) het aantal dossiers overgemaakt aan een schuldbemiddelingsinstantie;

2° door de netbeheerder :

a) het aantal gezinnen dat werd afgesloten en de redenen voor de afsluiting;

b) het aantal gezinnen dat opnieuw wordt aangesloten binnen de vierentwintig uur, tussen een en zeven kalenderdagen, tussen acht en dertig kalenderdagen en na meer dan dertig kalenderdagen.

De Commissie maakt jaarlijks de eerder vermelde gegevens met eventuele opmerkingen over aan de Regering voor 31 mei.

De Regering kan de lijst van die gegevens aanvullen, stelt de regels voor de mededeling vast en stelt te dien einde formulieren op. »

Art. 93. Artikel 20 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« De kosten verbonden aan de opdrachten en verplichtingen van openbare dienst bedoeld in de artikelen 18 en 18bis worden gedragen door de netbeheerder ten titel van exploitatiekosten. De doorrekening van deze kosten in de tarieven wordt geregeld door de federale wetgeving. »

Art. 94. Il est inséré dans la même ordonnance un Chapitre *Vbis* rédigé comme suit :

« Chapitre *Vbis*. Obligations de service public relatives à la fourniture de gaz.

Article *20bis*. A tout client qui le lui demande, le fournisseur doit, dans les dix jours ouvrables, faire une proposition raisonnable et non discriminatoire de contrat de fourniture, communiquer les conditions générales de fourniture et notamment, s'il s'agit d'un client résidentiel, les dispositions de la présente ordonnance relatives aux clients protégés.

Toutefois, le fournisseur peut, dans le même délai, refuser par écrit de faire une proposition de contrat de fourniture à un de ses clients ou anciens clients qui n'a pas apuré ses dettes ou qui n'a pas respecté son plan de paiement ou d'apurement.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de cette obligation.

Article *20ter*. Les fournisseurs garantissent aux ménages une alimentation ininterrompue de gaz pour la consommation du ménage à des conditions non discriminatoires.

Est considérée comme discriminatoire, toute différence de traitement, non raisonnablement justifiée, fondée notamment sur le statut, le niveau de revenu ou le lieu de résidence.

Cette alimentation n'est pas prévue pour les locaux communs des bâtiments d'habitations, ni pour les secondes résidences, ni pour des habitations inoccupées.

Pour les immeubles à appartements munis d'une chaufferie commune, le Gouvernement arrête les modalités de l'obligation relative à cette alimentation ininterrompue de gaz.

Sous réserve des délais de résiliation prévus au présent chapitre, les contrats de fourniture sont conclus pour une période fixe de trois ans au moins. Toutefois, un ménage peut toujours y mettre fin moyennant un délai de résiliation de deux mois.

Article *20quater*. § 1^{er}. En cas de non-paiement du montant facturé pour la consommation de gaz dans les 10 jours qui suivent l'envoi de la mise en demeure de payer, le fournisseur peut envoyer une lettre au ménage par laquelle il l'informe de son intention de prévenir le C.P.A.S. de la commune où se situe son point de fourniture. Cette lettre informe le ménage qu'il a le droit, dans les dix jours de sa réception, de refuser la communication de son nom au C.P.A.S. par lettre recommandée adressée au fournisseur.

§ 2. Le fournisseur ne peut procéder à aucune coupure de gaz destiné à l'utilisation domestique sans avoir préalablement accompli la procédure décrite dans le présent chapitre et sans l'autorisation du juge de paix.

§ 3. Dans les dix jours de l'envoi de la lettre visée au § 1^{er} et si le ménage n'a pas refusé la communication de son nom au C.P.A.S. conformément au paragraphe 1^{er}, le fournisseur avertit le C.P.A.S..

Dans les 60 jours de cet avertissement, le C.P.A.S. peut faire réaliser une enquête sociale auprès du ménage dont le nom lui a été communiqué, élaborer, éventuellement avec l'aide d'un service de médiation de dettes, un plan d'apurement raisonnable des dettes entre le ménage et le fournisseur ou prendre toutes autres mesures de guidance.

§ 4. Si le client refuse la communication de son nom au C.P.A.S., si aucun plan de paiement n'est conclu avec ou sans la guidance du C.P.A.S. ou encore si le plan de paiement n'est pas respecté, le fournisseur peut envoyer une lettre au ménage l'informant que si, dans les 15 jours calendriers, il ne paie pas, ne reprend pas le suivi du plan de paiement ou ne lui fournit pas la preuve qu'il est client protégé, l'autorisation de résilier le contrat et de procéder à la coupure de gaz sera demandée au juge de paix.

§ 5. Le Gouvernement peut préciser les modalités des paragraphes 1^{er} à 4.

Article *20quinquies*. § 1^{er}. Dès la mise en demeure prévue à l'article *20quater*, § 1^{er}, le ménage peut être reconnu comme « client protégé » s'il remplit une ou plusieurs des conditions énumérées au § 2.

Dès qu'il a reçu la preuve que le client est protégé, le gestionnaire du réseau de distribution fournit le ménage qui le demande en tant que fournisseur de dernier ressort. Il avertit le fournisseur. Celui-ci négocie avec son client un plan d'apurement basé sur la situation arrêtée au moment du transfert et communique ce plan au fournisseur de dernier ressort.

Art. 94. In dezelfde ordonnantie wordt een Hoofdstuk *Vbis* opgenomen, luidend :

« Hoofdstuk *Vbis*. Verplichtingen van openbare dienst betreffende de levering van gas

Artikel *20bis*. De leverancier moet, aan elke afnemer die erom verzoekt, binnen tien werkdagen een redelijk en niet-discriminerend voorstel van leveringscontract overmaken en hem de algemene leveringsvoorwaarden mee te delen evenals, met name wanneer de afnemer een huishoudelijke afnemer is, de bepalingen van deze ordonnantie die betrekking hebben op de beschermde afnemers.

De leverancier kan evenwel, binnen dezelfde termijn, weigeren schriftelijk een voorstel van leveringscontract te doen aan een van zijn of gewezen afnemers die noch zijn schulden heeft aangezuiverd, noch een betalings- of aanzuiveringsplan is nagekomen.

De Regering kan de modaliteiten van deze verplichting nader bepalen.

Artikel *20ter*. De leveranciers waarborgen de gezinnen een ononderbroken levering van gas voor het verbruik van het gezin tegen niet-discriminerende voorwaarden.

Wordt beschouwd als discriminerend; elk verschil in behandeling dat niet redelijk verantwoord kan worden en dat met name steunt op het statuut, het inkomstenniveau of de woonplaats.

Deze bevoorrading is niet voorzien voor de gemeenschappelijke ruimtes van woongebouwen, noch voor tweede woningen, noch voor woningen die onbewoond zijn volgens een vaststelling van de gemeentepolitie.

Voor appartementsgebouwen met een gemeenschappelijke verwarmingskelder stelt de Regering de nadere regels van de verplichting betreffende deze ononderbroken gasbevoorrading vast.

Onder voorbehoud van de in dit hoofdstuk vastgestelde opzeggingstermijnen, worden de leveringscontracten gesloten voor een vaste periode van minimum drie jaar. Een gezin kan ze evenwel altijd opzeggen mits een opzeggingstermijn van twee maanden.

Artikel *20quater*. § 1. In geval van niet-betaling van het gefactureerde bedrag voor het gasverbruik binnen 10 dagen na de verzending van de aanmaning tot betaling, kan de leverancier een brief zenden naar het gezin om het in te lichten over zijn voornemen het O.C.M.W. van de gemeente waar zijn leveringspunt zich bevindt, op de hoogte te brengen. Deze brief brengt het gezin er tevens van op de hoogte dat het gerechtigd is om binnen een termijn van tien dagen na de ontvangst van deze brief te weigeren dat zijn naam wordt doorgegeven aan het O.C.M.W., middels een aangetekende brief gericht aan de leverancier.

§ 2. De leverancier kan geen afsluiting van gas bestemd voor huishoudelijk gebruik doorvoeren zonder vooraf de procedure, beschreven in dit hoofdstuk, te hebben gevolgd en zonder de toestemming van de vrederechter.

§ 3. Binnen tien dagen na verzending van de brief bedoeld in § 1 en indien het gezin het doorgeven van zijn naam aan het O.C.M.W. niet heeft geweigerd overeenkomstig paragraaf 1, verwittigt de leverancier het O.C.M.W..

Binnen 60 dagen na die verwittiging, kan het O.C.M.W. een maatschappelijk onderzoek laten uitvoeren bij het gezin waarvan de naam is meegedeeld en, eventueel met de hulp van een dienst voor schuldbemiddeling, een redelijk plan opstellen voor de aanzuivering van de schulden die het gezin heeft bij de leverancier op elke andere begeleidingsmaatregel treffen.

§ 4. Als de afnemer weigert dat zijn naam aan het O.C.M.W. wordt meegedeeld, als er geen enkel aanzuiveringsplan is opgesteld met of zonder de begeleiding van het O.C.M.W. of als het afbetalingsplan niet wordt nageleefd, kan de leverancier een brief zenden naar het gezin waarin het ervan op de hoogte wordt gebracht dat, indien het gezin uiterlijk binnen 15 kalenderdagen het afbetalingsplan niet opnieuw naleeft of indien het gezin niet het bewijs aanbrengt dat hij een « beschermde afnemer » is, hij aan de vrederechter de toestemming zal vragen om het contract te verbreken en over te gaan tot de afsluiting van het gas.

§ 5. De Regering kan de nadere regels bepalen van de paragrafen 1 tot 4.

Artikel *20quinquies*. § 1. Vanaf de ingebrekestelling bedoeld in artikel *20quater*, § 1, wordt het gezin erkend als « beschermde afnemer », indien het voldoet aan één of meerdere van de in § 2 opgesomde voorwaarden.

Zodra de distributienetbeheerder het bewijs heeft gekregen dat de afnemer beschermd is, bevoorraadt hij als noodleverancier het gezin dat zulks aanvraagt. Hij brengt de leverancier daarvan op de hoogte. Deze laatste onderhandelt met zijn afnemer over een aanzuiveringsplan dat gebaseerd is op de toestand vastgesteld op het ogenblik van de overdracht. Hij deelt dit plan mee aan de noodleverancier.

§ 2. Le ménage est reconnu comme client protégé s'il remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

- il bénéficie du tarif social spécifique;
- il est engagé dans un processus de médiation de dettes avec un centre de médiation agréé ou de règlement collectif de dettes.

§ 3. Nonobstant l'article 20^{quater}, § 4, si le client ne respecte pas le plan d'apurement conclu avec le fournisseur et qu'il n'est pas protégé conformément au § 2, le C.P.A.S. peut, à sa demande, lui attribuer le statut de client protégé, s'il estime que la situation sociale, la composition du ménage ou les conditions techniques de consommation le justifient.

§ 4. Nonobstant l'article 20^{quater}, § 4, si le client ne respecte pas le plan d'apurement conclu avec le fournisseur et qu'il n'est pas protégé conformément au § 2, il peut aussi demander à la Commission de lui attribuer le statut de client protégé. Les critères d'attribution tiennent compte des revenus et de la composition du ménage. Le gouvernement précise les revenus à prendre en considération et la procédure pour l'obtention du statut de client protégé. Dès l'obtention de ce statut, la Commission en informe le fournisseur de dernier ressort et le client protégé est fourni par le fournisseur de dernier ressort.

§ 5. Dès que le ménage a fait la preuve qu'il est protégé conformément à l'article 20^{quinquies}, § 2, § 3 ou § 4, le contrat conclu avec le fournisseur est suspendu et le fournisseur ne peut demander au juge de paix la résiliation du contrat pendant la durée de la suspension du contrat. Le fournisseur et le fournisseur de dernier ressort se communiquent réciproquement et périodiquement l'état de suivi du plan d'apurement signé en vue de l'application de l'article 20^{sexies}.

Dans le cas où un client est fourni en gaz et en électricité par le même fournisseur, la reconnaissance comme client protégé en gaz entraîne automatiquement la reconnaissance comme client protégé en électricité.

Article 20^{sexies}. Si le client est reconnu comme client protégé et qu'il a apuré ses dettes vis-à-vis de son fournisseur, la suspension prend fin et le contrat entre le fournisseur et le client protégé reprend tous ses effets.

Si toutefois, il a constitué des dettes à l'égard du fournisseur de dernier ressort, celui-ci peut recouvrer ses dettes par toute voie de droit. Si le client protégé ne respecte pas son plan d'apurement vis-à-vis de son fournisseur tout en payant ses fournitures au fournisseur de dernier ressort, au-delà d'une période de six mois, l'accès au tarif social spécifique étendu visé à l'article 20^{decies} lui est supprimé.

Si le client protégé reste en défaut de paiement vis-à-vis du fournisseur de dernier ressort après que celui-ci l'a mis en demeure de payer, ce fournisseur transmet au C.P.A.S. de la commune du point de fourniture de gaz, le nom et l'adresse du client protégé. Si, au plus tard soixante jours après la transmission du nom du client protégé au C.P.A.S., ce dernier n'a pas fait savoir au fournisseur de dernier ressort que ce client bénéficie d'une aide sociale octroyée par le C.P.A.S. ou n'a pas transmis au fournisseur de dernier ressort une proposition de plan d'apurement pour toutes les dettes vis-à-vis du fournisseur de dernier ressort, consignée pour accord par le client, le fournisseur de dernier ressort peut demander devant le juge de paix la résiliation du contrat de fourniture de dernier ressort. Sans préjudice de l'alinéa 1^{er} du présent §, la résiliation du contrat de fourniture de dernier ressort entraîne la résiliation du contrat avec le fournisseur initial.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de ces procédures.

Dans tous les cas où il prononce la résiliation d'un contrat de fourniture entre le 1^{er} octobre et le 31 mars, le juge de paix peut ordonner la fourniture à charge du client, par le gestionnaire du réseau de distribution fournissant en tant que fournisseur de dernier ressort, pour le délai qui sépare la résiliation effective du contrat du 31 mars.

Entre le 1^{er} octobre et le 31 mars, dans les cas où la dignité humaine est atteinte faute de fourniture de gaz, le C.P.A.S. peut à tout moment imposer au fournisseur de dernier ressort une fourniture à charge du client.

Le Gouvernement peut, après avis de la Commission, arrêter les modalités et conditions complémentaires relatives aux fournitures hivernales du présent paragraphe. Il peut exceptionnellement prolonger la fourniture temporaire au-delà du 31 mars si le climat l'exige.

§ 2. Het gezin wordt erkend als beschermde afnemer, indien het voldoet aan een of meerdere van de volgende voorwaarden :

- het geniet het specifiek sociaal tarief;
- het is betrokken in een proces van schuldbemiddeling met een erkend bemiddelingscentrum of in een proces van collectieve schuldbemiddeling.

§ 3. Onverminderd het bepaalde in artikel 20^{quater}, § 4, kan het O.C.M.W., indien de afnemer het met de leverancier gesloten aanzuiveringsplan niet in acht neemt en niet beschermd is overeenkomstig § 2, hem, op zijn verzoek, het statuut van beschermde afnemer verlenen, als het van oordeel is dat de sociale situatie, de samenstelling van het gezin of de technische gebruiksvoorwaarden zulks verantwoorden.

§ 4. Onverminderd het bepaalde in artikel 20^{quater}, § 4, kan het O.C.M.W., indien de afnemer het met de leverancier gesloten aanzuiveringsplan niet in acht neemt en niet beschermd is overeenkomstig § 2, ook aan de Commissie vragen om hem het statuut van beschermde afnemer toe te kennen. De toekenningscriteria houden rekening met de inkomsten en de samenstelling van het gezin. De Regering stelt de in aanmerking te nemen inkomsten vast, alsook de procedure voor het verkrijgen van het statuut van beschermde afnemer. Zodra dat statuut is toegekend, brengt de Commissie de noodleverancier ervan op de hoogte en wordt de beschermde afnemer bevoorrad door de noodleverancier.

§ 5. Zodra het gezin het bewijs heeft geleverd dat het beschermd is overeenkomstig artikel 20^{quinquies}, § 2, § 3. of § 4, wordt het met de leverancier gesloten contract geschorst en kan de leverancier de vrederechter niet vragen om het contract te verbreken gedurende de schorsingsduur van het contract. De leverancier en de noodleverancier delen wederzijds aan elkaar en periodiek de staat van opvolging mede van het aanzuiveringsplan dat werd ondertekend met het oog op de toepassing van artikel 20^{sexies}.

Ingeval een afnemer door dezelfde leverancier wordt bevoorrad in gas en elektriciteit, brengt de erkenning als beschermde afnemer voor gas automatisch de erkenning als beschermde afnemer voor elektriciteit met zich mee.

Artikel 20^{sexies}. Indien de afnemer erkend is als beschermde afnemer en zijn schulden bij zijn leverancier heeft aangezuiverd, vervalt de schorsing en heeft het contract tussen de leverancier en de beschermde afnemer opnieuw zijn volle uitwerking.

Indien hij evenwel schulden heeft opgebouwd ten aanzien van de noodleverancier, dan kan de noodleverancier zijn schulden met alle rechtsmiddelen terugvorderen. Indien na een periode van zes maanden de beschermde afnemer zijn aanzuiveringsplan ten aanzien van zijn leverancier niet nakomt, doch zijn leveringen van de noodleverancier betaalt, verliest hij het genot van het bijzonder uitgebreid sociaal tarief waarvan sprake in artikel 20^{decies}.

Indien de beschermde afnemer in gebreke blijft de noodleverancier te betalen, nadat deze hem in gebreke heeft gesteld, bezorgt deze leverancier de naam en het adres van de beschermde afnemer aan het O.C.M.W. van de gemeente van het leveringspunt van elektriciteit. Indien uiterlijk zestig dagen na het meedelen van de naam van de beschermde afnemer aan het O.C.M.W., dit laatste de noodleverancier niet heeft laten weten dat die afnemer sociale hulp van het O.C.M.W. krijgt of de noodleverancier geen voorstel heeft gedaan van aanzuiveringsplan voor alle schulden ten aanzien van de noodleverancier, medeondertekend voor akkoord door de afnemer, heeft bezorgd aan de noodleverancier, kan deze laatste de vrederechter om de verbreking van het contract van noodlevering vragen. Onverminderd het bepaalde in het eerste lid van deze §, leidt de verbreking van het contract van noodlevering tot de verbreking van het contract met de oorspronkelijke leverancier.

De Regering kan de modaliteiten van deze procedures bepalen.

In alle gevallen waarin de vrederechter de verbreking van een leveringscontract uitspreekt tussen 1 oktober en 31 maart, kan hij opleggen dat de distributienetbeheerder als noodleverancier optreedt en voor leveringen ten laste van de afnemer zorgt in de periode tussen de daadwerkelijke verbreking van het leveringscontract en 31 maart.

Tussen 1 oktober en 31 maart kan het O.C.M.W. de noodleverancier ertoe verplichten voor leveringen ten laste van de afnemer te zorgen in situaties waarin de menselijke waardigheid aangetast wordt bij gebreke van gaslevering.

De Regering kan, na advies van de Commissie, de aanvullende regels en voorwaarden betreffende de winterleveringen waarvan sprake in deze paragraaf, vaststellen. Ze kan de tijdelijke levering uitzonderlijk verlengen tot na 31 maart, als het klimaat zulks vereist.

Article 20septies. Pour faciliter la compréhension et la comparaison des offres, quels que soient ses prix et ses tarifs, le fournisseur indique clairement et séparément dans son offre, le prix unitaire et le prix moyen de chaque kWh incidenfacturé selon les quantités vendues et par catégorie tarifaire, les forfaits périodiques, redevances, formules d'indexation, taxes, abonnements et prix des autres services éventuels. Sur proposition de la Commission, le Gouvernement fixe les normes minimales que doivent respecter les documents de proposition de contrat et de facturation.

Article 20octies. En cas de déménagement au sein du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et à la demande du ménage, le fournisseur assure, lorsque c'est techniquement possible, que le ménage puisse bénéficier soit du même contrat, soit des mêmes conditions contractuelles et tarifaires dont il bénéficiait jusqu'alors, et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours. A chaque changement de fournisseur, les frais de relevé de compteur sont à charge du fournisseur quitté.

Article 20novies. Le système de protection des articles 20quater à 20sexies est rappelé sur chaque rappel de paiement ou mise en demeure d'une facture suivant un modèle défini par le Gouvernement.

La facturation du gaz ne peut être confondue avec la facturation de l'électricité. Le Gouvernement peut fixer les modalités relatives à cette disposition.

Article 20decies. La protection sociale prévue par l'arrêté ministériel du 23 décembre 2003 portant fixation de prix maximaux pour la fourniture de gaz aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire, est étendue aux clients fournis par le gestionnaire du réseau de distribution en vertu de la présente ordonnance.

Article 20undecies. § 1^{er}. Les modalités relatives à l'information des consommateurs par le gestionnaire du réseau de distribution et par les fournisseurs, et en particulier sur les incidents et arrêts de fourniture, ainsi que les modalités relatives à la gestion des plaintes sont fixées par le Gouvernement.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, sauf s'il justifie une situation d'urgence ou une situation d'incidents multiples, le gestionnaire du réseau de distribution informe les utilisateurs du réseau en moyenne pression au minimum dix jours ouvrables à l'avance, du début de l'interruption et de la durée probable de l'interruption. Ce délai est ramené à cinq jours ouvrables s'il s'agit de la régularisation d'une réparation provisoire. Le responsable d'équilibre informe le fournisseur le cas échéant.

§ 3. En plus des informations prévues au § 2, le gestionnaire du réseau de distribution publie sur son site Internet la liste, la durée et les causes des interruptions planifiées ou accidentelles qui ont eu lieu sur le réseau en moyenne pression, endéans les 24 heures. Ces éléments d'information sont également notifiés à la Commission.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités relatives à la gestion des plaintes. Les indemnisations forfaitaires, selon les catégories de clients ou ménages, sont réglées par le Gouvernement au titre d'obligation de service public.

Article 20duodecies. A l'égard des clients professionnels qui emploient moins de 5 personnes et raccordés au réseau de distribution, le fournisseur est tenu d'envoyer un rappel, une lettre de mise en demeure et de négocier ensuite un plan d'apurement avant de pouvoir résilier son contrat de fourniture.

Article 20tredecies. Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités d'obligations de service public en matière de régularité, qualité et facturation des fournitures.

Article 20quatuordecies. Le financement des obligations de service public relatives à la fourniture de gaz prévues au présent chapitre est assuré par le fonds social de guidance énergétique selon les modalités visées à l'article 25septiesdecies de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.

Artikel 20septies. Om aan de afnemers begrijpelijke en onderling vergelijkbare voorstellen te doen, vermeldt de leverancier, ongeacht zijn prijzen en tarieven, in zijn voorstel, duidelijk en afzonderlijk, de eenheidsprijs en de gemiddelde prijs van elke gefactureerde kWh volgens de verkochte hoeveelheden en per tariefcategorie, de periodieke forfaits, de retributies, de belastingen, de abonnements en de prijzen van eventuele andere diensten. Op voorstel van de Commissie, stelt de Regering de minimumnormen vast waaraan de documenten van voorstellen van contract en de facturatie documenten moeten voldoen.

Artikel 20octies. In geval van verhuizing binnen het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op verzoek van het gezin, zorgt de leverancier ervoor, voor zover zulks technisch mogelijk is, dat het gezin hetzelfde contract of dezelfde contractuele en tariefvoorwaarden heeft als die welke het tot dusver had, en dit tot het verstrijken van het lopende contract. Bij elke verandering van leverancier, komen de kosten voor de meteropname voor rekening van de leverancier wiens overeenkomst verbroken werd.

Artikel 20novies. Het systeem inzake bescherming van de artikelen 20quater tot 20sexies wordt in herinnering gebracht op elke aanmaning tot betaling of ingebrekestelling van een factuur volgens een model bepaald door de Regering.

De facturatie van gas mag niet verward worden met de facturatie van elektriciteit. De Regering kan de modaliteiten betreffende deze bepaling vaststellen.

Artikel 20decies. De sociale bescherming die wordt voorzien door het ministerieel besluit van 23 december 2003 houdende vaststelling van sociale maximumprijzen voor de levering van gas aan de beschermde residentiële klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie, wordt uitgebreid tot de afnemers die worden bevoorrad door de distributienetbeheerder krachtens deze ordonnantie.

Artikel 20undecies. § 1. De nadere regels betreffende de informatie van de afnemers door de distributienetbeheerder en de leveranciers, en in het bijzonder over de leveringsincidenten en stopzettingen, alsook de nadere regels betreffende het klachtenbeheer, worden vastgesteld door de Regering.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in § 1, behalve indien kan worden aangetoond dat het om een noodsituatie of een situatie met verschillende incidenten gaat, licht de distributienetbeheerder de gebruikers van het net minimum tien werkdagen van tevoren in over het begin en de vermoedelijke duur van de onderbreking. Deze termijn wordt ingekort tot vijf werkdagen, indien het gaat om de regularisering van een voorlopige herstelling. In voorkomend geval, licht de evenwichtsverantwoordelijke de leverancier in.

§ 3. Naast de in § 2 bepaalde informatie, publiceert de distributienetbeheerder binnen 24 uur op zijn website de lijst, de duur en de oorzaken van de geplande of incidentfactur tele onderbrekingen die hebben plaatsgevonden op het net onder gemiddelde spanning. Deze informatie wordt eveneens megedeeld aan de Commissie.

§ 4. De Regering stelt de nadere regels vast betreffende het klachtenbeheer. De forfaitaire schadeloosstellingen worden, volgens de categorieën van afnemers of gezinnen, door de Regering geregeld als openbaredienstverplichting.

Artikel 20duodecies. Ten aanzien van de professionele afnemers die minder dan 5 personen in dienst hebben en die aangesloten zijn op het distributienet, is de leverancier ertoe verplicht eerst een herinneringsbrief en daarna een aanmaningsbrief te sturen en vervolgens over een aanzuiveringsplan te onderhandelen, voordat hij zijn leveringscontract kan verbreken.

Artikel 20tredecies. De Regering kan andere modaliteiten van verplichtingen van openbare dienst bepalen wat betreft de regelmatigheid, de kwaliteit en de facturatie van de leveringen.

Artikel 20quatuordecies. De financiering van de openbaredienstverplichtingen met betrekking tot de levering van gas, bedoeld in dit hoofdstuk, wordt gewaarborgd door het sociaal fonds voor energiegeleiding, overeenkomstig de nadere regels bedoeld in artikel 25septiesdecies van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Article 20*quindecies*. Les missions attribuées aux C.P.A.S. par et en vertu de la présente ordonnance s'entendent et s'exercent sans préjudice de l'article 109 de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'action sociale et à l'exclusion de toute forme de tutelle administrative sur les décisions d'octroi d'aide individuelle et de récupération. »

Art. 95. L'article 23, § 1^{er}, de la même ordonnance est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Est puni d'une peine d'emprisonnement d'un mois et d'une amende de deux à cinq cents euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui fait obstacle aux vérifications et investigations de la Commission et du Gouvernement exécutées en vertu du présent Titre;

2° celui qui refuse de fournir à la Commission ou au Gouvernement les informations qu'il est tenu de donner en vertu du présent Titre, ou qui leur donne sciemment des informations inexacts ou incomplètes;

3° celui qui méconnaît l'obligation de disposer d'une licence ou d'une autorisation conformément aux articles 15 et 22 du présent Titre. »

Art. 96. Dans l'article 24, § 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « la Commission ».

Art. 97. L'article 24, § 2, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Préalablement à la fixation de l'amende, la Commission informe la personne concernée par lettre recommandée et l'invite à lui transmettre un mémoire contenant ses moyens de défense.

La lettre recommandée contient la mention des griefs retenus, la sanction envisagée et le fait que le dossier peut être consulté, à l'endroit et selon les horaires qu'elle indique, pendant toute la durée du délai prévu à l'alinéa 3. du présent paragraphe. Elle reproduit intégralement le présent article.

Le mémoire doit être notifié à la Commission par lettre recommandée dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre visée à l'alinéa 1^{er}.

La Commission informe la personne concernée de la date de l'audition préalable ainsi que du lieu où et des heures pendant lesquelles le dossier peut être consulté.

Celui-ci peut être consulté dans les dix jours qui précèdent l'audition préalable. La notification se fait par lettre recommandée.

L'audition préalable se déroule au plus tôt le vingtième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée visée à l'alinéa précédent. La personne concernée peut s'y faire assister par un avocat ou par les experts de son choix. La Commission dresse un procès-verbal de l'audition et invite la personne concernée à le signer, le cas échéant, après qu'elle y a consigné ses observations.

La Commission prend l'affaire en délibéré après la dernière audition. Elle détermine l'amende administrative par une décision motivée et en informe la personne concernée dans les trente jours de la dernière audition, par lettre recommandée. Passé ce délai, elle est réputée renoncer définitivement à toute sanction fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau.

La notification de la décision fait mention des recours prévus par la loi et la présente ordonnance et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés. »

Artikel 20*quindecies*. De opdrachten waarmee de O.C.M.W.'s door en krachtens deze ordonnantie worden belast, worden begrepen en uitgeoefend, onverminderd het bepaalde in artikel 109 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en met uitsluiting van elke vorm van administratief toezicht op de beslissingen om individuele hulp toe te kennen en terug te vorderen. »

Art. 95. Artikel 23, § 1, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 1. Wordt bestraft met een gevangenisstraf van een maand en een boete van twee tot vijfhonderd euro, of met één van deze straffen :

1° hij die zich verzet tegen de controles en onderzoeken van de Commissie en van de Regering uitgevoerd krachtens deze Titel;

2° hij die weigert de Commissie of de Regering de inlichtingen te verschaffen die hij gehouden is te geven krachtens deze Titel, of hij die hun opzettelijk onjuiste of onvolledige inlichtingen verschaft;

3° hij die de verplichting om over een vergunning te beschikken overeenkomstig de artikelen 15, eerste lid, en 22 van deze Titel naleeft. »

Art. 96. In artikel 24, § 1, van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 97. Artikel 24, § 2, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 2. Vooraleer het bedrag van de boete te bepalen, informeert de Commissie de betrokken persoon per aangetekend schrijven en nodigt hem uit de Commissie een nota te bezorgen smet betrekking tot zijn verdedigingsgronden.

Het aangetekend schrijven bevat de vermelding van de in aanmerking genomen grieven, de overwogen sanctie en de melding dat het dossier kan worden ingekeken, de plaats en de uren waarop dit kan, en dit gedurende de hele termijn bepaald in het derde lid van deze paragraaf. Het aangetekend schrijven herneemt de volledige tekst van dit artikel.

De nota dient de Commissie per aangetekend schrijven te worden bezorgd, binnen dertig dagen na ontvangst van het schrijven vermeld in het eerste lid.

De Commissie informeert de betrokken persoon over de datum van het voorafgaand verhoor, alsook de plaats en de uren waarop het dossier kan worden ingekeken. Dit laatste kan gebeuren tijdens de tien dagen die het verhoor voorafgaan.

Deze kennisgeving wordt per aangetekend schrijven verzonden.

Het voorafgaand verhoor vindt plaats ten vroegste op de twintigste dag na de verzending van het aangetekend schrijven bepaald in het vorige lid. De betrokken persoon mag zich laten bijstaan door een advocaat of door deskundigen naar keuze. De Commissie stelt een proces-verbaal op van het verhoor en verzoekt de betrokken persoon het te tekenen, desgevallend, nadat deze er zijn opmerkingen aan heeft toegevoegd.

De Commissie neemt de zaak in beraad na het laatste verhoor. Hij bepaalt de administratieve boete middels een met redenen omklede beslissing en informeert de betrokken persoon binnen dertig dagen na het laatste verhoor, per aangetekend schrijven. Na deze termijn, wordt de Commissie geacht definitief af te zien van elke sanctie gegrond op de aan de betrokken persoon ten laste gelegde feiten, behalve in geval van nieuwe elementen.

De kennisgeving van de beslissing vermeldt de mogelijkheden tot beroep bepaald door de wet en door deze ordonnantie en de termijn waarbinnen het kan worden ingesteld. »

Art. 98. Dans l'article 24, § 3 et § 4, de la même ordonnance, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « la Commission ».

Art. 99. Dans l'article 26, § 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « la Commission ».

Art. 100. Dans l'article 26, § 2 de la même ordonnance, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « du Service, les membres de la Commission et les chargés de mission ».

Art. 101. Dans l'article 26, § 3 de la même ordonnance, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « la Commission ».

Art. 102. L'article 28, § 3, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 3. La redevance est fixée à un montant maximal de :

1° 0,25 centimes par kWh transporté ou distribué en vue d'être fourni à un client éligible haute tension établi sur le territoire de la commune percevant la rémunération. La redevance est plafonnée à une consommation annuelle de 25 Gwh pour les sites de consommation d'un client situés sur une même commune. En ce qui concerne l'électricité haute tension transportée ou distribuée à des clients pour le réseau de transport ferroviaire ou de tram et de métro, la redevance est plafonnée à une consommation annuelle totale de 25 GWh sur l'ensemble du territoire régional. Elle sera payée aux communes au prorata de l'électricité consommée sur leur territoire par le client;

2° 0,50 centimes par kWh transporté ou distribué en vue d'être fourni à un client éligible basse tension établi sur le territoire de la commune percevant la rémunération;

3° 0,09 centimes par kWh de gaz transporté ou distribué en vue d'être fourni à un client final éligible établi sur le territoire de la commune percevant la rémunération. La redevance est plafonnée à une consommation annuelle de 5 000 000 m³ de gaz riche. »

Le Gouvernement arrête les modalités d'application du présent paragraphe.

TITRE IV. — Dispositions diverses, transitoires et finales

Art. 103. L'ordonnance du 11 mars 1999 établissant des mesures de prévention des coupures de fourniture de gaz à usage domestique est abrogée.

L'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au droit à la fourniture minimale d'électricité est abrogée.

Toutefois, les dispositions des ordonnances précitées restent applicables aux procédures qu'elles prévoient et qui sont en cours au 1^{er} janvier 2007, à moins que les clients qui en bénéficient obtiennent le statut de client protégé conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

Art. 104. L'article 3bis de l'ordonnance du 12 décembre 1991, créant des fonds budgétaires, inséré par l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3bis. Le « Fonds social de guidance énergétique » créé par l'article 25septiesdecies de l'ordonnance du 19 juillet 2001 est un fonds budgétaire au sens de l'article 8 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant sur les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle. »

Art. 105. L'article 591 du Code judiciaire est complété comme suit :

« 23° des demandes formées en vertu du Chapitre IVbis de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et des demandes formées en vertu du Chapitre Vbis de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001, relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 98. In artikel 24, § 3 en § 4 van dezelfde ordonnantie wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 99. In artikel 26, § 1 van dezelfde ordonnantie wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 100. In artikel 26, § 2 van dezelfde ordonnantie wordt het woord « Dienst » vervangen door de woorden « Dienst, leden van de Commissie en opdrachthouders ».

Art. 101. In artikel 26, § 3 van dezelfde ordonnantie wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « Commissie ».

Art. 102. Artikel 28, § 3, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« § 3. De retributie wordt vastgelegd op een maximaal bedrag van :

1° 0,25 centiemen per vervoerde of verdeelde kWu die aan een in aanmerking komende hoogspanningsafnemer, gevestigd op het grondgebied van de gemeente die de vergoeding int, wordt geleverd. De bijdrage wordt begrensd op een jaarlijks elektriciteitsverbruik van 25 GWh voor de verbruikslocaties van een klant gelegen in een enkele gemeente. Voor wat betreft de hoogspanningselectriciteit vervoerd naar of verdeeld aan afnemers voor het spoorwegnet of tram- en metronet, wordt de bijdrage begrensd tot een jaarlijks totaalverbruik van 25 GWu op het volledige gewestelijke grondgebied. Ze wordt betaald aan de gemeenten, pro rata van de door de klant verbruikte elektriciteit op het grondgebied van de gemeente;

2° 0,50 centiemen per vervoerde of verdeelde kWu die aan een in aanmerking komende laagspanningsafnemer, gevestigd op het grondgebied van de gemeente die de vergoeding int, wordt geleverd;

3° 0,09 centiemen per vervoerde of verdeelde kWu gas die aan een in aanmerking komende eindafnemer, gevestigd op het grondgebied van de gemeente die de vergoeding int, wordt geleverd. De bijdrage wordt begrensd op een jaarlijks verbruik van rijk gas van 5 000 000 m³. »

De Regering stelt de nadere regels met betrekking tot de toepassing van deze paragraaf vast.

TITEL IV. — Diverse, overgangs- en slotbepalingen

Art. 103. De ordonnantie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de maatregelen ter voorkoming van de schorsingen van de gaslevering voor huishoudelijk gebruik wordt opgeheven.

De ordonnantie van 11 juli 1991 met betrekking tot het recht op een minimumlevering van elektriciteit wordt opgeheven.

De bepalingen van de voornoemde ordonnanties blijven echter van toepassing op de procedures waarin ze voorzien en die aan de gang zijn op 1 januari 2007, tenzij de afnemers die ervoor in aanmerking komen het statuut van beschermde afnemer verkrijgen overeenkomstig de bepalingen van deze ordonnantie.

Art. 104. Artikel 3bis van de ordonnantie van 12 december 1991, tot oprichting van budgettaire fondsen, ingevoegd bij de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3bis. Het « Sociaal fonds voor energiebegeleiding », opgericht door artikel 25septiesdecies van de ordonnantie van 19 juli 2001, is een begrotingsfonds in de zin van artikel 8 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 betreffende de bepalingen van toepassing op het budget, de boekhouding en de controle. »

Art. 105. Artikel 591 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt aangevuld volgt :

« 23° van de aanvragen gedaan krachtens Hoofdstuk IVbis van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de aanvragen gedaan krachtens Hoofdstuk Vbis van de ordonnantie van 1 april 2004, betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegenisretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. »

Art. 106. Jusqu'à ce que le président et les administrateurs de la Commission de régulation ainsi que les membres du personnel de l'IBGE chargés de mission auprès de celle-ci soient désignés, et au plus tard à l'expiration d'un délai de 9 mois à compter de la publication de la présente ordonnance, les compétences octroyées à la Commission seront exercées par le service de l'IBGE en charge de l'énergie.

Art. 107. Le Gouvernement peut coordonner les dispositions de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relatives à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies, en y apportant les modifications qui se recommandent dans un but de simplification formelle.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;

4° adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination, d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

La coordination porte l'intitulé suivant : « Code bruxellois de l'énergie ». Le « Code bruxellois de l'énergie » n'entre en vigueur qu'après sa ratification par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 108. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*

Bruxelles, le 14 décembre 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Art. 106. Zolang de voorzitter en de bestuurders van de Reguleringscommissie en de personeelsleden van het BIM die er opdrachthouder zijn, niet zijn aangewezen en uiterlijk na het verstrijken van een termijn van 9 maanden na de bekendmaking van deze ordonnantie, worden de bevoegdheden toegekend aan de Commissie uitgeoefend door de dienst van het BIM die belast is met energie.

Art. 107. De Regering kan de bepalingen coördineren van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegenisbijdragen inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de bepalingen die ze uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd op het ogenblik dat de coördinaties worden doorgevoerd, door er de wijzigingen in aan te brengen die aangewezen zijn met het oog op een vormelijke vereenvoudiging.

Te dien einde, kan zij :

1° de volgorde, nummering en, in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° de verwijzingen wijzigen die zouden staan in de te coördineren bepalingen teneinde ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen met het oog op de concordantie en de terminologische eenvormigheid zonder evenwel dat afbreuk te doen aan de beginselen die in de bepalingen zijn opgenomen;

4° de voorstelling aanpassen van de verwijzingen die de in de coördinatie opgenomen bepalingen maken naar andere bepalingen die er niet in zijn opgenomen.

De coördinatie draagt het volgende opschrift : « Brussels Energiewetboek ». Het « Brussels Energiewetboek » treedt pas in werking na de bekrachtiging ervan door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Art. 108. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2007.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen datze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 december 2006.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijk Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringen Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK